



Service Public
Fédéral
FINANCES

CODE DES DROITS DE SUCCESSION

MIS À JOUR JUSQUES ET Y COMPRIS LA LOI DU 31.07.2023 (M.B., 24.08.2023)

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

WWW.FISCONETPLUS.BE



Expertise et Support stratégiques

CODE DES DROITS DE SUCCESSION

Législation applicable en *REGION de BRUXELLES-CAPITALE*

CODE DES DROITS DE SUCCESSION

Législation applicable en **REGION de BRUXELLES-CAPITALE**

(coordination officielle)

(A.R. n° 308 du 31 mars 1936 (M.B., 07.04.1936) err. (M.B., 26.04.1936), pris en exécution de l'article 1^{er}, § 1^{er}, litt. a, de la loi du 31 juil. 1934, prorogée et complétée par celles du 7 déc. 1934, du 15 mars 1935 et du 30 mars 1935. Confirmé par la loi du 4 mai 1936)

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE I - DROITS DE SUCCESSION ET DE MUTATION PAR DECES	6
CHAPITRE I - Etablissement des droits.....	6
Section première - Successions ab intestat et testamentaires	6
Section II - Transmissions et dispositions assimilées aux mutations à cause de mort.....	6
CHAPITRE II - Actif imposable.....	12
Section première - Droit de succession.....	12
Section II - Droit de mutation par décès.....	13
CHAPITRE III - Evaluation de l'actif imposable.....	13
Section première - Règles générales	13
Section II - Règles particulières.....	14
CHAPITRE IV - Passif admissible	18
CHAPITRE V - Déclaration de succession	21
Section première - Obligation de déclarer	21
Section II - Personnes tenues de déclarer - Bureau compétent.....	23
Section III - Délai.....	25
Section IV - Forme et contenu.....	26
Section V - Défaut de déclaration.....	29
CHAPITRE VI - Tarif des droits	29
Section première - Tarif général	29
Section II - Règles particulières.....	32
CHAPITRE VII - Exemptions et réductions	34
Section première - Exemptions	34
Section II - Réductions	36
CHAPITRE VIII - Liquidation des droits	44

Section première - Règles générales	44
Section II - Règles particulières.....	46
CHAPITRE IX - Paiement des droits et amendes	47
Section première - Obligation.....	47
Section II - Contribution.....	49
Section III - Délai de paiement.....	49
Section IV - Intérêt moratoire.....	51
Section V - Modes de paiement.....	52
CHAPITRE X - Garanties de l'Etat.....	55
Section première - Sûretés réelles.....	55
Section II - Héritier habitant en dehors de l'Espace économique européen	60
CHAPITRE XI - Obligations imposées à des tiers en vue d'assurer la juste perception des droits de succession dus par suite du décès d'habitants du royaume.....	61
CHAPITRE XII - Moyens de preuve	74
Section première - Moyens de preuve de droit commun.....	74
Section II - Moyens spéciaux de preuve	76
Section III - Expertise de contrôle.....	77
CHAPITRE XIII - Pénalités.....	83
Section Première - Amendes fiscales	83
Section II - Peines correctionnelles.....	88
CHAPITRE XIV - Restitution des droits.....	92
CHAPITRE XV - Prescription	95
CHAPITRE XVI - Poursuites et instances	99
CHAPITRE XVII - Renseignements à fournir par l'Administration générale de la Documentation patrimoniale	Erreur ! Signet non défini.
CHAPITRE XVIII - Dispositions communes à tous les impôts.....	107
LIVRE II - TAXE COMPENSATOIRE DES DROITS DE SUCCESSION	147
CHAPITRE I - Etablissement de la taxe	147
CHAPITRE II - Assiette de la taxe	149
CHAPITRE III - Déclaration	151
CHAPITRE IV - Liquidation et paiement de la taxe.....	151
CHAPITRE V - Dispositions diverses	153
Livre III - Dématérialisation des relations entre le Service Public Fédéral Finances, les héritiers, légataires, donataires et certains tiers.....	169
(...)	178
(...)	178
Section première - (...)	178

LIVRE I - DROITS DE SUCCESSION ET DE MUTATION PAR DECES

CHAPITRE I - Etablissement des droits

Section première - Successions ab intestat et testamentaires

Article 1^{er} (applicable depuis le 03.09.2010)

(remplacé par l'art. 2 de l'ordonnance du 26 août 2010 (M.B., 03.09.2010). Texte applicable depuis le 3 sept. 2010 (art. 9))

Il est établi :

1° un droit de succession sur la valeur, déduction faite du passif visé à l'article 27, alinéa 1^{er}, de tout ce qui est recueilli dans la succession d'un habitant du royaume ;

2° un droit de mutation par décès sur la valeur, déduction faite du passif visé à l'article 27, alinéa 2, si le défunt est un habitant de l'Espace économique européen, des biens immeubles situés en Belgique recueillis dans la succession d'un non-habitant du royaume.

Est réputé habitant du royaume celui qui, au moment de son décès, y a établi son domicile ou le siège de sa fortune.

Est réputé habitant de l'Espace économique européen, celui qui, au moment de son décès, a établi dans cet espace son domicile ou le siège de sa fortune.

Article 2 (applicable depuis le 17.04.1936)

Ces droits sont dus sur les biens successoraux, sans distinguer selon qu'ils sont transmis en suite de dévolution légale, de disposition testamentaire ou d'institution contractuelle.

Ils sont dus, en outre, dans les cas indiqués aux articles 3 à 14.

Section II - Transmissions et dispositions assimilées aux mutations à cause de mort

Article 3 (applicable depuis le 01.07.2007⁽¹⁾)

(abrogé par l'art. 49 de la loi du 9 mai 2007 (M.B., 21.06.2007). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2007⁽¹⁾)

(...)

Note :

(1) Dispositions transitoires : l'art. 57 de la loi, indique que « Tout jugement de déclaration d'absence rendu avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou après l'entrée en vigueur de celle-ci, en application de l'article 49 (ndrl : de la loi, soit l'art. 3 C. succ.) produira, à l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de sa publication, les effets que la présente loi y attache ».

Article 4 (applicable depuis le 01.07.2022)

(3°, modifié par l'art. 2 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Sont considérées comme legs, pour la perception du droit de succession :

1° toutes dettes uniquement reconnues par testament ;

2° toutes obligations de sommes déguisant une libéralité sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux, qui n'ont pas été assujetties au droit d'enregistrement établi pour les donations.

3° toutes donations de biens meubles faites par le défunt sous une condition suspensive qui s'est réalisée par suite du décès du donateur, lorsque le donateur était au moment de la donation, ainsi qu'au moment de son décès, résident de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour l'application de cette disposition, on entend par résident de la Région de Bruxelles-Capitale :

a) au moment de la donation : la personne qui a, à ce moment, son domicile fiscal dans cette Région ; si elle a eu son domicile fiscal dans plus d'un endroit en Belgique au cours de la période de cinq ans précédant la donation, la personne qui a eu son domicile fiscal le plus longtemps dans cette Région pendant ladite période ;

b) au moment de son décès : la personne qui a, à ce moment, son domicile fiscal dans cette Région ; si elle a eu son domicile fiscal dans plus d'un endroit en Belgique au cours de la période de cinq ans précédant son décès, la personne qui a eu son domicile fiscal le plus longtemps dans cette Région pendant ladite période.

Article 5 (applicable depuis le 01.07.2017)

(modifié dans la version néerlandaise par l'art. 3 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

L'époux survivant, auquel une convention de mariage non sujette aux règles relatives aux donations attribue

plus que la moitié du patrimoine commun, est assimilé, pour la perception des droits de succession et de mutation par décès, à l'époux survivant qui, en l'absence d'une dérogation au partage égal du patrimoine commun, recueille, en tout ou en partie, la portion de l'autre époux, en vertu d'une donation entre vifs ou d'une disposition à cause de mort.

Article 6 (applicable depuis le 28.09.1976)

(abrogé par la loi du 14 juil. 1976, art. 45 et 47 (M.B., 18.09.1976). Texte applicable depuis le 28 sept. 1976 (art. -))⁽¹⁾

Le mari survivant est réputé légataire de la portion des biens existant à la dissolution de la communauté, dont il profite par la renonciation des héritiers de sa femme.

Note :

(1) Article abrogé, mais maintenu en vigueur à titre transitoire (v. loi du 14 juil. 1976, M.B., 18.09.1976, art. 4, 45 et 47 – Circ. adm. n° 13 du 21 sept. 1976).

Article 7 (applicable depuis le 01.07.2022)

(al. 2, modifié par l'art. 4 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Les biens dont l'administration établit que le défunt a disposé à titre gratuit dans les trois années précédant son décès, sont considérés comme faisant partie de sa succession si la libéralité n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations, sauf le recours des héritiers ou légataires contre le donataire pour les droits de succession acquittés à raison desdits biens.

S'il est établi par l'administration ou par les héritiers et légataires que la libéralité a été faite à telle personne déterminée, celle-ci est réputée légataire du bien donné.

L'exemption du droit de donation visée à l'article 131 bis, alinéa 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe n'exclut pas l'application du présent article.

Article 8 (applicable depuis le 11.08.2022)

(modifié par l'art. 2 de l'ordonnance du 6 juil. 2022 (M.B., 01.08.2022). Texte applicable aux successions ouvertes à partir du 11 août 2022 (art. 9))

Sont considérées comme recueillies à titre de legs les sommes, rentes ou valeurs qu'une personne est appelée à recevoir à titre gratuit au décès du défunt en vertu d'un contrat renfermant une stipulation à son profit par le défunt ou par un tiers.

Sont de même considérées comme recueillies à titre de legs les sommes, rentes ou valeurs qu'une personne a été appelée à recevoir à titre gratuit dans les trois ans précédant le décès du défunt en vertu d'une stipulation faite à son profit dans un contrat conclu par le défunt.

Si le défunt avait conclu un contrat en vertu duquel un versement peut uniquement être effectué après son décès, les sommes, rentes ou valeurs sont considérées comme recueillies à titre gratuit et à titre de legs, selon le cas :

1° par la personne qui rachète le contrat d'assurance-vie après le décès du défunt, au moment du rachat ;

2° par la personne qui reçoit réellement les sommes, rentes ou valeurs après le décès du défunt, au moment où un versement est effectué.

Lorsque le défunt était marié sous un régime de communauté, les dispositions des alinéas 1^{er}, 2 et 3 s'appliquent également aux sommes, rentes ou valeurs que le conjoint survivant est appelé à recevoir à titre gratuit en vertu d'un contrat d'assurance-vie ou d'un contrat avec établissement d'une rente conclu par le conjoint survivant.

Le présent article est également applicable aux sommes ou valeurs qu'une personne est appelée à recevoir à titre gratuit au décès de celui qui a contracté une assurance sur la vie à ordre ou au porteur.

Lorsque le défunt était marié sous un régime de communauté, les sommes, rentes ou valeurs que le conjoint survivant est appelé à recevoir en vertu d'un contrat d'assurance sur la vie ou d'un contrat constitutif d'une rente, conclu par lui, ou les sommes, rentes ou valeurs qu'il est appelé à recevoir à titre gratuit en vertu d'une stipulation faite à son profit dans un contrat conclu par le défunt ou par un tiers, sont considérées comme recueillies à titre de legs par le conjoint survivant pour la totalité si les sommes, rentes ou valeurs sont la contrepartie de biens propres au défunt, et à concurrence de la moitié seulement dans les autres cas. Le droit n'est pas dû s'il est établi que les sommes, rentes ou valeurs sont la contrepartie de biens propres au conjoint survivant. La circonstance que la stipulation est réciproque n'enlève pas à celle-ci le caractère de libéralité.

Le bénéficiaire de la stipulation est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire. Cette preuve contraire n'est pas fournie en démontrant qu'il a été fait donation du contrat à cette personne.

Dans le cas d'un contrat d'assurance-vie, la base imposable des sommes, rentes, ou valeurs pouvant revenir au bénéficiaire de la stipulation est diminuée du montant ayant servi de base imposable pour la perception des droits de donation si le contrat a fait l'objet d'une donation à cette personne par le défunt.

Le présent article n'est pas applicable :

1° aux sommes, rentes ou valeurs recueillies en vertu d'une stipulation qui a été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations ;

2° aux rentes et capitaux constitués en exécution d'une obligation légale ;

3° aux capitaux et rentes constitués à l'intervention de l'employeur du défunt au profit du conjoint survivant

du défunt ou, à défaut, au profit de ses enfants n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans en exécution soit d'un contrat d'assurance de groupe souscrit en vertu d'un règlement obligatoire de l'entreprise et répondant aux conditions déterminées par la réglementation relative au contrôle de ces contrats, soit du règlement obligatoire d'un fonds de prévoyance institué au profit du personnel de l'entreprise ;

4° aux sommes, rentes ou valeurs recueillies au décès du défunt en vertu d'un contrat renfermant une stipulation faite par un tiers au profit du bénéficiaire, quand il est établi que ce tiers a stipulé à titre gratuit au profit du bénéficiaire.

Article 9 *(applicable depuis le 01.07.2022)*

(modifié par l'art. 6 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Les biens meubles ou immeubles qui ont été acquis à titre onéreux par le défunt pour l'usufruit et par un tiers pour la nue propriété, ainsi que les titres au porteur ou nominatifs qui ont été immatriculés au nom du défunt pour l'usufruit et au nom d'un tiers pour la nue propriété sont considérés, pour la perception des droits de succession et de mutation par décès exigibles du chef de la succession du défunt, comme se trouvant en pleine propriété dans la succession de celui-ci et comme recueillis à titre de legs par le tiers, à moins qu'il ne soit établi que l'acquisition ou l'immatriculation ne déguise pas une libéralité au profit du tiers.

Article 10 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

En cas de partage ou d'acte équipollent à partage, dans lequel il a été attribué au défunt un usufruit, une rente ou tout autre droit devant cesser à sa mort, l'opération est, pour la perception des droits de succession et de mutation par décès, assimilée à un legs au profit des copartageants du défunt, attributaires de la nue-propriété ou chargés du droit viager, dans la mesure où ceux-ci ont obtenu des biens en propriété au-delà de leur part dans l'indivision.

La valeur imposable est déterminée par une fraction de la valeur, au jour du décès, des biens attribués en propriété à chacun desdits copartageants, fraction exprimée par le rapport existant au jour du partage entre le montant de la libéralité déguisée et la valeur des biens attribués en propriété.

Le présent article n'est pas applicable s'il est établi que le partage ne déguisait pas une libéralité au profit des divers coïndivisaires du défunt.

Article 11 *(applicable depuis le 01.07.2022)*

(modifié par l'art. 7 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Les biens meubles ou immeubles qui ont été vendus ou cédés à titre onéreux par le défunt sont considérés, pour la perception des droits de succession et de mutation par décès exigibles du chef de la succession du défunt,

comme faisant partie de sa succession et comme recueillis à titre de legs par l'acquéreur ou par le cessionnaire, si le défunt, aux termes de la convention, s'est réservé un usufruit ou a stipulé l'abandon à son profit soit de l'usufruit d'un autre bien, soit de tout autre droit viager, à moins qu'il ne soit établi que la vente ou la cession ne déguise pas une libéralité au profit de l'acquéreur ou du cessionnaire.

Si le défunt a stipulé, en outre, l'abandon à son profit d'un bien en propriété, l'impôt est dû sur une fraction de la valeur, au jour du décès, des biens vendus ou cédés par le défunt, fraction déterminée par le rapport existant au jour de la vente entre le montant de la libéralité déguisée et la valeur des biens cédés par le défunt.

Le droit de mutation qui a été perçu lors de l'enregistrement de l'acte de vente ou de cession et, le cas échéant, le droit de transcription, sont déduits du droit de succession ou du droit de mutation par décès, dans la mesure où ces derniers droits sont exigibles en vertu du présent article combiné éventuellement avec l'article suivant.

Article 12 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Lorsque, dans les cas prévus aux articles 9, 10 et 11, il n'est pas démontré que l'opération ne déguise pas une libéralité, mais qu'il est établi que le défunt a réellement joui du droit viager, il y a lieu d'opérer sur la base imposable, au jour de l'ouverture de la succession, une réduction proportionnelle semblable à celle prévue au second alinéa des articles 10 et 11, et ce en tenant compte de la valeur dudit droit viager capitalisée au taux de 4 p.c. et d'après le nombre effectif des années entières pendant lesquelles le défunt en a joui ; s'il s'agit d'un usufruit ou autre droit réel viager, la valeur du revenu annuel à prendre en considération doit être fixée forfaitairement à 4 p.c. de la valeur de la pleine propriété du bien au jour du contrat.

Article 13 *(applicable depuis le 30.04.1967)*

(modifié par l'art. 2 de l'A.R. n° 12 du 18 avr. 1967 (M.B., 20.04.1967). Texte applicable depuis le 30 avr. 1967 (art. -))

La preuve à administrer en vertu des articles 8, 5^e alinéa, 9, 10, 3^e alinéa, 11, 1^{er} alinéa, et 12, peut être fournie par tous moyens de droit commun, témoins et présomptions compris.

Article 14 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Les articles 9 à 13 restent sans application :

1° si le défunt a survécu : au tiers, dans le cas de l'article 9 ; au coindivisaire attributaire de la nue propriété ou chargé du droit viager, dans le cas de l'article 10 ; à l'acquéreur ou au cessionnaire, dans le cas de l'article 11 ;

2° si le tiers, dans le cas de l'article 9, le coindivisaire attributaire de la nue propriété ou chargé du droit viager, dans le cas de l'article 10, l'acquéreur ou le cessionnaire, dans le cas de l'article 11, ne rentrent pas dans la catégorie des personnes indiquées aux alinéas 1, 2 et 3 de l'article 33.

CHAPITRE II - Actif imposable

Section première - Droit de succession

Article 15 *(applicable depuis le 03.09.2010)*

(remplacé par l'art. 3 de l'ordonnance du 26 août 2010 (M.B., 03.09.2010). Texte applicable depuis le 3 sept. 2010 (art. 9))

Le droit de succession est dû sur l'universalité des biens en quelque lieu qu'ils se trouvent, appartenant au défunt ou à l'absent, déduction faite du passif visé à l'article 27, alinéa 1^{er}, et sauf application des articles 16 et 17.

Article 16 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

(modifié dans la version néerlandaise par l'art. 8 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Pour la perception du droit de succession en ligne directe descendante ou entre époux ayant des enfants ou descendants communs, il est fait abstraction des reprises et des récompenses qui se rattachent soit à la communauté ayant existé entre le défunt et un conjoint dont il a, à son décès, des enfants ou descendants en vie, soit à la communauté ayant existé entre les ascendants du défunt.

N'est pas considérée comme reprise ou récompense tombant sous l'application du présent article, l'indemnité due à la communauté du chef d'une part sociale incessible à des tiers souscrite par l'un des époux et reprise par lui ou par ses héritiers lors de la dissolution de la communauté.

Article 17 *(applicable depuis le 01.08.2022)*

(modifié par l'art. 4 de l'ordonnance du 6 juil. 2022 (M.B., 01.08.2022). Texte applicable le jour de la publication de la présente ordonnance au M.B., soit le 1^{er} août 2022 (art. 10))

Lorsque l'actif de la succession d'un habitant du royaume comprend des biens situés à l'étranger qui donnent lieu à la perception, au pays de la situation, d'un impôt successoral, le droit de succession exigible en Belgique est, dans la mesure où il frappe ces biens, réduit à concurrence de l'impôt prélevé par le pays de la situation, converti en euro à la date du paiement de cet impôt.

La réduction dont il s'agit est subordonnée au dépôt, chez le receveur qui détient la déclaration de succession, de la quittance dûment datée des droits payés à l'étranger, ainsi que d'une copie, certifiée conforme par les autorités étrangères compétentes, de la déclaration qui leur a été remise et de la liquidation qu'elles ont établie.

Si les pièces justificatives visées à l'alinéa précédent ne sont pas déposées avant l'échéance des droits, ceux-ci doivent être payés dans le délai légal, sauf restitution, le cas échéant, conformément à ce qui est prévu à l'article 135, 2°.

Section II - Droit de mutation par décès

Article 18 *(applicable depuis le 03.09.2010)*

(remplacé par l'art. 4 de l'ordonnance du 26 août 2010 (M.B., 03.09.2010). Texte applicable depuis le 3 sept. 2010 (art. 9))

Le droit de mutation par décès est dû sur l'universalité des immeubles situés en Belgique, appartenant au défunt ou à l'absent, déduction faite du passif visé à l'article 27, alinéa 2, si le défunt était un habitant de l'Espace économique européen.

CHAPITRE III - Evaluation de l'actif imposable

Section première - Règles générales

Article 19 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

La valeur imposable des biens composant l'actif de la succession d'un habitant du royaume et des immeubles assujettis au droit de mutation par décès est la valeur vénale au jour du décès, à estimer par les déclarants.

Pour l'évaluation des biens dont la propriété apparente repose sur la tête du défunt, il n'est pas tenu compte de la dépréciation de valeur qui pourrait résulter de la précarité du titre d'acquisition du défunt.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 20 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 91 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les

différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Les héritiers, légataires et donataires universels et, en général, toutes les personnes tenues au dépôt d'une déclaration de succession peuvent, avant déclaration et au plus tard avant l'expiration du délai de dépôt, demander qu'il soit procédé, à leurs frais, à l'évaluation de tout ou partie des biens successoraux se trouvant en Belgique et qui doivent ou peuvent être déclarés pour leur valeur vénale.

Ils notifient leur décision à cet égard par envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'alinéa ⁽¹⁾ 162quater, alinéa 2. Pour les héritiers, légataires et donataires universels visés à l'article 162quinquies, § 1^{er}, alinéa 3 et, en général, toutes les personnes tenues au dépôt d'une déclaration de succession, pour autant qu'ils n'aient pas choisi explicitement de communiquer par voie électronique ou lorsqu'ils n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162quinquies, § 1^{er}, alinéa 5, la décision est notifiée par envoi recommandé sous pli fermé, envoyé au bureau où la déclaration doit être déposée

Il est procédé conformément aux articles 113 à 120 et 122.

L'estimation est définitive et sert de base à la liquidation de l'impôt.

Note :

(1) Lire : « l'article »

Article 20 (applicable du 30.07.2018 au 31.12.2024)

(modifié par l'art. 101 de la loi du 11 juil. 2018 (M.B., 20.07.2018 – éd. 2). Texte applicable depuis le 30 juil. 2018 (art. -))

Les héritiers, légataires et donataires universels et, en général, toutes les personnes tenues au dépôt d'une déclaration de succession peuvent, avant déclaration et au plus tard avant l'expiration du délai de dépôt, demander qu'il soit procédé, à leurs frais, à l'évaluation de tout ou partie des biens successoraux se trouvant en Belgique et qui doivent ou peuvent être déclarés pour leur valeur vénale.

Ils notifient leur décision à cet égard par lettre recommandée à la poste, envoyée au bureau où la déclaration doit être déposée.

Il est procédé conformément aux articles 113 à 120 et 122.

L'estimation est définitive et sert de base à la liquidation de l'impôt.

Section II - Règles particulières

Article 21 (applicable depuis le 01.09.2015)

(modifié par les art. 2 et 3 de l'ordonnance du 29 juil. 2015 (M.B., 12.08.2015). Texte applicable pour les décès qui surviennent à partir du premier jour du mois qui suit sa publication au M.B., soit le 1^{er} sept. 2015 (art. 4))

Par dérogation à l'article 19, la valeur imposable des biens dépendant de la succession est déterminée ainsi qu'il suit :

I. Pour les immeubles situés à l'étranger, si la valeur vénale ne résulte pas d'actes et documents, par vingt ou trente fois le produit annuel des biens ou le prix des baux courants, sans distraction des charges imposées au locataire ou au fermier, suivant qu'il s'agit de propriétés bâties ou de propriétés non bâties; en aucun cas, la valeur imposable ne peut être inférieure à celle qui a servi de base pour la perception de l'impôt à l'étranger.

II. Pour le capital et les intérêts échus ou acquis des créances, par le montant nominal de ce capital et de ces intérêts, sous réserve pour les déclarants d'estimer la créance à sa valeur vénale en cas d'insolvabilité du débiteur ou d'existence de toute autre cause de dépréciation.

III.⁽¹⁾ Pour les instruments financiers admis à la négociation sur les marchés réglementés belges ou étrangers visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et les systèmes multilatéraux de négociation belges ou étrangers visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, de la même loi, selon leurs valeurs boursières.

Par valeur boursière, on entend le cours de clôture tel qu'établi sur la base de l'information des cours disponible dans la presse écrite spécialisée et/ou par le biais des sources numériques consultables spécialisées.

Les déclarants peuvent choisir entre la valeur boursière à la date du décès, la valeur boursière à la même date un mois après le décès ou la valeur boursière à la même date deux mois après le décès.

Lorsqu'il n'y a pas de cotation à une de ces dates, c'est la valeur boursière du prochain jour où une cotation est à nouveau établie qui vaut. Si, à la date choisie, il y a une cotation pour certaines des valeurs à déclarer et pas pour d'autres, ces dernières valeurs doivent être déclarées selon les valeurs boursières du prochain jour où il y a une cotation.

Les déclarants ne peuvent choisir qu'une des dates précitées, qui vaudra pour toutes les valeurs délaissées. Les déclarants indiquent leur choix dans la déclaration, et y mentionnent également la source qu'ils ont consultée pour les valeurs boursières indiquées.

III/bis. Pour les instruments financiers, au sens de l'article 2, 1^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ou les titres de société au sens de l'article 60 bis, § 4, non déjà visés aux II et III, lorsque le décès est intervenu entre le 1^{er} mai 2008 et le 31 décembre 2009, d'après la valeur de cotation du bien ou, en l'absence de cotation, d'après la valeur vénale du bien, à estimer par le déclarant, soit à la date du jour du décès, soit à la date du dernier jour du deuxième, du troisième, du

quatrième ou du cinquième mois qui suit celui du décès, à la condition pour les intéressés d'indiquer leur choix dans leur déclaration.

Ce choix ne peut porter que sur une seule date ; celle-ci est applicable à toutes les valeurs délaissées visées par le présent III/*bis*.

III/ter. (...)

IV. Pour les rentes emphytéotiques, les rentes foncières et autres prestations, lorsqu'elles sont établies à perpétuité ou à terme illimité, ainsi que pour les rentes perpétuelles hypothéquées ou non, par vingt fois la rente ou la prestation annuelle, sous réserve pour les déclarants d'estimer la rente ou prestation à sa valeur vénale en cas d'insolvabilité du débiteur ou d'existence de toute autre cause de dépréciation.

V. Pour les rentes et autres prestations viagères constituées sur la tête d'un tiers, par la multiplication du montant annuel de la prestation par le nombre :

- 18, si celui sur la tête de qui la rente est créée a 20 ans ou moins ;
- 17, si celui sur la tête de qui la rente est créée a plus de 20 ans sans dépasser 30 ans ;
- 16, si celui sur la tête de qui la rente est créée a plus de 30 ans sans dépasser 40 ans ;
- 14, si celui sur la tête de qui la rente est créée a plus de 40 ans sans dépasser 50 ans ;
- 13, si celui sur la tête de qui la rente est créée a plus de 50 ans sans dépasser 55 ans ;
- 11, si celui sur la tête de qui la rente est créée a plus de 55 ans sans dépasser 60 ans ;
- 9,5, si celui sur la tête de qui la rente est créée a plus de 60 ans sans dépasser 65 ans ;
- 8, si celui sur la tête de qui la rente est créée a plus de 65 ans sans dépasser 70 ans ;
- 6, si celui sur la tête de qui la rente est créée a plus de 70 ans sans dépasser 75 ans ;
- 4, si celui sur la tête de qui la rente est créée a plus de 75 ans sans dépasser 80 ans ;
- 2, si celui sur la tête de qui la rente est créée a plus de 80 ans.

VI. Pour l'usufruit constitué sur la tête d'un tiers, par le revenu annuel des biens calculé au taux de 4 p.c. de la valeur de la pleine propriété multiplié par le nombre indiqué sous le numéro V.

VII. Pour les rentes ou prestations constituées pour un temps limité, par la somme représentant la capitalisation à la date du décès au taux de 4 p.c. des rentes ou prestations, sous cette réserve que le montant de la capitalisation ne peut excéder, selon le cas, la valeur imposable telle qu'elle est déterminée aux numéros IV et V.

La même règle est applicable s'il s'agit d'un usufruit constitué pour un temps limité, sauf à prendre pour base de la capitalisation le revenu des biens comme il est dit au numéro VI.

VIII. Pour la nue-propriété, par la valeur de la pleine propriété sous déduction de la valeur de l'usufruit calculée conformément aux prescriptions du présent article et de l'article 22.

Aucune déduction n'est opérée si l'usufruit est exempt des droits de succession et de mutation par décès par application de l'article 67.

Note :

(1) La modification du texte de l'article 21, III, applicable pour le droit de succession localisé en Région de Bruxelles-Capitale, reste sans effet sur la taxe compensatoire des droits de succession ; cette taxe relève toujours de la compétence de l'Etat fédéral.

Article 22 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Sont assimilés à l'usufruit pour l'application des articles 21 et 66, les droits d'usage et d'habitation ainsi que le droit aux fruits, revenus ou produits.

Si la rente ou prestation viagère ou si l'usufruit est constitué sur la tête de deux ou plusieurs personnes, l'âge à prendre en considération est celui de la personne la plus jeune.

Article 23 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Le montant annuel en argent des rentes et prestations périodiques payables en nature est réglé d'après le prix moyen des mercuriales des deux dernières années du marché le plus voisin des biens affectés à la garantie et, à défaut de biens grevés, du domicile du débiteur ; s'il n'existe pas de mercuriales, ledit montant est évalué par les parties déclarantes.

Article 24 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Les créances certaines, mais dont le montant est indéterminé au moment du décès, sont portées dans la déclaration pour leur valeur, sauf régularisation lors de la fixation définitive de leur montant.

Article 25 *(applicable depuis le 30.04.1967)*

(remplacé par l'art. 3 de l'A.R. n 12 du 18 avr. 1967 (M.B., 20.04.1967). Texte applicable depuis le 30 avr. 1967 (art. -))

Dans les cas visés à l'article 37, 2°, 3°, 4° et 6°, il y a lieu de déclarer comme valeur imposable la valeur des biens au jour du jugement, de la transaction ou de l'événement, qui constitue le point de départ du délai, fixé par l'article 40, alinéa 4, pour le dépôt de la déclaration.

Article 26 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Pour la perception des droits de succession et de mutation par décès, en ligne directe ou entre époux laissant un ou plusieurs enfants communs ou des descendants d'eux, le gouvernement est autorisé à établir un mode

d'évaluation des immeubles situés en Belgique, basé sur le revenu cadastral de ceux-ci multiplié par un coefficient à déterminer périodiquement d'après le rapport moyen entre les revenus cadastraux et les prix de vente.

CHAPITRE IV - Passif admissible

Article 27 *(applicable depuis le 03.09.2010)*

(complété par l'art. 5 de l'ordonnance du 26 août 2010 (M.B., 03.09.2010). Texte applicable depuis le 3 sept. 2010 (art. 9))

Le passif admissible dans la succession d'un habitant du royaume se borne :

1° aux dettes du défunt existantes au moment du décès ;

2° aux frais funéraires.

Le passif admissible dans la succession d'un habitant de l'Espace économique européen qui n'est pas un habitant du royaume, se borne aux dettes du défunt existantes au moment de son décès dont les déclarants fournissent la preuve qu'elles ont été spécifiquement contractées pour acquérir ou conserver les immeubles soumis à l'impôt.

Article 28 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Les règles relatives à l'évaluation des biens composant l'actif successoral sont applicables à l'évaluation des dettes admissibles au passif.

Article 29 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

L'existence des dettes doit être établie par les modes de preuve admissibles en justice dans un débat entre créancier et débiteur.

Les dettes relatives à la profession du défunt et celles relatives à la dépense domestique de l'année échue et de l'année courante peuvent toutefois être établies par témoins et présomptions.

Article 30 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

La seule production du titre constitutif ne suffit pas pour établir l'existence :

1° des dettes hypothécaires dont l'inscription était, au jour de l'ouverture de la succession, périmée depuis un an ou radiée ;

2° des intérêts des dettes hypothécaires et non hypothécaires, des loyers et fermages, au-delà de l'année échue et de l'année courante ;

3° des termes, échus depuis plus d'un an avant le décès, des obligations remboursables par annuités.

Article 31 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Toute dette dont l'existence est justifiée par la production d'un titre revêtu d'une quittance non datée, est réputée, jusqu'à preuve contraire, avoir été acquittée antérieurement au décès.

Article 32 *(applicable depuis le 03.09.2010)*

(remplacé par l'art. 6 de l'ordonnance du 26 août 2010 (M.B., 03.09.2010). Texte applicable depuis le 3 sept. 2010 (art. 9))

Sont exclues du passif, les dettes mentionnées à l'article 4.

Article 33 *(applicable depuis le 01.07.2022)*

(modifié par l'art. 9 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Ne sont pas admises les dettes contractées par le défunt au profit d'un de ses héritiers, légataires ou donataires ou de personnes interposées.

Cette disposition est applicable aux dettes contractées par le défunt :

a) au profit d'héritiers qu'il a exclus de sa succession par une disposition testamentaire ou contractuelle ;

b) au profit d'héritiers, légataires ou donataires qui ont renoncé à la succession ou à la disposition testamentaire ou contractuelle faite en leur faveur.

Sont réputées personnes interposées, les personnes désignées dans l'article 4.144 du Code civil.

Toutefois, les dettes susvisées sont admises :

1° si la preuve de leur sincérité est administrée par les parties déclarantes ; cette preuve peut être faite par tous moyens de droit commun, témoins et présomptions compris, à l'exception du serment ;

2° si elles ont pour cause immédiate et directe l'acquisition, l'amélioration, la conservation ou le recouvrement d'un bien qui se trouvait dans le patrimoine du défunt au jour de son décès.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 34 (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 92 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

L'administration a, dans tous les cas, la faculté d'exiger des déclarants la production d'une attestation du créancier, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'alinéa ⁽¹⁾ 162quater, alinéa 2, certifiant qu'une dette portée au passif existait à la charge du défunt au jour de son décès. Pour les héritiers, légataires et donataires universels visés à l'article 162quinquies, § 1^{er}, alinéa 3, pour autant qu'ils n'aient pas choisi explicitement de communiquer par voie électronique et pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162quinquies, § 1^{er}, alinéa 5, l'attestation est envoyée sous pli fermé.

Elle ne peut être refusée par le créancier, sous peine de dommages-intérêts, lorsqu'elle est légitimement réclamée.

L'administration a le droit d'exiger que la signature soit légalisée par le bourgmestre de la commune où réside le signataire.

L'attestation reste annexée à la déclaration de succession.

Note :

(1) Lire : « l'article »

Article 34 (applicable du 17.04.1936 au 31.12.2024)

L'administration a, dans tous les cas, la faculté d'exiger des déclarants la production d'une attestation du créancier certifiant qu'une dette portée au passif existait à la charge du défunt au jour de son décès. L'attestation doit être signée par le créancier, par son représentant légal ou par un mandataire constitué à cet effet.

Elle ne peut être refusée par le créancier, sous peine de dommages-intérêts, lorsqu'elle est légitimement réclamée.

L'administration a le droit d'exiger que la signature soit légalisée par le bourgmestre de la commune où réside le signataire.

L'attestation reste annexée à la déclaration de succession.

CHAPITRE V - Déclaration de succession

Section première - Obligation de déclarer

Article 35 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Les droits de succession et de mutation par décès sont liquidés au vu d'une déclaration de succession.

Article 36 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Le dépôt de cette déclaration est obligatoire dans tous les cas où un bien est transmis dans les conditions prévues aux articles 1 à 14.

Article 37 *(applicable depuis le 11.08.2022)*

(complété par l'art. 5 de l'ordonnance du 6 juil. 2022 (M.B., 01.08.2022). Texte applicable aux successions ouvertes à partir du 11 août 2022 (art. 9))

Il y a lieu de déposer une nouvelle déclaration :

1° dans le cas d'un legs soumis à autorisation ou approbation, fait à une personne morale, lorsqu'intervient l'autorisation ou l'approbation, si à ce moment les droits n'ont pas encore été payés ;

2° quand, postérieurement à l'ouverture de la succession, la consistance active de celle-ci est augmentée, soit par suite de l'arrivée d'une condition ou de tout autre événement, soit par suite de la reconnaissance du droit de propriété du défunt sur des biens possédés par un tiers, soit par suite de la solution d'un litige, à moins que l'augmentation d'actif ne soit la conséquence d'une résolution provenant de l'inexécution par les héritiers, légataires ou donataires, des conditions d'un contrat ;

3° quand survient un changement dans la dévolution de l'hérité ;

4° en cas d'accroissement ou de réversion de propriété, d'usufruit ou de tout autre droit temporaire ou viager

provenant d'une disposition à cause de mort, prise par le défunt ;

5° en cas de cessation d'usufruit rendant exigible un droit de succession tenu en suspens du chef de la nue-propriété en vertu de l'article 79, lorsque l'héritier nu propriétaire ou ses ayants cause parviennent à la jouissance du plein domaine par le décès de l'usufruitier ou par l'expiration du terme fixe ou incertain pour lequel l'usufruit a été constitué ;

6° en cas de fidéicomis, lorsque les biens grevés de la charge de restitution passent à l'appelé ;

7° lorsque, selon le cas, le contrat visé à l'article 8, alinéa 3, est racheté ou qu'un versement est effectué en vertu du contrat.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Section II - Personnes tenues de déclarer - Bureau compétent

Article 38 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 93 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

La déclaration de succession doit être déposée :

1° en cas de décès d'un habitant du royaume : par les héritiers, légataires et donataires universels, à l'exclusion de tous autres légataires ou donataires, au bureau compétent de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale dans le ressort duquel le défunt avait son dernier domicile fiscal. Si le domicile fiscal du défunt a été établi dans plus d'une région au cours de la période de cinq ans précédant son décès, la déclaration doit être introduite à ce bureau de son dernier domicile fiscal dans la région dans laquelle le domicile fiscal du défunt a été établi le plus longtemps durant ladite période.

Toutefois en cas d'inaction des héritiers, légataires et donataires universels, les légataires et donataires à titre universel ou particulier sont tenus, à la demande du receveur, faite par envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, de déposer la déclaration au moyen de la plateforme électronique précitée pour ce qui les concerne, et ce au plus tard à compter du premier jour ouvrable du mois qui suit la mise à disposition au moyen de la plateforme précitée. Pour les légataires et donataires à titre universel ou particulier visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, pour autant qu'ils n'aient pas choisi explicitement de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 5, la déclaration est introduite sous pli fermé, et ce au plus tard à compter du troisième jour ouvrable qui suit le mois du dépôt de l'envoi précité auprès du prestataire du service postal universel ou d'un prestataire de services postaux.

En cas de dévolution de toute la communauté à l'époux survivant, en vertu d'une convention de mariage non soumise aux règles relatives aux donations, le bénéficiaire est tenu de déclarer l'actif et le passif de la communauté ;

2° en cas de décès d'un non-habitant du royaume : par les héritiers, légataires ou donataires des immeubles situés en Belgique, au bureau compétent de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale dans le ressort duquel ces biens sont situés.

Si les immeubles recueillis par un même héritier, légataire ou donataire sont situés dans le ressort de différents bureaux, le bureau compétent est celui dans le ressort duquel se trouve la partie des biens qui présente le revenu cadastral fédéral le plus élevé ;

3° en cas d'absence : par les personnes tenues de déclarer en vertu du 1° et du 2° du présent article, au bureau du dernier domicile fiscal de l'absent dans le royaume comme il est dit au 1°, s'il s'agit du droit de succession, et au bureau de la situation des biens comme il est dit au 2°, s'il s'agit du droit de mutation par décès ;

4° dans le cas prévu à l'article 37, 1° : par la personne morale instituée, au bureau où l'impôt reste à payer ;

5° dans les cas visés à l'article 37, 2° à 4° : par les personnes désignées ci-avant, à moins que l'événement ne profite qu'à certains héritiers, légataires ou donataires, auquel cas ceux-ci sont seuls tenus de déclarer. La déclaration est déposée au bureau où a été faite la première déclaration ;

6° en cas de cessation d'usufruit : par les héritiers nus propriétaires ou leurs ayants cause, au bureau où les droits dus pour la transmission de la nue-propriété sont demeurés en suspens ;

7° en cas de fidéicommissaire : par l'appelé seul, si la transmission a lieu en suite du décès de l'héritier grevé, et par l'appelé et le grevé, si les biens passent à l'appelé du vivant du grevé, au bureau où a été déclarée la succession de l'auteur de la disposition.

Section II - Personnes tenues de déclarer - Bureau compétent

Article 38 (applicable du 11.08.2022 au 31.12.2024)

(complété par l'art. 6 de l'ordonnance du 6 juil. 2022 (M.B., 01.08.2022). Texte applicable aux successions ouvertes à partir du 11 août 2022 (art. 9))

La déclaration de succession doit être déposée :

1° en cas de décès d'un habitant du royaume : par les héritiers, légataires et donataires universels, à l'exclusion de tous autres légataires ou donataires, au bureau compétent de l'Administration générale de la

Documentation patrimoniale dans le ressort duquel le défunt avait son dernier domicile fiscal. Si le domicile fiscal du défunt a été établi dans plus d'une région au cours de la période de cinq ans précédant son décès, la déclaration doit être introduite à ce bureau de son dernier domicile fiscal dans la région dans laquelle le domicile fiscal du défunt a été établi le plus longtemps durant ladite période.

Toutefois en cas d'inaction des héritiers, légataires et donataires universels, les légataires et donataires à titre universel ou particulier sont tenus, sur la demande du receveur, faite par lettre recommandée à la poste, de déposer la déclaration pour ce qui les concerne, et ce au plus tard dans le mois du dépôt du pli à la poste.

En cas de dévolution de toute la communauté à l'époux survivant, en vertu d'une convention de mariage non sujette aux règles relatives aux donations, le bénéficiaire est tenu de déclarer l'actif et le passif de la communauté ;

2° en cas de décès d'un non-habitant du royaume : par les héritiers, légataires ou donataires des immeubles situés en Belgique, au bureau compétent de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale dans le ressort duquel ces biens sont situés.

Si les immeubles recueillis par un même héritier, légataire ou donataire sont situés dans le ressort de différents bureaux, le bureau compétent est celui dans le ressort duquel se trouve la partie des biens qui présente le revenu cadastral fédéral le plus élevé ;

3° en cas d'absence : par les personnes tenues de déclarer en vertu du 1° et du 2° du présent article, au bureau du dernier domicile fiscal de l'absent dans le royaume comme il est dit au 1°, s'il s'agit du droit de succession, et au bureau de la situation des biens comme il est dit au 2°, s'il s'agit du droit de mutation par décès ;

4° dans le cas prévu à l'article 37, 1° : par la personne morale instituée, au bureau où l'impôt reste à payer ;

5° dans les cas visés à l'article 37, 2° à 4° : par les personnes désignées ci-avant, à moins que l'événement ne profite qu'à certains héritiers, légataires ou donataires, auquel cas ceux-ci sont seuls tenus de déclarer. La déclaration est déposée au bureau où a été faite la première déclaration ;

6° en cas de cessation d'usufruit : par les héritiers nus propriétaires ou leurs ayants cause, au bureau où les droits dus pour la transmission de la nue-propriété sont demeurés en suspens ;

7° en cas de fidéicommiss : par l'appelé seul, si la transmission a lieu en suite du décès de l'héritier grevé, et par l'appelé et le grevé, si les biens passent à l'appelé du vivant du grevé, au bureau où a été déclarée la succession de l'auteur de la disposition ;

8° dans le cas prévu à l'article 37, 7°, selon le cas, par la personne qui rachète le contrat ou par la personne qui reçoit le versement effectué en vertu du contrat, au bureau où a été déposée la première déclaration.

Article 39 (applicable depuis le 01.01.2002)

(abrogé par l'art. 3 de la loi du 7 mars 2002 (M.B., 19.03.2002 - éd. 3). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2002 (art. 7))

(...)

Section III - Délai

Article 40 *(applicable depuis le 11.08.2022)*

(complété par l'art. 7 de l'ordonnance du 6 juil. 2022 (M.B., 01.08.2022). Texte applicable aux successions ouvertes à partir du 11 août 2022 (art. 9))

Le délai pour le dépôt de la déclaration de succession est de quatre mois à compter de la date du décès, si celui-ci est survenu dans le royaume, de cinq mois, si le décès est survenu dans un autre pays d'Europe, et de six mois, si le décès est survenu hors d'Europe. ⁽²⁾

En cas de déclaration judiciaire de décès, le délai commence à courir dès que le jugement est coulé en force de chose jugée.

En cas de legs à une personne morale, le délai pour la déclaration nouvelle prévue à l'article 37, 1°, court à compter de la date de l'autorisation ou de l'approbation.

En cas de survenance d'événements prévus à l'article 37, 2° à 4°, le délai court, s'il s'agit d'un droit litigieux, à compter de la date du jugement nonobstant opposition ou appel, ou de la transaction et, dans les autres cas, à compter de l'événement.

En cas de cessation d'usufruit, le délai court à compter de la date de la consolidation visée à l'article 37, 5°.

En cas de fidéicommiss, le délai court à compter de la date de la dévolution opérée par le décès du grevé ou autrement. Si la dévolution a lieu anticipativement en vertu d'un contrat, la date et le lieu du contrat sont assimilés à la date et au lieu du décès.

En cas de survenance d'événements visés à l'article 37, 7°, le délai court, selon le cas, à compter du jour du rachat ou de celui où un versement est effectué en vertu du contrat.

Article 41 *(applicable depuis le 16.05.2016)*

(modifié par l'art. 64 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Le délai pour le dépôt de la déclaration peut être prolongé par l'administrateur général de l'Administration générale de la documentation patrimoniale.

La déclaration déposée au cours du délai fixé par la loi ou prolongé par l'administrateur général peut être rectifiée aussi longtemps que ce délai n'est pas expiré, à moins que les intéressés n'aient expressément renoncé à cette faculté dans une déclaration déposée dans la forme légale. ⁽¹⁾

Note :

(1) **Covid-19 - Mesures de tolérance administrative** : voir Communication de l'AGDP du 01.07.2020.

Section IV - Forme et contenu

Article 42 (applicable depuis le 11.08.2022)

(modifié par l'art. 8 de l'ordonnance du 6 juil. 2022 (M.B., 01.08.2022). Texte applicable aux successions ouvertes à partir du 11 août 2022 (art. 9))

La déclaration de succession porte :

I. Les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance du déclarant et, le cas échéant, du mari de la déclarante ;

II. Les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance de la personne décédée, et, le cas échéant, de son mari; le lieu et la date du décès de la personne défunte ;

III. Les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance des personnes ayant la qualité d'héritiers, légataires et donataires et, le cas échéant, de leur conjoint; le degré de parenté entre le défunt et ses héritiers, légataires et donataires; ce qui est recueilli par chacun d'eux, le titre en vertu duquel ils viennent à la succession; les nom, prénoms, domicile, lieu et date de naissance des enfants visés à l'article 56 ;

IV. Le cas échéant, l'indication des héritiers exclus en vertu de dispositions testamentaires ou contractuelles ;

V. L'élection d'un seul domicile en Belgique ;

VI. La désignation précise et l'estimation article par article de tous les biens composant l'actif imposable ;

VII. L'indication de la section et du numéro du cadastre de chacun des immeubles dépendant de la succession ;

VIII. La désignation de chacune des dettes admissibles en déduction de l'actif imposable, avec indication des nom, prénoms et domicile du créancier, de la cause de la dette et de la date de l'acte, s'il en existe un. Si l'exemption visée à l'article 55 *bis*, alinéa premier, s'applique, il y a lieu de mentionner explicitement que les dettes spécialement contractées pour acquérir ou conserver le logement familial ont été contractées à cette fin ;

VIII bis. La déclaration indique si le défunt a consenti, au profit de ses héritiers, légataires ou donataires, des donations entre vifs constatées par actes remontant à moins de trois ans avant la date du décès et qui, avant la même date, ont été présentés à la formalité de l'enregistrement ou sont devenus obligatoirement enregistrables, dans l'affirmative, elle désigne la personne gratifiée et mentionne la date des actes ou déclarations, ainsi que la base sur laquelle le droit d'enregistrement a été ou doit être perçu. Cette disposition est applicable, quelle que soit la date de l'acte, si la donation a été consentie sous une condition suspensive qui s'est accomplie par suite du décès du donateur ou moins de trois ans avant ce décès ;

VIII ter. La déclaration indique si, dans les cas visés à l'article 8, il existe des contrats renfermant une stipulation pour autrui qui continuent à courir après le décès du défunt ;

IX. La déclaration énonce si le défunt a eu l'usufruit de quelque bien ou a recueilli des biens grevés de fidéicommiss et, dans l'affirmative, en quoi ces biens consistent, avec indication des personnes qui sont parvenues à la jouissance de la pleine propriété ou qui ont bénéficié du fidéicommiss en suite du décès du défunt.

X. Lorsque le droit dû est le droit de succession, la déclaration doit en outre contenir l'indication expresse des adresse, date d'établissement et durée d'occupation des différents domiciles fiscaux que le défunt ou l'absent a eu durant la période de cinq ans précédant son décès ou précédant le moment où on aura reçu les dernières nouvelles de l'absent.

Article 43 (*applicable depuis le 01.01.1986*)

(modifié par l'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1985 (M.B., 06.08.1985). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 1986 (art. 18, § 1^{er}))

Contrairement aux prescriptions du numéro VI de l'article 42, peuvent faire l'objet d'une déclaration et d'une estimation globales chacune des catégories de biens mentionnés ci-après, sauf pour les œuvres d'art lorsqu'une ou plusieurs de ces œuvres sont offertes en paiement de droits de succession conformément à l'article 83³ :

1° les immeubles - autres que les immeubles par destination désignés ci-dessous - qui forment une exploitation unique ou un seul corps de domaine ;

2° parmi les objets servant à une exploitation agricole : a) chaque espèce d'animaux ; b) les ustensiles aratoires ; c) les emblaves et autres récoltes sur pied ; d) les semences, denrées, pailles et engrais ;

3° quant aux objets servant à une exploitation industrielle : a) l'outillage ; b) les marchandises fabriquées ou préparées et les matières premières ;

4° quant aux objets servant à une exploitation commerciale : a) le matériel et les ustensiles d'exploitation ; b) les marchandises ;

- 5° les effets d'habillement, les bijoux, les livres et tous autres objets à l'usage personnel du défunt;
 - 6° les meubles meublants, la vaisselle, la batterie de cuisine et autres objets de même nature ;
 - 7° les collections de tableaux, de porcelaines, d'armes et d'autres objets ;
 - 8° les vins et autres denrées.
-

Article 44 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

En cas de cessation d'usufruit, la déclaration énonce :

- 1° les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance du déclarant et, le cas échéant, du mari de la déclarante ;
 - 2° l'élection de domicile prévue à l'article 42, numéro V ;
 - 3° les nom, prénoms et dernier domicile de l'auteur de la succession qui a donné lieu aux droits demeurés en suspens, ainsi que la date de son décès ;
 - 4° l'exposé du fait qui a déterminé l'exigibilité de l'impôt ;
 - 5° la valeur en pleine propriété du bien à la date de la dernière transmission de la nue-propriété, en cas d'application de l'article 58.
-

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 45 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(complété par l'art. 94 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Pour la rédaction des déclarations de succession, le Ministre des Finances est autorisé à prescrire l'emploi de formules imprimées, débitées par l'administration, à en régler les dimensions et les conditions d'emploi et à fixer le prix de ces formules.

Ce formulaire est mis à disposition au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2.

Pour les héritiers, légataires et donataires visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, pour autant qu'ils n'aient

pas choisi explicitement de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162quinquies, § 1^{er}, alinéa 5, le formulaire est mis à disposition sur papier.

Article 45 (applicable du 17.04.1936 au 31.12.2024)

Pour la rédaction des déclarations de succession, le Ministre des Finances est autorisé à prescrire l'emploi de formules imprimées, débitées par l'administration, à en régler les dimensions et les conditions d'emploi et à fixer le prix de ces formules.

Article 46 (applicable depuis le 30.04.1967)

(remplacé par l'art 7 de l'A.R. n 12 du 18 avr. 1967 (M.B., 20.04.1967). Texte applicable depuis le 30 avr. 1967 (art. -))

Si les biens meubles corporels délaissés par le défunt étaient assurés contre l'incendie, le vol ou tous autres risques, les déclarants doivent indiquer, pour chaque police en cours au jour du décès, le nom ou la raison sociale et le domicile de l'assureur, la date de la police et son numéro, ainsi que les biens assurés et la valeur assurée ; ils doivent en outre affirmer expressément qu'à leur connaissance les biens ne faisaient pas l'objet d'autres polices au décès.

Si les biens en question n'étaient pas assurés au jour du décès, les déclarants doivent l'affirmer expressément dans la déclaration.

Section V – Défaut de déclaration

Article 47 (applicable depuis le 24.11.1942)

(modifié implicitement par l'art. 29 de l'arrêté du secrétaire général du 7 oct. 1942 (M.B., 14.11.1942). Texte applicable depuis le 24 nov. 1942 (art. -))

A défaut de déclaration dans le délai prescrit, l'administration peut arbitrer d'office, sauf régularisation ultérieure, le montant des sommes dues et en poursuivre le recouvrement conformément à l'article 142¹.

CHAPITRE VI - Tarif des droits

Section première - Tarif général

Article 48 (applicable depuis le 01.01.2017)

(modifié par l'art. 2 de l'ordonnance du 12 déc. 2016 (M.B., 29.12.2016 - éd. 3). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2017 (art. 39)

Les droits de succession et de mutation par décès sont perçus d'après le tarif indiqué dans les tableaux ci-après.

Le tableau I contient le tarif applicable en ligne directe, et entre partenaires. Ce tarif est appliqué par ayant droit sur sa part dans la valeur des biens imposables.

Le tableau II contient le tarif applicable entre les frères et sœurs. Ce tarif est appliqué par ayant droit sur sa part dans la valeur imposable des biens.

Le tableau III contient le tarif applicable entre les oncles ou tantes et neveux ou nièces. Ce tarif est appliqué sur la somme des parts recueillies par ces personnes dans la valeur imposable des biens.

Le tableau IV contient le tarif applicable entre toutes les autres personnes. Ce tarif est appliqué sur la somme des parts recueillies par ces personnes dans la valeur imposable des biens.

Le montant sur lequel le tarif doit être appliqué est scindé d'après les tranches mentionnées dans la colonne A du tableau du tarif applicable. Sur chaque montant ainsi obtenu, il est perçu le pourcentage correspondant à la colonne B. La colonne C indique le montant total de l'impôt sur les tranches précédentes.

TABLEAU I
Tarif en ligne directe, et entre partenaires

A tranches d'imposition	B pourcentage d'imposition par tranche	C montant total de l'impôt sur les tranches précédentes
de à		
0,01 EUR - 50.000 EUR	3 %	
50.000 EUR - 100.000 EUR	8 %	1.500 EUR
100.000 EUR - 175.000 EUR	9 %	5.500 EUR
175.000 EUR - 250.000 EUR	18 %	12.250 EUR
250.000 EUR - 500.000 EUR	24 %	25.750 EUR
au-delà de 500.000 EUR	30 %	85.750 EUR

TABLEAU II
Tarif entre frères et sœurs

A	B	C
----------	----------	----------

tranches d'imposition	pourcentage d'imposition par tranche	montant total de l'impôt sur les tranches précédentes
de à		
0,01 EUR - 12.500 EUR	20 %	
12.500 EUR - 25.000 EUR	25 %	2.500 EUR
25.000 EUR - 50.000 EUR	30 %	5.625 EUR
50.000 EUR - 100.000 EUR	40 %	13.125 EUR
100.000 EUR - 175.000 EUR	55 %	33.125 EUR
175.000 EUR - 250.000 EUR	60 %	74.375 EUR
au-delà de 250.000 EUR	65 %	119.375 EUR

TABLEAU III
Tarif entre oncles ou tantes et neveux ou nièces

A tranches d'imposition	B pourcentage d'imposition par tranche	C montant total de l'impôt sur les tranches précédentes
de à		
0,01 EUR - 50.000 EUR	35 %	
50.000 EUR - 100.000 EUR	50 %	17.500 EUR
100.000 EUR - 175.000 EUR	60 %	42.500 EUR
au-delà de 175.000 EUR	70 %	87.500 EUR

TABLEAU IV
Tarif entre toutes les autres personnes

A tranches d'imposition	B pourcentage d'imposition par tranche	C montant total de l'impôt sur les tranches précédentes
de à		
0,01 EUR - 50.000 EUR	40 %	
50.000 EUR - 75.000 EUR	55 %	20.000 EUR
75.000 EUR - 175.000 EUR	65 %	33.750 EUR
au-delà de 175.000 EUR	80 %	98.750 EUR

Pour l'application des chapitres VI et VII, l'on entend par « partenaire » : la personne qui, au jour de l'ouverture de la succession, était mariée avec le défunt ;

la personne qui, au jour de l'ouverture de la succession, se trouve en situation de cohabitation légale avec le défunt au sens du titre *Vbis* du livre III du Code civil.

Article 48² (applicable depuis le 22.07.2023)

(abrogé par l'art. 6 de l'ordonnance du 1^{er} juin 2023 (M.B., 12.07.2023). Texte applicable depuis le 22 juil. 2023 (art. -))

(...)

Section II - Règles particulières

Article 49 (applicable depuis le 17.04.1936)

(modifié dans la version néerlandaise par l'art. 11 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Lorsqu'il y a incertitude au sujet de la dévolution de la succession ou du degré de parenté d'un héritier, légataire ou donataire, il est perçu le droit le plus élevé qui puisse devenir exigible, sous réserve, pour les intéressés, de se pourvoir en restitution dans le cas où il serait mis fin à l'incertitude.

Article 50 (applicable depuis le 01.01.2017)

(modifié par l'art. 4 de l'ordonnance du 12 déc. 2016 (M.B., 29.12.2016 – éd. 3). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2017 (art. 39))

§ 1^{er}. Pour l'application du tarif en ligne directe, sont assimilés à un descendant du défunt :

1. l'enfant de son partenaire ;
2. un enfant du partenaire prédécédé, si la relation de partenariat existait encore au moment du décès ;
3. une personne qui ne descend pas du défunt et qui, au moment du décès, a cohabité pendant une année minimum sans interruption avec le défunt, et a reçu principalement :
 1. du défunt ;
 2. du partenaire du défunt ;
 3. du défunt et de son partenaire ;
 4. du défunt et d'autres personnes ;
 5. du partenaire du défunt et d'autres personnes,

les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents.

La cohabitation avec le défunt est présumée, jusqu'à preuve du contraire, lorsque la personne en question est inscrite dans le registre de la population ou des étrangers à la même adresse que le défunt.

Pour l'application du même tarif, est assimilée au père ou à la mère du défunt, la personne qui a donné au défunt, sous les mêmes conditions, les secours et les soins prévus dans ce paragraphe.

§ 2. Le taux du droit entre partenaires n'est pas applicable, selon le cas, lorsque les conjoints sont divorcés ou séparés de corps ou lorsque la cohabitation légale a pris fin, à moins que les partenaires n'aient des enfants ou des descendants communs.

Article 51 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

(modifié dans la version néerlandaise par l'art. 12 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Lorsque l'époux survivant vient à la succession de son conjoint en qualité d'héritier légal et, en outre, à tout autre titre, le droit est liquidé sur l'intégralité de ce qui est dévolu au taux fixé pour ce qui est recueilli entre époux.

Article 52¹ *(applicable depuis le 27.09.1947)*

(modifié dans la version néerlandaise par l'art. 13 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Lorsqu'une personne parente du défunt à des degrés différents dans les lignes paternelle et maternelle vient à la succession soit en sa double qualité d'héritière, soit comme légataire ou donataire, le droit est liquidé, selon le tarif le moins élevé, sur tout ce qu'elle recueille.

Article 52² *(applicable depuis le 01.01.2017)*

(modifié par l'art. 5 de l'ordonnance du 12 déc. 2016 (M.B., 29.12.2016 – éd. 3). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2017 (art. 39))

Pour l'application du présent Code, il n'est pas tenu compte du lien de parenté résultant de l'adoption simple.

Toutefois, moyennant justifications à fournir par les intéressés, il est tenu compte de cette filiation adoptive :

1° lorsque l'enfant adopté est un enfant du conjoint de l'adoptant ;

2° lorsque, au moment de l'adoption, l'enfant adopté était sous la tutelle de l'assistance publique ou d'un centre public d'action sociale ou d'une institution comparable à l'intérieur de l'Espace économique européen,

ou était orphelin d'un père ou d'une mère morts pour la Belgique ;

3° lorsque l'enfant adopté a, pendant trois années ininterrompues, reçu de l'adoptant ou de l'adoptant et de son conjoint ensemble ou encore de l'adoptant et de son cohabitant ensemble, les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents ;

4° lorsque l'adoption a été faite par une personne dont tous les descendants sont morts pour la Belgique.

Article 53 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Lorsqu'un bien grevé de fidéicommiss passe au substitué, ainsi qu'en cas d'accroissement ou de réversion de propriété, d'usufruit ou de tout autre droit temporaire ou viager, les droits de succession et de mutation par décès sont dus suivant le degré de parenté entre le défunt et le substitué ou autre bénéficiaire.

Dans ces divers cas, les droits perçus à charge du grevé ou de l'institué en premier ordre, restent acquis à l'Etat, à moins que la substitution, l'accroissement ou la réversion n'ait lieu dans l'année du décès de l'auteur de la disposition, auquel cas les droits primitivement perçus sont imputés sur les droits devenus exigibles, sans que toutefois il puisse y avoir lieu à restitution, et sauf application éventuelle de l'article 67.

CHAPITRE VII - Exemptions et réductions

Section première - Exemptions

Article 54 *(applicable depuis le 01.01.2017)*

(modifié dans la version néerlandaise par l'art. 14 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Est exempt du droit de succession et du droit de mutation par décès :

1° ce qui est recueilli par un héritier en ligne directe appelé légalement à la succession ou entre partenaires, à concurrence de la première tranche de 15.000 euros. Cet abattement est augmenté, en faveur des enfants du défunt, qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans, de 2.500 euros pour chaque année entière restant à courir jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de vingt et un ans et, en faveur du partenaire survivant, de la moitié des abattements supplémentaires dont bénéficient ensemble les enfants communs ;

2° ce qui est recueilli par tous autres héritiers, légataires ou donataires dans les successions dont le montant net ne dépasse pas 1.250 euros.

Article 55 (applicable depuis le 12.02.2012)

(remplacé par l'art. 2 de l'ordonnance du 16 déc. 2011 (M.B., 02.02.2012). Texte applicable depuis le 12 fév. 2012 (art. -))

Sont exempts des droits de succession et de mutation par décès les legs faits :

1° à la Région de Bruxelles-Capitale ;

2° à l'Agglomération bruxelloise ;

3° aux Commissions communautaires commune, française et flamande ;

4° aux Communautés française, flamande et germanophone et aux Régions wallonne et flamande ;

5° aux personnes morales de droit public, équivalentes à celles visées aux 1° à 4°, créées conformément et assujetties à la législation d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen ;

6° à un Etat membre de l'Espace économique européen ;

7° aux établissements publics des personnes morales de droit public visées aux 1° à 6°.

Article 55bis (applicable depuis le 01.01.2017)

(modifié dans la version néerlandaise par l'art. 15 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Est exempté du droit de succession et de mutation par décès, la part nette du partenaire ayant droit dans l'habitation qui servait de logement familial au défunt et à son partenaire au moment du décès.

Cette exemption n'est pas applicable lorsque le partenaire cohabitant légal qui recueille une part dans le logement familial est un parent en ligne directe du défunt ou un ayant droit qui est assimilé à un parent en ligne directe pour l'application du tarif, ou un frère ou une sœur, ou un neveu ou une nièce, ou un oncle ou une tante du défunt. Le partenaire cohabitant légal est le partenaire visé à l'article 48, dernier alinéa, b), du présent Code.

Pour l'application de la présente disposition, on entend par logement familial, la résidence principale commune du défunt et de son partenaire survivant. L'inscription dans le registre de la population constitue une présomption réfragable de cohabitation.

Est également pris en considération comme logement familial, le dernier logement familial des partenaires si leur cohabitation a pris fin, soit par la séparation de fait des partenaires, soit par un cas de force majeure qui a perduré jusqu'au moment du décès.

Par force majeure on entend particulièrement un état de besoin en soins apparu après l'achat de l'habitation, qui place le défunt ou son partenaire survivant dans l'impossibilité, pour son bien-être moral ou physique, de rester dans l'habitation, même avec l'aide de sa famille ou d'une organisation d'aide familiale.

Par part nette, il faut entendre la valeur de la part recueillie par le partenaire survivant dans le logement familial, diminuée des dettes à déduire de cette valeur.

La quote-part du partenaire survivant dans les dettes de la succession qui ont été spécialement contractées pour acquérir ou conserver ce logement est déduite par priorité de la valeur de sa part dans le logement familial.

Sa quote-part dans les autres dettes et frais funéraires est déduite par priorité de la valeur des éléments d'actifs visés à l'article 60*bis*, ensuite, de la valeur des autres biens de la succession, et enfin de la valeur restante de sa part recueillie dans le logement familial.

Lorsque, suivant les données du registre national, les conditions établies par l'alinéa 1^{er} sont remplies, le receveur accordera d'office cette exemption. Toutefois, lorsque dans les cas prévus à l'alinéa 4, le défunt, ou son partenaire n'a pas pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble ou que la cohabitation a pris fin pour cause de force majeure, l'application de l'exemption doit être expressément demandée dans la déclaration de succession et, le cas échéant, la force majeure prouvée.

Section II - Réductions

Article 56 *(applicable depuis le 01.01.2017)*

(modifié par l'art. 8 de l'ordonnance du 12 déc. 2016 (M.B., 29.12.2016 – éd. 3). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2017 (art. 39))

Le montant du droit liquidé à charge de l'héritier, légataire ou donataire qui a au moins trois enfants en vie, n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans au jour de l'ouverture de la succession, est réduit de 2 p.c. pour chacun de ces enfants, sans que la réduction puisse excéder 62 euros par enfant.

Cette réduction est portée, en faveur du partenaire, à 4 p.c. par enfant n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans, sans que la réduction puisse excéder 124 euros par enfant.

Pour l'application du présent article, l'enfant conçu est, pour autant qu'il naisse viable, assimilé à l'enfant né.

Article 57 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Si les biens qui sont frappés des droits de succession ou de mutation par décès font l'objet, dans l'année de la mort du défunt, d'une ou de plusieurs autres transmissions par décès les droits dus à raison de ces dernières transmissions sont réduits de moitié, sans que la diminution d'impôt à résulter de cette réduction puisse excéder, pour chacune desdites transmissions par décès, les droits perçus sur la transmission immédiatement antérieure.

Article 58 (applicable depuis le 17.04.1936)

Lorsqu'un bien en nue-propriété a fait l'objet de plus d'une transmission par décès avant l'extinction de l'usufruit, l'héritier qui parvient à la jouissance du plein domaine n'est tenu de payer au maximum, tant pour les droits dont le paiement a été suspendu que pour ceux dont il serait redevable de son chef, qu'une somme représentant soixante pour cent de la valeur en pleine propriété du bien à la date où s'est opérée la dernière transmission de la nue-propriété.

Article 59⁽¹⁾ (applicable depuis le 19.09.2019)

(modifié par l'art. 2 de l'ordonnance du 21 févr. 2019 (M.B., 19.03.2019). Texte applicable six mois après sa publication au M.B., soit le 19 sept. 2019 (art. 5))

Les droits de succession et de mutation par décès sont réduits :

1° à 7 % pour les legs faits aux communes situées en Région de Bruxelles-Capitale et à leurs établissements publics, aux sociétés agréées par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, à la société coopérative à responsabilité limitée Fonds du logement de la Région de Bruxelles-Capitale, aux intercommunales de la Région de Bruxelles-Capitale, aux fondations d'utilité publique, aux associations sans but lucratif et autres personnes morales sans but lucratif qui ont obtenu l'agrément fédéral visé à l'article 145³³ du Code des impôts sur les revenus 1992, le jour du décès ou l'année qui le suit ;

2° à 25 % pour les legs faits aux associations sans but lucratif, aux mutualités ou unions nationales de mutualités, aux unions professionnelles, aux associations internationales sans but lucratif et aux fondations privées ;

Note :

(1) Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale établit chaque année un rapport qui retrace l'évolution des recettes des droits de donation et de succession. Ce rapport contient :

- un aperçu global des recettes des droits de donation et de succession des cinq dernières années ;
- une évaluation de l'impact de la politique menée les cinq dernières années sur les recettes ;
- une estimation statistique des recettes pour les cinq prochaines années, compte tenu de la politique menée.

Le Gouvernement transmet le rapport au Parlement pour information (art. 4).

Article 60bis (applicable depuis le 01.05.2019 (art. 7, 1°, b) et c), 2° et 3°) et 22.07.2023 (art. 7, 1°, a) et 4°))

(§ 1^{er}, phrase liminaire, modifiée par l'art. 7, 1^o, a); § 1^{er}, al. 1^{er}, 2^o, modifié par l'art. 7, 1^o, b); § 1^{er}, al. 2, remplacé par l'art. 7, 1^o, c); § 2, 2^o, al. 1^{er}, 2^o, modifié dans la version néerlandaise par l'art. 7, 2^o, a, i); § 2, 2^o, al. 2, modifié par l'art. 7, 2^o, a, ii); § 2, 3^o, a, remplacé par l'art. 7, 2^o, b); § 3, modifié dans la version néerlandaise par l'art. 7, 3^o, et dans la version française par l'art. 7, 4^o, de l'ordonnance du 1^{er} juin 2023 (M.B., 12.07.2023). Texte applicable depuis le 1^{er} mai 2019 (art. 15, al. 1^{er}), à l'exception de l'art. 7, 1^o, a) et 4^o, applicable depuis le 22 juil. 2023 (art. -) et dispositions transitoires (art. 17))⁽¹⁾

§ 1^{er}. Par dérogation à l'article 48, le droit de succession et le droit de mutation par décès sont réduits à 3 % pour une acquisition en ligne directe et entre partenaires et à 7 % pour une acquisition entre d'autres personnes sur :

1^o la valeur nette de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des actifs investis à titre professionnel par le défunt ou son partenaire dans une entreprise familiale. Cette réduction n'est pas applicable à l'acquisition de biens immeubles affectés ou destinés principalement à l'habitation ;

2^o la valeur nette de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des actions d'une société familiale dont le siège de direction effective est situé dans l'un des Etats membres de l'Espace économique européen, à condition que les actions de la société qui, au moment du décès, appartiennent en pleine propriété au défunt et à sa famille représentent au moins 50 % des droits de vote dans cette société.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, les actions de la société qui, au moment du décès, appartiennent en pleine propriété au défunt et à sa famille représentent au moins 30 % des droits de vote dans cette société, si lui et sa famille répondent à l'une des conditions suivantes :

1^o soit être, ensemble avec un autre actionnaire et sa famille, plein propriétaire des actions de la société représentant au moins 70 % des droits de vote dans cette société ;

2^o soit être, ensemble avec deux autres actionnaires et leur famille, plein propriétaire des actions de la société représentant au moins 90 % des droits de vote dans cette société.

Pour l'application de l'alinéa 2, les actions qui appartiennent à des personnes morales ne sont pas prises en compte pour être ajoutées aux actions qui appartiennent au défunt.

§ 2. Pour l'application du présent article et de l'article 60bis/1, il faut entendre par :

1^o entreprise familiale : une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole ou une profession libérale, qui est exploitée et exercée personnellement par le défunt ou son partenaire, en collaboration ou non avec d'autres personnes ;

2^o société familiale : une société ayant pour objet l'exercice d'une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, ou d'une profession libérale et qui exerce cette activité ou cette profession.

Si la société ne répond pas aux exigences précédentes, mais détient des actions d'au moins une filiale directe répondant à ces conditions et ayant son siège de direction effective dans l'un des Etats membres de l'Espace

économique européen, et que ces actions représentent au moins 30 % des droits de vote dans cette filiale, elle est également considérée comme une société familiale.

Les sociétés qui n'ont pas d'activité économique réelle sont exclues de la réduction visée au paragraphe 1^{er}. Une société est censée ne pas avoir d'activité économique réelle lorsqu'il ressort de façon cumulative des postes du bilan, soit des comptes annuels dans le cas d'une société visée au paragraphe 2, 2^o, alinéa 1^{er}, soit des comptes annuels consolidés dans le cas d'une société visée au paragraphe 2, 2^o, alinéa 2, d'au moins un des trois exercices précédant la date de décès du défunt :

a) que les rémunérations, charges sociales et pensions représentent un pourcentage égal ou inférieur à 1,50 % des actifs totaux ;

b) que les terrains et constructions représentent plus de 50 % des actifs totaux. Le bénéficiaire peut en fournir la preuve du contraire.

Pour l'application de la description mentionnée ci-dessus, il faut entendre par :

a) rémunérations, charges sociales et pensions : la valeur inscrite au poste du même nom du compte de résultat des comptes annuels ou à un poste similaire des comptes annuels consolidés. Si une société n'est pas obligée de déposer des comptes annuels suivant le modèle standard de droit belge, il faut entendre par « valeur », la valeur inscrite au poste démontrant les frais qui, de par leur nature, peuvent être considérés comme des frais pour l'occupation de personnel sous contrat d'emploi ;

b) terrains et constructions : la valeur, inscrite au poste du même nom du compte de résultat des comptes annuels ou des comptes annuels consolidés, ou à un poste similaire des comptes annuels consolidés. Si une société n'est pas obligée de déposer des comptes annuels suivant le modèle standard de droit belge, il faut entendre par là un poste similaire repris au poste des immobilisations corporelles ;

c) actif total : la valeur, inscrite au poste de bilan du total des actifs des comptes annuels ou à un poste similaire des comptes annuels ou des comptes annuels consolidés ;

3^o actions :

a) chaque action ou part avec droit de vote qui, lorsque la société familiale est, soit une société anonyme, une société européenne ou une société coopérative européenne, soit une société ayant une autre forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui la régit prévoit une notion analogue à la notion de capital, représente une partie du capital ;

b) les certificats d'actions délivrés par des personnes morales ayant leur siège dans l'un des Etats membres de l'Espace économique européen, à titre de représentation d'actions de sociétés familiales qui remplissent les conditions posées et dont la personne morale a l'obligation de transmettre sans délai et au plus tard dans le mois, les dividendes et autres plus-values au porteur du certificat ;

4^o famille du défunt ou de l'actionnaire, dont il est question au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o :

a) le partenaire du défunt ou de l'actionnaire, la notion de partenaire pour l'actionnaire devant être interprétée

de manière analogue que lorsqu'il s'agit du défunt ;

b) les parents en ligne directe du défunt ou de l'actionnaire, de même que leurs partenaires, la notion de partenaire devant être interprétée de manière analogue que lorsqu'il s'agit du défunt ;

c) les collatéraux du défunt ou de l'actionnaire jusqu'au deuxième degré, de même que leurs partenaires, la notion de partenaire devant être interprétée de manière analogue que lorsqu'il s'agit du défunt ;

d) les enfants de frères et sœurs du défunt ou de l'actionnaire.

§ 3. Au cas où une société est considérée, conformément au paragraphe 2, 2°, alinéa 2, comme une société familiale, le tarif réduit est limité aux valeurs des actions de la société dans les filiales ayant pour objet l'exercice d'une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole ou d'une profession libérale et ayant leur siège de direction effective dans l'un des Etats membres de l'Espace économique européen.

§ 4. Pour l'application des articles 60bis à 60bis/3, l'apport d'actifs dans la société familiale ou l'affectation à titre professionnel d'actifs dans l'entreprise familiale dans l'année précédant le décès du défunt, est présumée être un acte juridique non opposable à l'administration, tel que visé à l'article 18, § 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Note :

(1) Les articles 2, 3, 4, 1° à 3°, 5, § 1^{er}, 2°, 7, 1°, b) et c), 2° et 3°, 8 et 11 à 13 produisent leurs effets le 01.05.2019 (art. 15, al. 1^{er}).

Par dérogation à l'article 15, alinéa 1^{er}, pour les sociétés dont la constitution est antérieure à l'entrée en vigueur du Code des sociétés et des associations conformément à l'article 38, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, les articles 4, 1° et 2°, a), ii), et b), 5, § 1^{er}, 2°, 7, 1°, b) et c), 2°, a), ii), et b), et 8 produisent leurs effets le 01.01.2020 (art. 17, al. 1^{er}).

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la société constituée antérieurement au 01.05.2019, dont les actions sont acquises par succession, a décidé, conformément à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, d'appliquer les dispositions dudit Code avant le 01.01.2020, l'article 7, 1°, b) et c), 2°, a), ii), et b), est d'application aux successions ouvertes à partir du jour de la publication de la modification des statuts entérinant cette décision. L'article 8 est d'application à partir du jour de la publication de la modification des statuts entérinant cette décision (art. 17, al. 3).

Article 60bis/1 (applicable depuis le 01.05.2019)

(§ 2, 3°, remplacé par l'art. 8 de l'ordonnance du 1^{er} juin 2023 (M.B., 12.07.2023). Texte applicable depuis le 1^{er} mai 2019 (art. 15, al. 1^{er}) et dispositions transitoires (art. 17))⁽¹⁾

§ 1^{er}. Le tarif réduit mentionné à l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, n'est applicable que si les conditions suivantes sont remplies de manière cumulative :

1° l'activité de l'entreprise familiale est poursuivie pendant une durée ininterrompue de trois ans à compter de la date du décès du défunt ;

2° les biens immeubles transmis en application du tarif réduit ne sont pas affectés ni destinés principalement à l'habitation pendant une durée ininterrompue de trois ans à compter de la date du décès du défunt.

§ 2. Le tarif réduit mentionné à l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, n'est applicable que si les conditions suivantes sont remplies de manière cumulative :

1° la société familiale continue à répondre, pendant une durée de trois ans à compter de la date du décès du défunt, aux conditions visées à l'article 60bis, § 2, 2° ;

2° l'activité de la société familiale est poursuivie pendant une durée ininterrompue de trois ans à compter de la date du décès du défunt et si un compte annuel ou un compte annuel consolidé est établi pour chacune des trois années et, le cas échéant, est publié conformément à la législation comptable en vigueur de l'Etat membre dans lequel est situé le siège social au moment du décès, qui a également été utilisé comme justificatif dans le cadre de la déclaration de l'impôt sur les revenus.

Les entreprises ou les sociétés dont le siège social est situé en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, mais en Belgique, doivent établir des comptes annuels ou des comptes annuels consolidés et, le cas échéant, les publier conformément à la législation comptable en vigueur en Belgique au moment du décès ;

3° selon le cas :

a) lorsque la société familiale est, soit une société anonyme, une société européenne ou une société coopérative européenne, soit une société ayant une autre forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui la régit prévoit une notion analogue : le capital ne diminue pas pendant trois ans à compter de la date du décès du défunt par des allocations ou des remboursements ;

b) lorsque la société familiale a une forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui régit la société ne prévoit pas la notion de capital ou une notion analogue : les capitaux propres ne diminuent pas pendant trois ans à compter de la date de décès du défunt par des allocations ou des remboursements sous le montant des apports effectués à la date de décès du défunt, tel qu'il résulte des comptes annuels ;

4° si le siège de direction effective de la société n'est pas transféré dans un Etat non membre de l'Espace économique européen pendant trois ans à compter de la date du décès du défunt.

Note :

(1) Les articles 2, 3, 4, 1° à 3°, 5, § 1^{er}, 2°, 7, 1°, b) et c), 2° et 3°, 8 et 11 à 13 produisent leurs effets le 01.05.2019 (art. 15, al. 1^{er}).

Par dérogation à l'article 15, alinéa 1^{er}, pour les sociétés dont la constitution est antérieure à l'entrée en vigueur du Code des sociétés et des associations conformément à l'article 38, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, les articles 4, 1° et 2°, a), ii), et b), 5, § 1^{er}, 2°, 7, 1°, b) et c), 2°, a), ii), et b), et 8 produisent leurs effets le 01.01.2020 (art. 17, al. 1^{er}).

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la société constituée antérieurement au 01.05.2019, dont les actions sont acquises par succession, a décidé, conformément à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, d'appliquer les dispositions dudit Code avant le 01.01.2020, l'article 7, 1°, b) et c), 2°, a), ii), et b), est d'application aux successions ouvertes à partir du jour de la publication de la modification des statuts entérinant cette décision. L'article 8 est d'application à partir du jour de la publication de la

modification des statuts entérinant cette décision (art. 17, al. 3).

Article 60bis/2 *(applicable depuis le 22.07.2023)*

(modifié par l'art. 9 de l'ordonnance du 1^{er} juin 2023 (M.B., 12.07.2023). Texte applicable depuis le 22 juil. 2023 (art. -))

§ 1^{er}. Après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date du décès du défunt, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale vérifie si les conditions, posées pour le maintien du tarif réduit, ont été remplies. Il en avise le receveur du bureau compétent de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale si ce n'est pas le cas. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale détermine les modalités de cet avis.

En cas de non-respect des conditions mentionnées à l'alinéa 1^{er}, le droit de succession ou le droit de mutation par décès qui est censé être dû, est calculé au tarif mentionné à l'article 48, sans application du tarif réduit.

En cas de non-respect de la condition mentionnée à l'article 60bis/1, § 2, 3^o, le droit de succession ou le droit de mutation par décès est proportionnellement dû, au tarif mentionné à l'article 48, sans application du tarif réduit.

§ 2. Si les conditions posées pour le maintien du tarif réduit, ne sont plus satisfaites, le droit de succession ou le droit de mutation par décès qui est censé être dû, est calculé au tarif mentionné à l'article 48, sans application du tarif réduit.

En cas de non-respect des conditions mentionnées à l'article 60bis/1, § 2, 3^o, le droit de succession ou le droit de mutation par décès est proportionnellement dû, au tarif mentionné à l'article 48, sans application du tarif réduit.

Article 60bis/3 *(applicable depuis le 22.07.2023)*

(modifié par l'art. 9 de l'ordonnance du 1^{er} juin 2023 (M.B., 12.07.2023). Texte applicable depuis le 22 juil. 2023 (art. -))

§ 1^{er}. Les successeurs remettent au receveur du bureau compétent de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale, avec la déclaration de succession, une attestation qui est délivrée par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et qui confirme que les conditions requises sont remplies. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale détermine les modalités de la demande, du contrôle et de la délivrance de ladite attestation.

Si cette attestation n'est pas fournie avec la déclaration de la succession, les droits de succession doivent être calculés au tarif normal. Dans ce cas de figure, les droits perçus à défaut par les parties d'avoir fourni l'attestation dont question dans ce paragraphe, sont sujets à restitution si cette attestation est remise au receveur du bureau compétent de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale dans l'année

à partir du paiement de l'impôt.

§ 2. Les successeurs ayant bénéficié de la réduction prévue par les articles 60 bis, 60 bis/1 et 60 bis/2 doivent en outre :

1° fournir au receveur du bureau compétent de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale avant le cinq centième jour qui suit le jour du décès du défunt une attestation qui est délivrée par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et qui confirme que les conditions requises étaient remplies durant les trois cent soixante-cinq premiers jours qui ont suivi ce décès ;

2° fournir au receveur du bureau compétent de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale avant le huit cent soixante-cinquième jour qui suit le jour du décès du défunt une attestation qui est délivrée par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et qui confirme que les conditions requises étaient remplies entre le trois cent soixante-sixième jour et le sept cent trentième jour qui ont suivi ce décès.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale détermine les modalités de la demande, du contrôle et de la délivrance desdites attestations.

Si les successeurs ne respectent pas une des obligations susmentionnées, le droit de succession ou le droit de mutation par décès, qui est censé être dû, est calculé au tarif mentionné à l'article 48, sans application du tarif réduit.

Article 60ter (applicable depuis le 01.01.2014)

(modifié par l'art. 4 de l'ordonnance du 30 janv. 2014 (M.B., 06.03.2014). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2014 (art. 6))

Lorsque la succession du défunt comprend au moins une part en pleine propriété dans l'immeuble où le défunt a eu sa résidence principale depuis cinq ans au moins à la date de son décès et que cette habitation est recueillie par un héritier en ligne directe ou le cohabitant du défunt non visé à l'article 55 bis, le droit de succession applicable à la valeur nette de sa part dans cette habitation est fixé comme suit, par dérogation au tableau I de l'article 48 :

- sur la première tranche de 50.000 euros : 2 % ;
- sur la tranche de 50.000 à 100.000 euros : 5,3 % ;
- sur la tranche de 100.000 à 175.000 euros : 6 % ;
- sur la tranche de 175.000 à 250.000 euros : 12 %.

Le bénéfice du tarif réduit n'est pas perdu lorsque le défunt n'a pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble considéré pour cause de force majeure. Par force majeure on entend particulièrement un état de besoin en soins apparu après l'achat de l'habitation, qui place le défunt dans l'impossibilité, pour son bien-être moral ou physique, de rester dans l'habitation, même avec l'aide de sa famille ou d'une organisation d'aide familiale.

Dans le cas où, suivant les données du Registre national, les conditions établies par l'alinéa 1^{er} sont remplies, le receveur accorde d'office ce tarif réduit. Toutefois, lorsque dans le cas prévu à l'alinéa 2, le défunt n'a pas pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble considéré pour cause de force majeure, l'application du tarif réduit doit être expressément demandée dans la déclaration de succession et la force majeure prouvée.

Article 60quater (applicable depuis le 01.01.2003)

(inséré par l'art. 12 de l'ordonnance du 20 déc. 2002 (M.B., 31.12.2002 – éd. 3). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2003 (art. 14))

Par valeur nette au sens des articles 60bis et 60ter, il faut entendre la valeur des éléments d'actifs considérés diminuée du passif admissible relatif à ces éléments d'actifs. Pour l'application de cette règle, le passif admissible est déduit de la valeur des éléments d'actifs de la succession dans l'ordre suivant :

- d'abord de la valeur des éléments d'actifs visés à l'article 60bis ;
- ensuite de la valeur des éléments d'actifs visés à l'article 60ter ;
- enfin de la valeur des autres biens de la succession.

Toutefois, si l'héritier ou légataire prouve que certaines dettes ont été spécialement contractées pour acquérir, améliorer ou conserver des biens présents dans la succession, ces dettes sont déduites de la valeur de ces biens.

CHAPITRE VIII - Liquidation des droits

Section première - Règles générales

Article 61 (applicable depuis le 17.04.1936)

Le tarif applicable est celui en vigueur au jour du décès.

Article 62 (applicable depuis le 01.01.2002)

(modifié par l'art. 12, 2^o, de l'A.R. du 13 juil. 2001 (M.B., 11.08.2001). Cet A.R. a été confirmé par l'art. 3, 6^o, de la loi du 26 juin 2002 (M.B., 20.07.2002 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2002 (art. 45))

Le montant des droits liquidés est, le cas échéant, arrondi au cent supérieur.

Article 63 (applicable depuis le 01.01.1999)

(abrogé par l'art. 7 de la loi du 20 janv. 1999 (M.B., 13.02.1999). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 1999 (art. 11))

(...)

Article 64 (applicable depuis le 01.07.2022)

(al. 1^{er}, modifié par l'art. 16 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Pour la liquidation du droit de succession, est considérée comme legs l'obligation imposée à titre gratuit par le défunt, dans un testament ou autre disposition à cause de mort, à son héritier, légataire ou donataire de donner à un tiers nommément désigné un capital ou une rente n'existant pas en nature dans la succession et payable en argent ou en choses fongibles.

Ne peut être considérée comme legs l'obligation de faire imposée à un héritier, légataire ou donataire au profit d'autrui, et notamment la charge imposée à des héritiers, légataires ou donataires de supporter les droits et frais afférents à un legs fait à une autre personne.

Article 65 (applicable depuis le 17.04.1936)

En cas de legs de somme ou de legs d'une rente ou pension périodique, le montant de la somme léguée ou le capital sur lequel doit être perçu le droit de succession à raison de ladite rente ou pension est déduit, pour la liquidation des droits, du montant net de ce qui est recueilli par l'héritier, légataire ou donataire qui doit acquitter le legs de somme ou la rente.

Article 66 (applicable depuis le 01.07.2022)

(al. 1^{er}, modifié par l'art. 17 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

Lorsqu'un héritier, légataire ou donataire recueille l'usufruit ou la nue-propriété d'un bien dont la pleine propriété dépend de la succession, ou lorsqu'il reçoit une rente ou pension périodique créée par le défunt, la base imposable est déterminée conformément aux règles tracées par les articles 21, 22 et 23.

Lorsque la rente ou prestation constituée par le défunt est créée sur la tête d'une personne morale pour un temps indéterminé, la base imposable est de vingt fois le montant annuel.

Si cette rente ou prestation est constituée pour un temps limité, la base imposable est la somme représentant la capitalisation à la date du décès au taux de 4 p.c. de la rente ou prestation annuelle, sans que cette somme puisse excéder vingt fois la rente ou prestation.

Les mêmes règles sont applicables s'il s'agit d'un usufruit constitué sur la tête d'une personne morale, sauf à prendre pour base d'évaluation le revenu annuel des biens comme il est dit à l'article 21, numéro VI.

Si la rente ou prestation viagère ou si l'usufruit est constitué au profit de deux ou plusieurs personnes physiques successivement ou conjointement avec clause d'accroissement, la base imposable est déterminée, pour la perception du droit exigible au moment de l'événement, suivant l'âge du bénéficiaire lors de cet événement.

Article 66bis (applicable depuis le 01.01.2016)

(abrogé par l'art. 17 de l'ordonnance du 18 déc. 2015 (M.B., 30.12.2015 – éd. 2). Texte applicable depuis le 1 janv. 2016. Toutefois, cette disposition reste d'application pour les donations faites avant le 1^{er} janv. 2016 (art. 17 et 26))

(...)

Article 66ter (applicable depuis le 22.07.2023)

(modifié par l'art. 10 de l'ordonnance du 1^{er} juin 2023 (M.B., 12.07.2023). Texte applicable depuis le 22 juil. 2023 (art. -))

En cas d'application des articles 60bis et 60ter, les parts des ayants droit dans les valeurs nettes visées à ces articles sont ajoutées à leur part dans la valeur imposable des autres biens, pour l'application du tarif progressif de l'article 48 sur la transmission de ces autres biens.

Section II - Règles particulières

Article 67 (applicable depuis le 17.04.1936)

Il n'est pas tenu compte, pour la liquidation des droits de succession et de mutation par décès, de ce qui est recueilli en usufruit ou à titre de rente ou pension viagère ou périodique, si le bénéficiaire meurt dans les six mois du décès du défunt.

Article 68 (applicable depuis le 17.04.1936)

En cas de répudiation d'une part *ab intestat*, d'une disposition testamentaire ou d'une institution contractuelle, le droit dû par les personnes qui en profitent ne peut être inférieur à celui qu'aurait dû acquitter le renonçant.

La renonciation faite par un successeur du chef de son auteur, relativement à une succession ouverte au profit de ce dernier, ne peut porter préjudice à l'Etat.

Article 69 (applicable depuis le 17.04.1936)

(modifié dans la version néerlandaise par l'art. 18 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

En cas de renonciation à la communauté par les héritiers de la femme, le droit dû par l'époux survivant ne peut être inférieur à celui que les héritiers auraient dû acquitter.

CHAPITRE IX - Paiement des droits et amendes

Section première - Obligation

Article 70 (applicable depuis le 01.03.2021)

(modifié par l'art. 15 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

Les héritiers, légataires et donataires sont tenus envers l'Etat des droits de succession ou de mutation par décès et des intérêts, chacun pour ce qu'il recueille.

En outre, les héritiers, légataires et donataires universels dans la succession d'un habitant du royaume sont tenus ensemble, chacun en proportion de sa part héréditaire, de la totalité des droits et intérêts dus par les légataires et donataires à titre universel ou à titre particulier. Cette règle n'est pas applicable aux droits et intérêts dus sur les déclarations nouvelles prévues à l'article 37, lorsqu'il ne leur incombe pas de déposer ces déclarations. Elle n'est pas non plus applicable aux droits et intérêts dus sur les libéralités visées aux articles 7 et 8.

Article 71 (applicable depuis le 17.04.1936)

Toute personne par le fait de laquelle une contravention a été commise est tenue personnellement de l'amende

due pour cette contravention.

Dans le cas d'une contravention commise par plusieurs personnes et donnant lieu à une amende proportionnelle au droit, chacun des contrevenants est tenu de cette amende dans la mesure où il peut être actionné en paiement du droit.

Article 72 *(applicable depuis le 09.04.2018)*

(complété par l'art. 88 de la loi du 26 mars 2018 (M.B., 30.03.2018 – éd. 2). Texte applicable depuis le 9 avr. 2018 (art. -))

L'héritier, grevé de substitution, en défaut de déposer la déclaration prescrite au numéro 6 de l'article 37, et les personnes qui auront été condamnées comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 133 et 133 *bis*, seront solidairement tenus avec les redevables au paiement des droits éludés par le fait de l'infraction, et, le cas échéant, des intérêts et amendes fiscales.

Les personnes prévenues comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 133 et 133 *bis* seront également tenues au paiement des droits éludés, des intérêts et des amendes fiscales, lorsque les faits constitutifs de préventions sont déclarés établis, lorsqu'elles bénéficient :

1° d'une suspension du prononcé de la condamnation ou d'un sursis à l'exécution des peines prévus par la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation ;

2° d'une condamnation par simple déclaration de culpabilité prévue à l'article 21 *ter* du Titre préliminaire du Code d'instruction criminelle ;

3° de la procédure de déclaration préalable de culpabilité prévue à l'article 216 du Code d'instruction criminelle ;

4° de la prescription de l'action publique.

Article 73 *(applicable depuis le 01.07.2022)*

(modifié par l'art. 19 de l'ordonnance du 13 oct. 2022 (M.B., 19.10.2022). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2022 (art. 24))

L'acceptation sous bénéfice d'inventaire d'une succession n'exempte l'héritier d'aucune des obligations prévues par le présent code.

Ces obligations incombent également à l'administrateur chargé de liquider la succession, ainsi qu'il est prévu aux articles 4.54 et 4.57 du Code civil.

Article 74 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Les représentants des héritiers, légataires et donataires, les curateurs de successions vacantes, les séquestres, les exécuteurs testamentaires et tous autres qui ont pour mission ou qui ont assumé la charge de déposer la déclaration sont tenus envers l'Etat des droits de succession ou de mutation par décès, des intérêts et des amendes, en tant qu'il a dépendu d'eux de se conformer à la loi.

Section II - Contribution

Article 75 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Les droits de succession et de mutation par décès, s'il n'y a des dispositions à ce contraires, sont supportés par les héritiers, légataires et donataires, chacun pour ce qu'il recueille.

Article 76 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Sans préjudice des droits de l'Etat, les légataires de rentes et pensions viagères ou périodiques ont la faculté d'exiger que le droit de succession liquidé à leur charge soit avancé par les héritiers, légataires ou donataires débirentiers, pour autant que ce droit excède les facultés du créancier ; en ce cas, si le droit n'a pas été mis par le testateur à la charge des héritiers, légataires ou donataires, il est retenu successivement sur les arrérages de la rente ou de la pension une fraction du capital à rembourser, déterminée par le nombre d'années pendant lesquelles, pour la perception de l'impôt, la prestation a été présumée devoir être fournie ; à cette fraction doivent être ajoutés les intérêts calculés au taux en matière civile.

Section III - Délai de paiement

Article 77 *(applicable depuis le 16.05.2016)*

(modifié par l'art. 65 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Les droits de succession et de mutation par décès, ainsi que les amendes dues sont payés dans les deux mois à compter du jour de l'expiration du délai fixé par l'article 40. Lorsque le dernier jour du délai est un jour de fermeture des bureaux, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour d'ouverture des bureaux qui suit l'expiration du délai.

L'administrateur général de l'Administration générale de la documentation patrimoniale peut, si les biens

successorales sont utilisés pour l'exercice d'une activité professionnelle ou s'ils ne sont pas susceptibles d'une réalisation immédiate sans un préjudice considérable pour les débiteurs de l'impôt, autoriser ceux-ci, moyennant une garantie, à se libérer par paiements partiels dans un délai qui ne peut dépasser cinq ans à partir de la date du décès ou de l'événement donnant ouverture à l'impôt. ⁽¹⁾

Note :

(1) **Covid-19 - Mesures de tolérance administrative** : voir Communication de l'AGDP du 01.07.2020.

Article 78 (applicable depuis le 30.04.1967)

(modifié par l'art. 12 de l'A.R. n 12 du 18 avr. 1967 (M.B., 20.04.1967). Texte applicable depuis le 30 avr. 1967 (art. -))

En cas de transmissions successives par décès d'un bien acquis sous condition suspensive ou d'un bien possédé par un tiers, mais revendiqué par la succession, l'impôt est dû, dans les conditions déterminées par les articles 25, 37 et 40, uniquement à raison de la dernière mutation.

Si les transmissions successives ont pour objet un bien litigieux en la possession du défunt ou un bien appartenant à celui-ci sous condition résolutoire, l'impôt est immédiatement exigible lors de chaque décès, sauf restitution éventuelle des différents droits perçus.

Article 79 (applicable depuis le 17.04.1936)

L'héritier, légataire ou donataire qui recueille un bien en nue-propriété dans la succession d'un habitant du royaume a la faculté de différer le paiement du droit de succession dû à raison de ce bien jusqu'à l'extinction de l'usufruit par la mort de l'usufruitier ou par l'expiration du terme, moyennant constitution, à ses frais, d'une garantie suffisante.

En ce cas, l'intéressé doit s'engager à payer à titre d'impôt, outre le droit liquidé sur la valeur de la nue-propriété au jour de l'ouverture de la succession, une somme forfaitaire égale à l'intérêt annuel de ce droit, multiplié par le nombre d'années ayant servi de base pour le calcul de la valeur de l'usufruit, conformément à l'article 21 ; le taux de l'intérêt à prendre en considération est celui fixé en matière civile au jour du décès.

Article 80 (applicable depuis le 10.12.2004)

(modifié par l'art. 2 de la loi du 10 nov. 2004 (M.B., 30.11.2004 – éd. 2). Texte applicable depuis le 10 déc. 2004 (art. -))

Lorsqu'un legs au profit d'une personne morale ayant soit son siège statutaire, soit sa direction générale, soit son principal établissement sur le territoire d'un Etat membre de l'Espace économique européen est soumis à une

autorisation ou à une approbation de l'autorité, il est sursis, moyennant une demande écrite de ladite personne, jusqu'à la fin des deux mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 40, 3^e alinéa, au recouvrement de l'impôt liquidé à sa charge, des intérêts et amendes.

Lorsque des œuvres d'art sont offertes en paiement conformément à l'article 83-3, le recouvrement des droits dont le paiement au moyen de ces œuvres d'art est proposé, est suspendu jusqu'à la fin des deux mois qui suivent le jour du refus ou le jour de l'acceptation si celle-ci n'est que partielle soit quant aux biens, soit quant à la valeur.

Section IV - Intérêt moratoire

Article 81 *(applicable depuis le 01.01.1986)*

(modifié et complété par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1985 (M.B., 06.08.1985). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 1986 (art. 18, § 1^{er}))

Si l'impôt n'est pas payé dans le délai prévu au premier alinéa de l'article 77, l'intérêt légal, au taux fixé en matière civile, est exigible de plein droit à compter de l'expiration de ce délai.

La personne morale qui a bénéficié du sursis prévu à l'article 80, alinéa 1^{er}, doit l'intérêt comme si elle n'avait pas joui de ce sursis.

En ce qui concerne les droits dont le recouvrement a été suspendu par application de l'article 80, alinéa 2, l'intérêt n'est dû que dans la mesure où ces droits ne sont pas acquittés au moyen de la dation en paiement.

Article 82 *(applicable depuis le 01.01.2002)*

(modifié par l'art. 12, 2^o, de l'A.R. du 13 juil. 2001. Cet A.R. a été confirmé par l'art. 3, 6^o, de la loi du 26 juin 2002 (M.B., 20.07.2002 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2002 (art. 45))

Pour le calcul de l'intérêt, chaque mois est compté pour trente jours.

L'intérêt se compte par quinzaine, toute fraction de quinzaine étant négligée.

Il est arrondi au cent supérieur.

Aucun intérêt n'est réclamé si la somme à payer pour droits est inférieure à 5 EUR.

Les paiements partiels peuvent, avec l'assentiment de l'administration, être imputés d'abord sur le capital.

Section V - Modes de paiement

Article 83 (applicable depuis le 01.03.2021)

(rétabli par l'art. 16 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

Le Roi détermine le mode de paiement de toutes les sommes dues en vertu des dispositions du présent livre et des arrêtés d'exécution de celui-ci, autres que les amendes pénales.

Article 83¹ (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 21 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 83² (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 21 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 83³ (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 95 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Tout héritier, légataire ou donataire peut, s'il a sur le plan civil la capacité requise à cet effet, demander d'acquitter tout ou partie des droits, exigibles du chef d'une succession, au moyen de la dation en paiement d'œuvres d'art, qui, sur avis conforme de la commission spéciale visée à l'article 83⁴, sont reconnues par le Ministre des Finances comme appartenant au patrimoine culturel mobilier du pays ou comme ayant une renommée internationale.

Pour pouvoir être offertes en paiement, les œuvres d'art doivent dépendre pour la totalité de la succession ou appartenir pour la totalité au jour du décès au défunt et/ou à son conjoint survivant ou aux héritiers, légataires

ou donataires.

Ce mode exceptionnel de paiement est subordonné à l'acceptation formelle de l'offre par le Ministre de Finances.

La région bénéficiaire des droits indique, par son représentant dans la Commission spéciale et avant transmission de l'avis de la commission au Ministre des Finances, qu'elle choisit le paiement au moyen des œuvres d'art offertes et elle indique le cas échéant les œuvres à accepter. Dans ce cas, une fois les œuvres formellement acceptées en paiement par le Ministre des Finances, la région concernée sera réputée avoir reçu, à concurrence de la valeur des œuvres acceptées, les droits de successions dus.

Dans le cas où la région choisit le paiement en œuvres d'art pour une partie seulement des œuvres offertes, le président de la Commission le notifie au(x) demandeur(s). Celui-ci (ceux-ci) a (ont) un mois à compter de la notification pour faire savoir au président s'il(s) retire(nt) ou s'il(s) adapte(nt) son (leur) offre de dation.

Dans le cas où la région refuse le paiement en œuvres d'art, le président de la Commission notifie au(x) demandeur(s) le rejet de l'offre de dation.

Les œuvres d'art offertes en paiement, qu'elles fassent partie ou non de la succession, sont évaluées par la commission spéciale visée à l'article 83⁴ et sont considérées comme étant offertes pour la valeur fixée par l'évaluation préalable. Si l'œuvre d'art fait partie de la succession, la valeur fixée par cette évaluation préalable sera en outre prise en compte pour la perception du droit de succession. Les frais de cette évaluation sont avancés par les demandeurs. Ils sont supportés par l'État lorsque le Ministre des Finances accepte tout ou partie de la dation en paiement.

Les héritiers, légataires ou donataires introduisent la demande d'évaluation par un envoi recommandé au président de la commission spéciale visée à l'article 83⁴. Cette demande est dénoncée au même moment, par un envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, au receveur du bureau où la déclaration doit être déposée. Pour les héritiers, légataires et donataires visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, pour autant qu'ils n'aient pas choisi explicitement de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 5, la demande d'évaluation est dénoncée par envoi recommandé sous pli fermé, au receveur susvisé.

La preuve que les biens offerts en paiement dépendent pour la totalité de la succession ou appartiennent pour la totalité au défunt et/ou à son conjoint survivant ou aux héritiers, légataires ou donataires, peut être faite par toutes voies de droit, témoignages et présomptions compris, mais à l'exception du serment.

Des règles complémentaires relatives à la dation en paiement sont fixées par arrêté royal.

Article 83³ (applicable du 22.07.2005 au 31.12.2024)

(modifié par l'art. 48 de la loi-programme du 11 juil. 2005 (M.B., 12.07.2005 - éd. 2). Texte applicable depuis le 22 juil. 2005 (art. -))

Tout héritier, légataire ou donataire peut, s'il a sur le plan civil la capacité requise à cet effet, demander d'acquitter tout ou partie des droits, exigibles du chef d'une succession, au moyen de la dation en paiement d'œuvres d'art, qui, sur avis conforme de la commission spéciale visée à l'article 83⁴, sont reconnues par le Ministre des Finances comme appartenant au patrimoine culturel mobilier du pays ou comme ayant une renommée internationale.

Pour pouvoir être offertes en paiement, les œuvres d'art doivent dépendre pour la totalité de la succession ou appartenir pour la totalité au jour du décès au défunt et/ou à son conjoint survivant ou aux héritiers, légataires ou donataires.

Ce mode exceptionnel de paiement est subordonné à l'acceptation formelle de l'offre par le Ministre de Finances.

La région bénéficiaire des droits indique, par son représentant dans la Commission spéciale et avant transmission de l'avis de la commission au Ministre des Finances, qu'elle choisit le paiement au moyen des œuvres d'art offertes et elle indique le cas échéant les œuvres à accepter. Dans ce cas, une fois les œuvres formellement acceptées en paiement par le Ministre des Finances, la région concernée sera réputée avoir reçu, à concurrence de la valeur des œuvres acceptées, les droits de successions dus.

Dans le cas où la région choisit le paiement en œuvres d'art pour une partie seulement des œuvres offertes, le président de la Commission le notifie au(x) demandeur(s). Celui-ci (ceux-ci) a (ont) un mois à compter de la notification pour faire savoir au président s'il(s) retire(nt) ou s'il(s) adapte(nt) son (leur) offre de dation.

Dans le cas où la région refuse le paiement en œuvres d'art, le président de la Commission notifie au(x) demandeur(s) le rejet de l'offre de dation.

Les œuvres d'art offertes en paiement, qu'elles fassent partie ou non de la succession, sont évaluées par la commission spéciale visée à l'article 83⁴ et sont considérées comme étant offertes pour la valeur fixée par l'évaluation préalable. Si l'œuvre d'art fait partie de la succession, la valeur fixée par cette évaluation préalable sera en outre prise en compte pour la perception du droit de succession. Les frais de cette évaluation sont avancés par les demandeurs. Ils sont supportés par l'État lorsque le Ministre des Finances accepte tout ou partie de la dation en paiement.

Les héritiers, légataires ou donataires introduisent la demande d'évaluation par lettre recommandée à la poste envoyée au président de la commission spéciale visée à l'article 83⁴. Cette demande est dénoncée au même moment, par lettre recommandée à la poste, au receveur du bureau où la déclaration doit être déposée.

La preuve que les biens offerts en paiement dépendent pour la totalité de la succession ou appartiennent pour la totalité au défunt et/ou à son conjoint survivant ou aux héritiers, légataires ou donataires, peut être faite par toutes voies de droit, témoignages et présomptions compris, mais à l'exception du serment.

Des règles complémentaires relatives à la dation en paiement sont fixées par A.R..

Article 83⁴ (applicable depuis le 16.05.2014)

(modifié par l'art. 73 de la loi du 25 avr. 2014 (M.B., 16.05.2014). Texte applicable le jour de la publication au M.B., soit le 16 mai 2014 (art. 99))

La commission spéciale dont question à l'article 83³ a pour mission de donner au Ministre des Finances un avis contraignant sur :

- 1° la question de savoir si les œuvres d'art offertes en paiement appartiennent au patrimoine culturel mobilier du pays ou sont de renommée internationale ;
- 2° la recevabilité de l'offre de dation en paiement ;
- 3° la valeur en argent des œuvres d'art offertes.

La commission spéciale est composée de :

- 1° trois fonctionnaires du Service public fédéral Finances ;
- 2° trois membres présentés par les gouvernements de communautés ;
- 3° quatre membres, représentant respectivement les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique, les Musées royaux d'Art et d'Histoire, l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique et le Musée royal de l'Afrique centrale, proposés par le conseil scientifique de chacune de ces quatre institutions scientifiques.
- 4° trois membres présentés par les gouvernements de région.

Les membres de la commission spéciale sont nommés par le Ministre des Finances.

Le Ministre des Finances détermine le mode d'organisation et de fonctionnement de la commission spéciale.

CHAPITRE X - Garanties de l'Etat

Section première - Sûretés réelles

Article 84 (applicable depuis le 01.03.2021)

(modifié par l'art. 17 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

Il est établi au profit de l'Etat, pour garantir le recouvrement du droit de succession, un privilège général sur tous les biens meubles délaissés par le défunt, ayant rang immédiatement après ceux mentionnés aux articles

19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du Code des privilèges maritimes déterminés et des dispositions diverses.

En outre, le recouvrement des droits de succession et de mutation par décès est garanti par une hypothèque légale sur tous les biens susceptibles d'hypothèque délaissés par le défunt dans le royaume.

Ces garanties couvrent également les intérêts, ainsi que les frais de poursuite et d'instance.

Article 85 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Le privilège sur les meubles est éteint à l'expiration des dix-huit mois à compter de la date du décès, si, avant ladite époque, le receveur n'a pas commencé des poursuites judiciaires.

Article 86 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

L'hypothèque légale est opposable aux tiers, sans inscription, pendant un délai de dix-huit mois à compter de la date du décès.

Elle conserve ses effets à compter de cette même date, si l'inscription est requise avant l'expiration du délai précité.

Après l'expiration de ce délai, elle ne prend rang qu'à compter du jour de l'inscription.

Article 87 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

L'hypothèque est inscrite à la requête du receveur.

L'inscription a lieu, nonobstant opposition, contestation ou recours, en vertu soit d'une contrainte, d'une assignation, d'une demande d'expertise ou de tout autre acte de poursuite, soit d'une décision judiciaire déterminant le montant de la créance de l'Etat. Lorsque tout ou partie de l'impôt ou des accessoires n'est pas déterminé, l'inscription est requise pour la somme à arbitrer par le receveur dans le bordereau.

Sans préjudice de l'application de l'article 87 de la loi du 16 décembre 1851, l'inscription peut être requise pour une somme à arbitrer par le receveur en représentation de tous les intérêts qui pourraient être dus avant l'acquittement de l'impôt.

A défaut de l'un des actes ou décisions visés au deuxième alinéa du présent article, l'inscription n'a lieu que moyennant l'autorisation donnée sur requête par le juge de paix du canton dans lequel se trouve le bureau de perception. En pareil cas, l'ordonnance détermine les biens grevés et la somme à concurrence de laquelle l'inscription peut être prise.

Dans le cas de l'article 94, le receveur peut requérir l'inscription tant avant qu'après l'exigibilité des droits sur le vu de l'ordonnance du juge de paix déterminant le montant du cautionnement.

Article 88 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Lorsque l'inscription est requise dans les dix-huit mois du décès, elle est prise sous le nom du défunt, sans que les héritiers, légataires ou donataires doivent être déterminés dans le bordereau. En ce cas, le défunt est désigné autant que possible par ses prénoms, dates et lieux de sa naissance et de son décès.

Article 89 *(applicable depuis le 30.07.2018)*

(modifié par l'art. 103 de la loi du 11 juil. 2018 (M.B., 20.07.2018 – éd. 2). Texte applicable depuis le 30 juil. 2018 (art. -))

Le receveur donne mainlevée de l'inscription, dans la forme administrative, sans qu'il soit tenu de fournir la justification du paiement des sommes dues.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 90 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 96 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Lorsque, dans les dix-huit mois de l'ouverture de la succession, un tiers de bonne foi a acquis à titre onéreux un bien de l'hérédité, un droit réel, une hypothèque, un gage ou un nantissement sur pareil bien après que la déclaration déposée est devenue définitive, soit par l'expiration du délai de dépôt, soit par la renonciation des déclarants au droit de rectification, le privilège et l'hypothèque légale ne sont pas opposables à ce tiers pour le recouvrement de tout supplément de droits et accessoires.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable si, avant l'acquisition, une déclaration rectificative a été déposée ou une poursuite judiciaire intentée par le receveur pour le recouvrement de droits supplémentaires et des accessoires ou si une inscription a déjà été prise de ce chef au profit de l'Etat.

Les héritiers, légataires et donataires, ainsi que les officiers publics chargés de vendre ou d'hypothéquer les biens de l'hérédité, sont en droit, moyennant le paiement d'une rétribution à fixer par le ministre des Finances, de requérir du receveur, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, une attestation faisant connaître les sommes dues du chef des déclarations déposées et celles qui sont l'objet de

poursuites. Pour les héritiers, légataires et donataires visés à l'article 162quinquies, § 1^{er}, alinéa 3, pour autant qu'ils n'aient pas choisi explicitement de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162quinquies, § 1^{er}, alinéa 5, l'attestation précitée est requise sous pli fermé.

Cette attestation doit être fournie dans le mois à compter du premier jour ouvrable qui suit la mise à disposition de la demande par envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162quater, alinéa 2. Pour les héritiers, légataires et donataires visés à l'article 162quinquies, § 1^{er}, alinéa 3, pour autant qu'ils n'aient pas choisi explicitement de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162quinquies, § 1^{er}, alinéa 5, l'attestation est fournie dans le mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la demande par envoi recommandé sous pli fermé.

DROIT FUTUR (à partir du 01.11.2023 et 01.01.2024 (art. 2, 1^o, c)))

Article 90 (applicable à partir du 01.11.2023 et du 01.01.2024 (art. 2, 1^o, c)) au 31.12.2024)

(al. 3, modifié par l'art. 2, 1^o, a), b) (dans le texte néerlandais), c) et al. 4, remplacé par l'art. 2, 2^o de la loi du 31 juil. 2023 (M.B., 24.08.2023). Texte applicable à partir du 1^{er} jour du 3^e mois qui suit celui de la publication de la loi au M.B., soit le 1^{er} nov. 2023 (art. 14, al. 1^{er}), à l'exception de l'art. 2, 1^o, c), applicable à partir du 1^{er} janv. 2024 (art. 14, al. 1^{er}, 1^o). Le Roi peut toutefois fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} (art. 14, al. 2))

Lorsque, dans les dix-huit mois de l'ouverture de la succession, un tiers de bonne foi a acquis à titre onéreux un bien de l'hérédité, un droit réel, une hypothèque, un gage ou un nantissement sur pareil bien après que la déclaration déposée est devenue définitive, soit par l'expiration du délai de dépôt, soit par la renonciation des déclarants au droit de rectification, le privilège et l'hypothèque légale ne sont pas opposables à ce tiers pour le recouvrement de tout supplément de droits et accessoires.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable si, avant l'acquisition, une déclaration rectificative a été déposée ou une poursuite judiciaire intentée par le receveur pour le recouvrement de droits supplémentaires et des accessoires ou si une inscription a déjà été prise de ce chef au profit de l'Etat.

Les héritiers, légataires et donataires, ainsi que les officiers publics chargés de vendre ou d'hypothéquer les biens de l'hérédité, sont en droit, moyennant le paiement d'une rétribution à fixer par le Roi, de requérir du receveur une attestation faisant connaître les sommes dues du chef des déclarations déposées et celles qui sont l'objet de poursuites.

Cette attestation est adressée par envoi recommandé, dans le mois de la demande.

Article 90 (applicable du 17.04.1936 au 31.10.2023 et au 31.12.2023 (art. 2, 1^o, c))

Lorsque, dans les dix-huit mois de l'ouverture de la succession, un tiers de bonne foi a acquis à titre onéreux un bien de l'hérédité, un droit réel, une hypothèque, un gage ou un nantissement sur pareil bien après que la déclaration déposée est devenue définitive, soit par l'expiration du délai de dépôt, soit par la renonciation des déclarants au droit de rectification, le privilège et l'hypothèque légale ne sont pas opposables à ce tiers pour le recouvrement de tout supplément de droits et accessoires.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable si, avant l'acquisition, une déclaration rectificative a été déposée ou une poursuite judiciaire intentée par le receveur pour le recouvrement de droits supplémentaires et des accessoires ou si une inscription a déjà été prise de ce chef au profit de l'Etat.

Les héritiers, légataires et donataires, ainsi que les officiers publics chargés de vendre ou d'hypothéquer les biens de l'hérédité, sont en droit, moyennant le paiement d'une rétribution à fixer par le Ministre des Finances, de requérir du receveur une attestation faisant connaître les sommes dues du chef des déclarations déposées et celles qui sont l'objet de poursuites.

Cette attestation doit être fournie par lettre recommandée à la poste adressée dans le mois de la demande.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 91 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(remplacé par l'art. 97 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Si, avant d'avoir acquitté les droits de succession ou de mutation par décès, les intéressés veulent affranchir de l'hypothèque tout ou partie des biens grevés, ils en font la demande au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162 *quater*, alinéa 2, au conseiller général compétent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale dans le ressort duquel se trouve le bureau de perception.

Pour les héritiers, légataires et donataires visés à l'article 162 *quinquies*, § 1^{er}, alinéa 3, pour autant qu'ils n'aient pas choisi explicitement de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162 *quinquies*, § 1^{er}, alinéa 5, la demande est envoyée sous pli fermé au conseiller général visé à l'alinéa 1^{er}.

Cette demande est admise si l'Etat a déjà ou s'il lui est donné sûreté suffisante pour le montant de ce qui est dû.

Article 91 *(applicable du 16.05.2016 au 31.12.2024)*

(modifié par l'art. 66 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Si, avant d'avoir acquitté les droits de succession ou de mutation par décès, les intéressés veulent affranchir de l'hypothèque tout ou partie des biens grevés, ils en font la demande au conseiller général compétent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale dans le ressort duquel se trouve le bureau de perception. Cette demande est admise si l'Etat a déjà ou s'il lui est donné sûreté suffisante pour le montant de ce qui est dû.

Article 92 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Il n'est pas préjudicié par le droit de privilège et d'hypothèque légale aux droits précédemment acquis à des tiers.

Article 93 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Les frais des formalités hypothécaires relatives à l'hypothèque légale sont, dans tous les cas, à la charge de l'Etat.

Section II - Héritier habitant en dehors de l'Espace économique européen

(modifié par l'art. 64 de la loi du 14 avr. 2011 (M.B., 06.05.2011). Texte applicable depuis le 16 mai 2011 (art. -))

Article 94 *(applicable depuis le 16.05.2016)*

(modifié par l'art. 67 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Sans préjudice des sûretés mentionnées à l'article 84, toute personne habitant en dehors de l'Espace économique européen, héritière, légataire ou donataire dans la succession mobilière d'un habitant du royaume, est obligée de fournir caution pour le paiement du droit de succession, des intérêts, amendes et frais dont elle pourrait être tenue envers l'État.

Après avoir entendu l'héritier et le préposé de l'administration, le montant du cautionnement est fixé par le juge de paix du dernier domicile fiscal qui détermine, conformément à l'article 38, 1^o, alinéa 1^{er}, le bureau où la déclaration de succession du défunt doit être déposée. Il ne peut être procédé à la levée des scellés et aucun officier public ne peut vendre les biens de la succession, ni en dresser acte de partage, avant la délivrance d'un certificat du receveur, constatant que la personne habitant en dehors de l'Espace économique européen s'est conformé à la présente disposition, à peine de tous dépens et dommages-intérêts.

Ce certificat est annexé au procès-verbal de la vente du mobilier ou à l'acte de partage.

Le conseiller général compétent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale peut dispenser l'héritier habitant en dehors de l'Espace économique européen de fournir le cautionnement.

Article 95 *(applicable depuis le 16.05.2011)*

(modifié par l'art. 66 de la loi du 14 avr. 2011 (M.B., 06.05.2011). Texte applicable depuis le 16 mai 2011 (art. -))

Les inscriptions, titres nominatifs ou au porteur, sommes, valeurs, coffres fermés, plis et colis cachetés, dont il est question aux articles 96 à 99, ne peuvent faire l'objet d'une conversion, d'un transfert, d'une restitution ou d'un paiement, s'ils reviennent en tout ou en partie à un héritier, légataire, donataire ou autre ayant droit habitant en dehors de l'Espace économique européen, avant qu'ait été fourni le cautionnement prescrit par l'article 94.

Dans les cas prévus à l'article 101, si parmi les ayants droit se trouvent une ou plusieurs personnes habitant en dehors de l'Espace économique européen, le loueur du coffre-fort ou le notaire qui a dressé la liste ou l'inventaire prescrit par ledit article ne peut autoriser la prise de possession par les ayants droit des choses contenues dans le coffre avant la prestation du cautionnement imposé par l'article 94.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et avant que la caution prévue par l'article 94 ait été fournie, le débiteur de dépôts sur un compte à vue ou un compte d'épargne, commun ou indivis, dont le défunt ou le conjoint survivant est titulaire ou cotitulaire ou dont le cohabitant légal survivant est cotitulaire peut mettre à disposition, selon les modalités prévues à l'article 1240^{ter} du Code civil, un montant n'excédant pas la moitié des soldes créditeurs disponibles ni 5.000 euros.

Le montant visé à l'alinéa 3 est payé sans préjudice du paiement des frais privilégiés mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

CHAPITRE XI - Obligations imposées à des tiers en vue d'assurer la juste perception des droits de succession dus par suite du décès d'habitants du royaume

Article 96 *(applicable depuis le 16.05.2014 et le 01.01.2015)*

(modifié par les art. 74 et 79 de la loi du 25 avr. 2014 (M.B., 16.05.2014). Texte applicable le jour de la publication au M.B., soit le 16 mai 2014 (art. 99). L'alinéa 1^{er}, avec entrée en vigueur le 1^{er} janv. 2015, a été modifié avant son entrée en vigueur)

Les administrations et les établissements publics, les fondations d'utilité publique et les fondations privées, toutes associations ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, ne peuvent, après le décès du titulaire d'une inscription ou d'un titre nominatif, en opérer le transfert, la mutation, la conversion ou le paiement qu'après avoir informé, dans les trois mois qui

suivent le décès, le fonctionnaire de l'Administration générale de la documentation patrimoniale désigné à cette fin, de l'existence de l'inscription ou du titre nominatif appartenant au défunt. Par dérogation à ce qui précède, l'information est adressée dans le mois de la prise de connaissance du décès lorsque celle-ci a lieu plus de deux mois après le décès.

Lorsque le titulaire d'une inscription ou d'un titre nominatif en demande le transfert, la mutation, la conversion ou le paiement après le décès de son conjoint, il doit porter ce décès à la connaissance de l'organisme en cause et celui-ci ne peut satisfaire à la demande qu'après avoir informé le fonctionnaire compétent de l'existence de l'inscription ou du titre dont le demandeur était titulaire au jour du décès de son conjoint.

Si, après le décès du conjoint du titulaire d'une inscription ou d'un titre nominatif, et dans l'ignorance de ce décès, l'organisme en cause a effectué un transfert, une mutation, une conversion ou un paiement, il est tenu, dès qu'il a connaissance dudit décès, d'informer le fonctionnaire compétent de l'existence de l'inscription ou du titre au jour du décès.

Cette disposition est également applicable si un transfert, une mutation, une conversion ou un paiement a été effectué à la demande du mandataire ou du représentant légal du titulaire de l'inscription, après la mort et dans l'ignorance de la mort du mandant ou de l'incapable. Dans ces hypothèses, le mandataire ou le représentant légal de l'incapable doit, dès qu'il a connaissance du décès du mandant ou de l'incapable, en informer l'organisme en cause, qui est tenu, dès lors, de remettre au fonctionnaire compétent l'information visée à l'alinéa précédent.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} doivent mentionner dans la communication le numéro de registre national du défunt ou son numéro d'identification dans le registre bis, attribué en application de l'article 4, § 2, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, lorsqu'elles sont habilitées à utiliser ce numéro.

Le Roi peut prescrire que ces communications soient faites par voie électronique et en définir les modalités complémentaires.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en cas de transmission électronique, le délai de trois mois visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé de un mois et l'information est adressée dans le mois de la prise de connaissance du décès lorsque celle-ci a lieu plus de trois mois après le décès.

Article 97 (applicable depuis le 16.05.2014 et le 01.01.2015)

(modifié par les art. 75 et 80 de la loi du 25 avr. 2014 (M.B., 16.05.2014). Texte applicable le jour de la publication au M.B., soit le 16 mai 2014 (art. 99). L'alinéa 1^{er}, avec entrée en vigueur le 1^{er} janv. 2015, a été modifié avant son entrée en vigueur)

Les administrations et les établissements publics, les fondations d'utilité publique et les fondations privées, toutes associations ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change, les agents de change correspondants, les agents d'affaires et les officiers publics ou ministériels qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que

ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un héritier, légataire, donataire ou autre ayant droit par suite du décès de quelqu'un, ne peuvent en opérer la restitution, le paiement ou le transfert qu'après avoir remis au fonctionnaire de l'Administration générale de la documentation patrimoniale désigné à cette fin, dans les trois mois qui suivent le décès, la liste certifiée sincère et véritable des titres, sommes ou valeurs. Par dérogation à ce qui précède, l'information est adressée dans le mois de la prise de connaissance du décès lorsque celle-ci a lieu plus de deux mois après le décès.

L'alinéa 1^{er} est applicable aux sommes, rentes ou valeurs qui sont acquises à une date postérieure au décès en vertu d'une stipulation faite par le défunt dans un contrat conclu par lui.

Les dispositions de l'article 96, alinéas 2, 3 et 4, sont applicables à la restitution, au paiement ou au transfert des titres, sommes, rentes ou valeurs visés par le présent article.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et avant la remise de la liste prévue par cet alinéa, le débiteur de dépôts sur un compte à vue ou un compte d'épargne, commun ou indivis, dont le défunt ou le conjoint survivant est titulaire ou cotitulaire ou dont le cohabitant légal survivant est cotitulaire peut mettre à disposition, selon les modalités prévues à l'article 1240^{ter} du Code civil, un montant n'excédant pas la moitié des soldes créditeurs disponibles ni 5.000 euros.

Le montant visé à l'alinéa 4 est payé sans préjudice du paiement des frais privilégiés mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

Les institutions et personnes visées à l'alinéa 1^{er} sont tenues d'indiquer dans la liste le numéro du registre national du défunt ou son numéro d'identification dans le registre bis, attribué en application de l'article 4, § 2, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité, lorsqu'elles sont habilitées à utiliser ce numéro.

Le Roi peut prescrire que la liste soit communiquée par voie électronique et en définir les modalités complémentaires.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en cas de transmission électronique, le délai de trois mois visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé de un mois et l'information est adressée dans le mois de la prise de connaissance du décès lorsque celle-ci a lieu plus de trois mois après le décès.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 98 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 98 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Lorsqu'il s'agit de choses confiées à l'un des détenteurs visés à l'article 97 dans un coffre fermé, pli ou colis

cacheté, le coffre, le pli ou le colis ne peuvent être restitués aux ayants droit ou transférés en leur nom, après le décès du déposant ou de son conjoint, qu'après avoir été ouverts en présence du détenteur, afin de permettre à celui-ci de dresser la liste prescrite par le même article.

Est rendu applicable aux coffres, plis et colis visés ci-avant, le deuxième alinéa de l'article 96.

Si le mandataire du déposant ou le représentant légal d'un incapable a retiré, après la mort du mandant ou de l'incapable et dans l'ignorance de celle-ci, des choses confiées au détenteur dans un coffre fermé, pli ou colis cacheté ou a fait transférer au nom d'un tiers le coffre, pli ou colis, le mandataire ou le représentant légal est tenu, dès qu'il a connaissance du décès du mandant ou de l'incapable, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément à l'article 97, des choses contenues dans le coffre, pli ou colis.

La liste à dresser par le détenteur, conformément au présent article, peut être remplacée par un inventaire fidèle et exact, fait par un notaire dans les formes réglées par les articles 1175 à 1184 du Code judiciaire, des titres, sommes, valeurs ou objets quelconques se trouvant dans le coffre, pli ou colis. Le détenteur n'est pas tenu d'assister aux opérations de l'inventaire.

Un fonctionnaire de l'Administration générale de la documentation patrimoniale peut, en tout cas, assister à la confection soit de la liste, soit de l'inventaire prévu à l'alinéa précédent. A cet effet, le détenteur qui doit confectionner la liste ou le notaire chargé de l'inventaire est tenu d'informer le fonctionnaire désigné à cette fin des lieux, jour et heure où l'opération sera effectuée. L'information doit être donnée par envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2 ; les opérations de la confection de la liste ou de l'inventaire ne peuvent être commencées avant le cinquième jour qui suit la date de l'accusé de réception, conformément à l'article 162^{nonies}.

Pour les administrations et les établissements publics, les fondations d'utilité publique et les officiers publics ou ministériels visés à l'article 97, l'information peut être donnée par envoi recommandé sous pli fermé ; les opérations de la confection de la liste ou de l'inventaire ne peuvent être commencées avant le cinquième jour qui suit la date d'envoi de la lettre d'information.

Article 98 (applicable du 16.05.2014 au 31.12.2024)

(modifié par l'art. 76 de la loi du 25 avr. 2014 (M.B., 16.05.2014). Texte applicable le jour de la publication au M.B., soit le 16 mai 2014 (art. 99))

Lorsqu'il s'agit de choses confiées à l'un des détenteurs visés à l'article 97 dans un coffre fermé, pli ou colis cacheté, le coffre, le pli ou le colis ne peuvent être restitués aux ayants droit ou transférés en leur nom, après le décès du déposant ou de son conjoint, qu'après avoir été ouverts en présence du détenteur, afin de permettre à celui-ci de dresser la liste prescrite par le même article.

Est rendu applicable aux coffres, plis et colis visés ci-avant, le deuxième alinéa de l'article 96.

Si le mandataire du déposant ou le représentant légal d'un incapable a retiré, après la mort du mandant ou de

l'incapable et dans l'ignorance de celle-ci, des choses confiées au détenteur dans un coffre fermé, pli ou colis cacheté ou a fait transférer au nom d'un tiers le coffre, pli ou colis, le mandataire ou le représentant légal est tenu, dès qu'il a connaissance du décès du mandant ou de l'incapable, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément à l'article 97, des choses contenues dans le coffre, pli ou colis.

La liste à dresser par le détenteur, conformément au présent article, peut être remplacée par un inventaire fidèle et exact, fait par un notaire dans les formes réglées par les articles 1175 à 1184 du Code judiciaire, des titres, sommes, valeurs ou objets quelconques se trouvant dans le coffre, pli ou colis. Le détenteur n'est pas tenu d'assister aux opérations de l'inventaire.

Un fonctionnaire de l'Administration générale de la documentation patrimoniale peut, en tout cas, assister à la confection soit de la liste, soit de l'inventaire prévu à l'alinéa précédent. A cet effet, le détenteur qui doit confectionner la liste ou le notaire chargé de l'inventaire est tenu d'informer le fonctionnaire désigné à cette fin des lieux, jour et heure où l'opération sera effectuée. L'information doit être donnée par lettre recommandée à la poste ; les opérations de la confection de la liste ou de l'inventaire ne peuvent être commencées avant le cinquième jour qui suit celui où la lettre d'information a été remise à la poste.

Article 99 *(applicable depuis le 18.05.1940)*

(remplacé par l'art. 3 de l'arrêté-loi du 4 mai 1940 (M.B., 08.05.1940). Texte applicable depuis le 19 mai 1940 (art. -))

Si, dans les cas prévus aux articles 97 et 98, les choses détenues ou les sommes dues peuvent, d'après la convention, être restituées, payées ou transférées sur l'ordre d'un coïntéressé, le détenteur ou le débiteur est tenu :

1° de retenir une preuve écrite des restitutions, paiements ou transferts opérés, avec l'indication de leur date ;

2° dès qu'il a connaissance du décès de l'un des coïntéressés ou du conjoint de l'un d'eux :

a) de remettre au fonctionnaire compétent, conformément à l'article 97, la liste des sommes, titres, valeurs ou objets dus ou détenus au jour du décès ;

b) de se refuser à la restitution ou au transfert des coffres fermés, plis ou colis cachetés qu'il détient, avant d'avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des choses qu'ils renferment.

Tout coïntéressé qui, après le décès de son conjoint, après le décès de l'un de ses coïntéressés ou du conjoint de celui-ci, demande la restitution des choses détenues, le paiement des sommes dues ou le transfert du dépôt ou de la créance doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du détenteur ou du débiteur.

Si, postérieurement au décès de l'un des coïntéressés ou de son conjoint et dans l'ignorance de ce décès, l'un d'eux a opéré un retrait, reçu un paiement ou fait effectuer un transfert, il doit, dès qu'il a connaissance du décès :

a) en informer le détenteur ou le débiteur, qui est tenu, dès lors, de remettre au fonctionnaire compétent la

liste des sommes, titres, valeurs ou objets dus ou détenus au jour du décès ;

b) remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément à l'article 97, des choses contenues dans le coffre fermé, pli ou colis cacheté.

Sont applicables, en ce qui concerne les choses confiées au détenteur dans un coffre fermé, pli ou colis cacheté, les dispositions des deux derniers alinéas de l'article 98.

Article 100 (applicable depuis le 14.07.2016)

(complété par l'art. 72 de la loi-programme du 1^{er} juil. 2016 (M.B., 04.07.2016 – éd. 2). Texte applicable depuis le 14 juil. 2016 (art. -))

Les administrations et les établissements publics, les fondations d'utilité publique et les fondations privées, toutes associations ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change, les agents de change correspondants, les agents d'affaires et les officiers publics ou ministériels sont tenus de fournir aux fonctionnaires de l'Administration générale de la documentation patrimoniale, avec justification éventuelle de leur conformité, et sans déplacement, tous les renseignements jugés par ceux-ci nécessaires à l'effet d'assurer la juste perception des droits de succession.

Ces renseignements peuvent porter sur toutes les opérations effectuées soit par le défunt, soit par son conjoint, son successeur ou par une tierce personne avant ou après l'ouverture de la succession et qui seraient de nature à avoir de l'influence sur la perception de l'impôt.

Les renseignements précités ne peuvent être demandés qu'en vertu d'une autorisation spéciale de l'administrateur général de l'Administration générale de la documentation patrimoniale, contenant la désignation de la personne décédée ; en outre, si l'enquête porte sur des faits passés plus de trois ans avant l'ouverture de la succession ou sur des opérations quelconques effectuées par toute autre personne que le défunt ou son conjoint, ladite autorisation doit préciser les faits qui font l'objet de la recherche.

Les renseignements doivent être communiqués dans les trois mois de la date de la demande. Ce délai peut être prolongé par le fonctionnaire désigné dans l'autorisation visé à l'alinéa 3.

Les fonctionnaires de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale peuvent également, dans le cadre de l'enquête en banque, s'adresser au Point de Contact Central de la Banque Nationale comme prévu à l'article 322, § 3, alinéa 1^{er}, du Code des Impôts sur les revenus 1992. Cet accès se limite sous condition d'autorisation octroyée par un agent doté au minimum du grade de conseiller général.

Seulement dans le cadre de déclarations de succession, les fonctionnaires de l'Administration générale de la Documentation Patrimoniale peuvent contacter le point de contact central tenu par la Banque Nationale de Belgique pour demander des informations, mais après autorisation préalable par un agent doté au minimum d'un grade de conseiller général.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 101 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 99 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Aucun coffre-fort tenu en location chez une personne ou dans une association, collectivité ou société se livrant habituellement à la location de coffres-forts, ne peut être ouvert après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, qu'en présence du loueur, qui est tenu de dresser et de remettre, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, au fonctionnaire de l'Administration générale de la documentation patrimoniale désigné à cette fin, avant la prise de possession par les ayants droit, la liste certifiée sincère et véritable de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques contenus dans le coffre. Cette liste doit comprendre les titres, sommes, valeurs et objets quelconques qui seraient enfermés dans des plis ou colis cachetés ou dans des boîtes et coffrets fermés se trouvant dans le coffre-fort.

Sont rendus applicables les deux derniers alinéas de l'article 98.

Toute personne qui veut procéder ou faire procéder à l'ouverture du coffre-fort après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du loueur.

Toute personne qui a retiré postérieurement au décès, dans l'ignorance de celui-ci, des choses contenues dans le coffre-fort, est tenue, dès qu'elle a connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des choses contenues dans le coffre au jour du retrait.

Article 101 *(applicable du 16.05.2014 au 31.12.2024)*

(modifié par l'art. 78 de la loi du 25 avr. 2014 (M.B., 16.05.2014). Texte applicable le jour de la publication au M.B., soit le 16 mai 2014 (art. 99))

Aucun coffre-fort tenu en location chez une personne ou dans une association, collectivité ou société se livrant habituellement à la location de coffres-forts, ne peut être ouvert après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, qu'en présence du loueur, qui est tenu de dresser et de remettre au fonctionnaire de l'Administration générale de la documentation patrimoniale désigné à cette fin, avant la prise de possession par les ayants droit, la liste certifiée sincère et véritable de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques contenus dans le coffre. Cette liste doit comprendre les titres,

sommes, valeurs et objets quelconques qui seraient enfermés dans des plis ou colis cachetés ou dans des boîtes et coffrets fermés se trouvant dans le coffre-fort.

Sont rendus applicables les deux derniers alinéas de l'article 98.

Toute personne qui veut procéder ou faire procéder à l'ouverture du coffre-fort après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du loueur.

Toute personne qui a retiré postérieurement au décès, dans l'ignorance de celui-ci, des choses contenues dans le coffre-fort, est tenue, dès qu'elle a connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des choses contenues dans le coffre au jour du retrait.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 102¹ *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 100 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Les personnes désignées à l'article 97 qui détiennent des coffres fermés ou des plis ou colis cachetés, et les loueurs de coffres-forts doivent :

1° tenir un registre sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétique : les personnes ayant la disposition de coffres fermés, plis ou colis cachetés ; les locataires de coffres-forts ; le cas échéant, le conjoint de chacune de ces personnes.

L'inscription comprend :

a) les nom, prénoms, ou la raison sociale, et le domicile ou siège ;

b) le numéro ou la marque distinctive des coffres fermés, plis ou colis cachetés, ou des coffres-forts ;

2° tenir un autre registre sur lequel le mandataire ou le colocataire qui demande à avoir accès au coffre fermé, pli ou colis cacheté, ou au coffre-fort, doit, à chaque visite, apposer sa signature.

Sur ce registre sont portés, par ordre de date, sans blanc ni interligne :

a) le jour et l'heure de la visite ;

b) le numéro ou la marque distinctive dont il s'agit au 1°, litt. b, ci-dessus ;

c) les nom, prénoms et domicile du signataire ;

3° constater ou faire constater, par un écrit daté et signé :

a) la réception d'un coffre fermé, pli ou colis cacheté, ou la mise à disposition d'un coffre-fort ;

b) le droit pour un mandataire ou représentant d'avoir accès au coffre fermé, pli ou colis cacheté, ou au coffre-fort ;

c) les retraits et transferts des coffres fermés, plis ou colis cachetés ; les transferts et renonciations relatifs aux coffres-forts. Mention de ces opérations et de leur date doit être portée en marge de l'inscription correspondante au registre prévu au 1° du présent article ;

4° conserver les registres et écrits prévus au présent article pendant cinq ans au moins, à compter de leur clôture pour les registres, de l'expiration du contrat pour les écrits visés au 3°, litt. a et b, et de leur date pour ceux visés au 3°, litt. c ;

5° communiquer, sans déplacement, par envoi recommandé, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, lesdits registres et écrits aux agents de l'Administration générale de la documentation patrimoniale. Les héritiers, légataires et donataires visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, pour autant qu'ils n'aient pas choisi explicitement de communiquer par voie électronique ainsi que ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 5, communiqueront, sans déplacement, par envoi recommandé, sous pli fermé.

Les loueurs de coffres-forts doivent, en outre, avant de commencer leurs opérations, notifier au fonctionnaire désigné à cette fin, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, le fait qu'ils donnent des coffres-forts en location, en précisant le lieu où les coffres sont situés.

Article 102¹ (applicable du 16.05.2016 au 31.12.2024)

(modifié par l'art. 69 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Les personnes désignées à l'article 97 qui détiennent des coffres fermés ou des plis ou colis cachetés, et les loueurs de coffres-forts doivent :

1° tenir un registre sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétique : les personnes ayant la disposition de coffres fermés, plis ou colis cachetés ; les locataires de coffres-forts ; le cas échéant, le conjoint de chacune de ces personnes.

L'inscription comprend :

a) les nom, prénoms, ou la raison sociale, et le domicile ou siège ;

b) le numéro ou la marque distinctive des coffres fermés, plis ou colis cachetés, ou des coffres-forts ;

2° tenir un autre registre sur lequel le mandataire ou le colocataire qui demande à avoir accès au coffre fermé, pli ou colis cacheté, ou au coffre-fort, doit, à chaque visite, apposer sa signature.

Sur ce registre sont portés, par ordre de date, sans blanc ni interligne :

a) le jour et l'heure de la visite ;

b) le numéro ou la marque distinctive dont il s'agit au 1°, litt. b, ci-dessus ;

c) les nom, prénoms et domicile du signataire ;

3° constater ou faire constater, par un écrit daté et signé :

a) la réception d'un coffre fermé, pli ou colis cacheté, ou la mise à disposition d'un coffre-fort ;

b) le droit pour un mandataire ou représentant d'avoir accès au coffre fermé, pli ou colis cacheté, ou au coffre-fort ;

c) les retraits et transferts des coffres fermés, plis ou colis cachetés ; les transferts et renonciations relatifs aux coffres-forts. Mention de ces opérations et de leur date doit être portée en marge de l'inscription correspondante au registre prévu au 1° du présent article ;

4° conserver les registres et écrits prévus au présent article pendant cinq ans au moins, à compter de leur clôture pour les registres, de l'expiration du contrat pour les écrits visés au 3°, litt. a et b, et de leur date pour ceux visés au 3°, litt. c ;

5° communiquer, sans déplacement, lesdits registres et écrits aux agents de l'Administration générale de la documentation patrimoniale.

Les loueurs de coffres-forts doivent, en outre, avant de commencer leurs opérations, notifier au fonctionnaire désigné à cette fin, par un écrit dressé en deux exemplaires, le fait qu'ils donnent des coffres-forts en location, en précisant le lieu où les coffres sont situés.

Article 102² *(applicable depuis le 18.05.1940)*

(inséré par l'art. 3 de l'arrêté-loi du 4 mai 1940 (M.B., 08.05.1940). Texte applicable depuis le 18 mai 1940 (art. -))

Pour l'application du présent code, est assimilée à un loueur de coffres-forts, toute personne qui assume, dans un immeuble qu'elle occupe, la garde de plusieurs coffres-forts dont des tiers ont la disposition à un titre quelconque.

Est aux mêmes fins assimilé à un locataire de coffre-fort, tout habitant du royaume qui a le droit d'user pour lui-même d'un coffre-fort se trouvant chez le loueur au sens de l'alinéa précédent.

Tout habitant du royaume est réputé locataire du ou des coffres-forts auxquels il a accès à un titre quelconque, lorsque la location a été faite à une personne morale n'ayant pas de siège d'opérations en Belgique.

Sont considérées comme des coffres-forts, les chambres, galeries ou autres installations de sécurité.

Les coffres-forts ou installations à fermeture autonome se trouvant dans une chambre de sécurité ou galerie sont à considérer comme des coffres-forts distincts.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 102³ (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 101 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Toute personne morale ayant un siège d'opérations en Belgique et qui, étant locataire d'un coffre-fort, met celui-ci à la disposition privée d'un habitant du royaume, est tenue, dans la quinzaine, de notifier le fait, par envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, au loueur et à l'agent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale désigné à cette fin.

La personne qui a la disposition du coffre est réputée locataire.

Article 102³ (applicable du 16.05.2016 au 31.12.2024)

(modifié par l'art. 70 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Toute personne morale ayant un siège d'opérations en Belgique et qui, étant locataire d'un coffre-fort, met celui-ci à la disposition privée d'un habitant du royaume, est tenue, dans la quinzaine, de notifier le fait, par lettre recommandée, au loueur et à l'agent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale désigné à cette fin.

La personne qui a la disposition du coffre est réputée locataire.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 103¹ (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 102 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Les assureurs professionnels qui ont en Belgique leur principal établissement, une succursale, un représentant ou un siège quelconque d'opérations, doivent, dans le mois suivant le jour où ils ont connaissance du décès d'une personne ou du conjoint d'une personne avec laquelle ils ont conclu l'un des contrats d'assurance dont il s'agit à l'article 46, informer, par envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, le fonctionnaire désigné à cette fin de l'existence du contrat conclu soit avec le défunt, soit avec son conjoint, en indiquant :

- 1° le nom ou la raison sociale et le domicile de l'assureur ;
- 2° les nom, prénoms et domicile de l'assuré, ainsi que la date de son décès ou du décès de son conjoint ;
- 3° la date, le numéro et la durée de la police ou des polices en cours et la valeur pour laquelle les objets sont assurés ;
- 4° en cas de pluralité d'assureurs, d'une façon précise, les divers coassureurs.

Article 103¹ (applicable du 07.02.2022 au 31.12.2024)

(complété par l'art. 92 de la loi du 21 janv. 2022 (M.B., 28.01.2022 - éd. 1). Texte applicable depuis le 7 févr. 2022 (art. -))

Les assureurs professionnels qui ont en Belgique leur principal établissement, une succursale, un représentant ou un siège quelconque d'opérations, doivent, dans le mois suivant le jour où ils ont connaissance du décès d'une personne ou du conjoint d'une personne avec laquelle ils ont conclu l'un des contrats d'assurance dont il s'agit à l'article 46, informer le fonctionnaire désigné à cette fin de l'existence du contrat conclu soit avec le défunt, soit avec son conjoint, en indiquant :

- 1° le nom ou la raison sociale et le domicile de l'assureur ;
- 2° les nom, prénoms et domicile de l'assuré, ainsi que la date de son décès ou du décès de son conjoint ;
- 3° la date, le numéro et la durée de la police ou des polices en cours et la valeur pour laquelle les objets sont assurés ;
- 4° en cas de pluralité d'assureurs, d'une façon précise, les divers coassureurs.

Le Roi peut prescrire que les renseignements soient communiqués par voie électronique et définir des

modalités complémentaires.

Article 103² (applicable depuis 18.05.1940)

(inséré par l'art. 3 de l'arrêté-loi du 4 mai 1940 (M.B., 08.05.1940). Texte applicable depuis le 18 mai 1940 (art. -))

Le mot « conjoint » employé aux articles 96 à 103¹ ne comprend pas le conjoint divorcé ou séparé de corps.

Article 104 (applicable depuis le 02.08.2018)

(abrogé par l'art. 2 de la loi du 11 juil. 2018 (M.B., 23.07.2018). Texte applicable depuis le 2 août 2018 (art. -))

(...)

(...)

(intitulé du chapitre Xlbis abrogé par l'art. 7 de la loi du 17 août 2013 (M.B., 05.09.2013). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2013 (art. 21))

Article 104/1 (applicable depuis le 01.01.2013)

(abrogé par l'art. 7 de la loi du 17 août 2013 (M.B., 05.09.2013). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2013 (art. 21))

(...)

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

CHAPITRE XII - Moyens de preuve

Section première - Moyens de preuve de droit commun

Article 105 (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 103 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les

différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Indépendamment des modes de preuve et des moyens de contrôle spécialement prévus par le présent code, l'administration est autorisée à prouver selon les règles et par tous moyens de droit commun, témoins et présomptions compris, à l'exception du serment, et, en outre, par les procès-verbaux de ses agents, toute contravention aux dispositions du présent code et tout fait quelconque qui établit ou qui concourt à établir l'exigibilité d'un droit ou d'une amende.

Les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire. Ils seront notifiés aux intéressés dans le mois de la constatation de la contravention. Cette notification peut avoir lieu par envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2. La notification vaut à compter du premier jour ouvrable qui suit la mise à disposition de celle-ci au moyen de la plateforme électronique précitée.

Pour les intéressés visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, pour autant qu'ils n'aient pas choisi explicitement de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 5, la notification peut être effectuée par envoi recommandé sous pli fermé. Le dépôt de l'envoi auprès du prestataire du service postal universel ou d'un prestataire de services postaux vaut notification à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi.

Sans préjudice de l'application des articles 162^{ter} et suivants, les fonctionnaires de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale, munis de leur commission, peuvent, dans l'exercice des compétences qui leur sont conférées par le présent Livre, transmettre chaque message qu'ils rédigent sur place sous pli fermé.

CHAPITRE XII - Moyens de preuve

Section première - Moyens de preuve de droit commun

Article 105 *(applicable du 15.03.1968 au 31.12.2024)*

(complété par l'art. 3/art. 128, de la loi du 10 oct. 1967 (M.B., 31.10.1967). Texte applicable depuis le 15 mars 1968 (art. 5). Seul le texte en néerlandais a été modifié par l'art. 72 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016))

Indépendamment des modes de preuve et des moyens de contrôle spécialement prévus par le présent code, l'administration est autorisée à prouver selon les règles et par tous moyens de droit commun, témoins et présomptions compris, à l'exception du serment, et, en outre, par les procès-verbaux de ses agents, toute contravention aux dispositions du présent code et tout fait quelconque qui établit ou qui concourt à établir l'exigibilité d'un droit ou d'une amende.

Les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire. Ils seront notifiés aux intéressés dans le mois de la constatation de la contravention. Cette notification peut avoir lieu par lettre recommandée à la poste. Le dépôt

du pli à la poste vaut notification à compter du lendemain.

Article 106 (applicable depuis le 01.01.2003)

(modifié par l'art. 28 de la loi du 24 déc. 2002 (M.B., 31.12.2002 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2003 (art. 32))

Les contre-lettres ne sont pas opposables à l'État, en tant qu'elles auraient pour effet de diminuer l'actif ou d'augmenter le passif de la succession.

Le paragraphe 2 de l'article 18 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est applicable mutatis mutandis.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Section II - Moyens spéciaux de preuve

Article 107 (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 104 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Lorsque la succession d'un habitant du royaume comprend la propriété, en tout ou en partie, d'un fonds de commerce, l'agent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale a le droit, moyennant l'autorisation du^(*) administrateur général, d'exiger la production, sans déplacement, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, des livres de commerce, inventaires et bilans et d'y puiser tous renseignements utiles. Pour les héritiers, légataires ou donataires visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, qui n'ont pas choisi de communiquer par voie électronique ainsi que ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 5, la production est exigée sous pli fermé.

En cas d'instance entre l'Etat et les héritiers, la communication en justice desdits livres et pièces ne peut être refusée.

Note :

Lire : « de l' ».

Section II - Moyens spéciaux de preuve

Article 107 (applicable du 16.05.2016 au 31.12.2024)

(modifié par l'art. 73 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Lorsque la succession d'un habitant du royaume comprend la propriété, en tout ou en partie, d'un fonds de commerce, l'agent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale a le droit, moyennant l'autorisation de l'administrateur général, d'exiger la production, sans déplacement, des livres de commerce, inventaires et bilans et d'y puiser tous renseignements utiles.

En cas d'instance entre l'Etat et les héritiers, la communication en justice desdits livres et pièces ne peut être refusée.

Article 108 (applicable depuis le 01.03.2021)

(modifié par l'art. 18 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

La demande des droits de succession et de mutation par décès, ainsi que des amendes pour défaut de déclaration ou pour omission de biens meubles et immeubles, est, jusqu'à preuve contraire, suffisamment établie par les actes de propriété, passés par le défunt à son profit ou à sa requête.

Toutefois, à l'égard des biens meubles corporels, de l'argent comptant et des titres au porteur, la présomption légale établie par l'alinéa qui précède n'existe qu'à la condition que les actes ne remontent pas à plus de trois ans avant le décès; dans le cas contraire, l'existence desdits actes ne peut être invoquée par l'administration que comme élément de présomption, conformément à l'article 105.

Article 109 (applicable depuis 30.07.2018)

(modifié par l'art. 105 de la loi du 11 juil. 2018 (M.B., 20.07.2018 - éd. 2). Texte applicable depuis le 30 juil. 2018 (art. -))

Il existe également, jusqu'à preuve contraire, une présomption légale de propriété pour la demande des droits de succession et de mutation par décès et des amendes, dans les cas suivants :

1° quant aux immeubles, lorsqu'ils sont inscrits au rôle de la contribution foncière au nom du défunt et lorsque des paiements ont été faits par celui-ci d'après ce rôle ;

2° quant aux rentes, et créances hypothécaires, lorsqu'elles sont inscrites à son profit dans les registres de la publicité hypothécaire ou ceux du Registre Naval belge ;

3° quant aux créances sur l'État belge, lorsqu'elles figurent au nom du défunt dans le grand-livre de la dette publique ;

4° quant aux obligations, actions ou autres créances sur les provinces, communes, établissements publics et fondations d'utilité publique du royaume, lorsqu'elles sont inscrites au nom du défunt dans leurs registres et comptes.

Article 110 *(applicable depuis le 18.05.1940)*

(remplacé par l'art. 4 de l'arrêté-loi du 4 mai 1940 (M.B., 08.05.1940). Texte applicable depuis le 18 mai 1940 (art. -))

Sont considérés, pour la perception du droit de succession, comme appartenant au défunt pour une part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'administration qu'aux redevables, les titres, sommes, valeurs ou objets quelconques déposés dans un coffre-fort tenu en location - ou considéré comme tel par les articles 102/2 et 102/3 - conjointement ou solidairement par le défunt et par une ou plusieurs autres personnes, ainsi que les choses détenues et les sommes dues visées à l'article 99.

Sont considérés comme appartenant en totalité au défunt, sauf preuve contraire, les titres, sommes, valeurs ou objets quelconques qui sont placés dans un coffre fermé, pli ou colis cacheté, déposé, au nom du défunt seul, chez une des personnes physiques ou morales désignées à l'article 97, ou qui se trouvent dans un coffre-fort tenu en location - ou considéré comme tel par les articles 102/2 et 102/3 - par le défunt seul.

La preuve contraire à ces présomptions de propriété peut être administrée par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris, à l'exception du serment.

Section III - Expertise de contrôle

Article 111 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

En vue d'établir l'insuffisance d'évaluation de tout ou partie des biens successoraux se trouvant dans le royaume, qui sont déclarés pour leur valeur vénale, le receveur peut, sans préjudice des autres moyens de preuve prévus à l'article 105, requérir l'expertise desdits biens ; toutefois, en ce qui concerne les biens meubles corporels, ce droit d'expertise ne s'applique qu'aux navires et bateaux.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 112 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 105 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

L'expertise doit être requise par une demande notifiée par le receveur, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, à la partie dans les deux années à compter du jour du dépôt de la déclaration mentionnant les biens au sujet desquels l'impôt est acquis à l'Etat. Pour les héritiers, légataires et donataires visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, qui n'ont pas choisi de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 5, la notification est réalisée sous pli fermé.

Cette demande désigne les biens faisant l'objet de l'expertise et indique la somme à laquelle l'administration les évalue et celle présumée due pour droit et amende.

Article 112 *(applicable du 17.04.1936 au 31.12.2024)*

L'expertise doit être requise par une demande notifiée par le receveur à la partie dans les deux années à compter du jour du dépôt de la déclaration mentionnant les biens au sujet desquels l'impôt est acquis à l'Etat.

Cette demande désigne les biens faisant l'objet de l'expertise et indique la somme à laquelle l'administration les évalue et celle présumée due pour droit et amende.

Article 113 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Dans les quinze jours de la notification prévue à l'article 112, le receveur et la partie peuvent convenir de faire procéder à l'évaluation par un ou par trois experts de leur choix.

Dans ce cas, l'accord est constaté par un procès-verbal, qui énonce l'objet de l'expertise et désigne l'expert ou les experts choisis.

Ce procès-verbal est daté ; il est signé par le receveur et par la partie ; si la partie ne peut ou ne sait signer, il en est fait mention au procès-verbal.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 114 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 106 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art.

219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

A défaut de l'accord prévu à l'article 113, le receveur adresse au juge de paix une requête exposant les faits et contenant la demande d'expertise; le juge de paix compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le bureau où la déclaration a été déposée.

Cette requête est signifiée à la partie au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2. Pour les héritiers, légataires ou donataires visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, qui n'ont pas choisi de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 5, la notification est réalisée sous pli fermé.

Le juge statue dans les quinze jours de la demande; il ordonne l'expertise et nomme, suivant les exigences du cas, un ou trois experts.

Article 114 (applicable du 17.04.1936 au 31.12.2024)

A défaut de l'accord prévu à l'article 113, le receveur adresse au juge de paix une requête exposant les faits et contenant la demande d'expertise ; le juge de paix compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le bureau où la déclaration a été déposée.

Cette requête est signifiée à la partie.

Le juge statue dans les quinze jours de la demande ; il ordonne l'expertise et nomme, suivant les exigences du cas, un ou trois experts.

Article 115 (applicable depuis le 16.05.2016)

(modifié par l'art. 74 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Ne peuvent être choisis ou nommés comme experts :

1° les agents de l'Administration générale de la documentation patrimoniale ;

2° les officiers publics ou ministériels rédacteurs de la déclaration de succession ou de mutation par décès ;

3° les employés desdits fonctionnaires et officiers publics ou ministériels.

Article 116 (applicable depuis le 01.11.1970)

(modifié par l'art. 3/art. 129 de la loi du 10 oct. 1967 (M.B., 31.10.1967). Texte applicable depuis le 1^{er} nov. 1970 (art. 5))

Le jugement ordonnant l'expertise est signifié à la partie, à la diligence du receveur.

Le receveur ou la partie, s'ils ont de justes motifs de mettre en doute la compétence, l'indépendance ou l'impartialité de l'expert ou des experts nommés, peuvent, dans les huit jours de ladite signification, en demander la récusation au juge. Celle-ci peut toujours être demandée dans les cas visés à l'article 966 du Code judiciaire.

La demande en récusation est faite par requête spécifiant les causes de récusation. Le juge statue après avoir entendu les intéressés. Par le même jugement, il remplace les experts récusés.

Cette nouvelle décision est signifiée à la partie.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 117 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 107 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Le receveur notifie aux experts la mission qui leur est confiée au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2.

Aussitôt après réception de cette notification, les experts adressent sous leur commune signature, tant au receveur au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, qu'à la partie, une lettre par laquelle ils les préviennent du jour et de l'heure auxquels ils procéderont aux visites des lieux jugées utiles et où ils les entendront dans leurs dires et observations.

Tout document communiqué aux experts par l'une des parties doit en même temps être envoyé en copie par elle à la partie adverse, par envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2. Pour les héritiers, légataires ou donataires visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, qui n'ont pas choisi de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 5, la copie est adressée par envoi recommandé sous pli fermé.

Article 117 *(applicable du 11.12.1939 au 31.12.2024)*

(remplacé par l'art. 6 de l'A.R. n° 65 du 29 nov. 1939 (M.B., 01.12.1939). Cet A.R. a été confirmé par l'art. 2 de la loi

du 16 juin 1947 (M.B., 14.08.1947). Texte applicable à partir du dixième jour à compter de la publication au M.B., soit le 11 déc. 1939 (art. 7))

Le receveur notifie aux experts la mission qui leur est confiée.

Aussitôt après réception de cette notification, les experts adressent sous leur commune signature, tant au receveur qu'à la partie, une lettre par laquelle ils les préviennent du jour et de l'heure auxquels ils procéderont aux visites des lieux jugées utiles et où ils les entendront dans leurs dires et observations.

Tout document communiqué aux experts par l'une des parties doit en même temps être envoyé en copie par elle à la partie adverse, sous pli recommandé.

Article 118 *(applicable depuis le 16.07.1974)*

(modifié par l'art. 6 de la loi du 27 mai 1974 (M.B., 06.07.1974). Texte applicable depuis le 16 juil. 1974 (art. -))

L'expert ou, le cas échéant, les trois experts opérant conjointement recherchent l'état et la valeur vénale des biens désignés dans la demande d'expertise, à l'époque y indiquée.

Ils dressent, au plus tard dans les trois mois à compter de la notification prévue au premier alinéa de l'article 117, un seul rapport, qui est daté et signé, et dans lequel ils énoncent de manière raisonnée et avec justification à l'appui, sans aucune restriction ni réserve, leur avis sur la susdite valeur.

La signature des experts est précédée du serment :

« Je jure que j'ai rempli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité »

ou :

« Ik zweer dat ik in eer en geweten nauwgezet en eerlijk mijn opdracht heb vervuld »

ou :

« Ich schwöre, dass ich den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich erfüllt habe ».

La minute du rapport est déposée au greffe de la justice de paix désignée à l'article 114.

Article 119 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Le rapport est levé par la partie la plus diligente et signifié à l'autre partie.

L'évaluation donnée par les experts et, en cas de désaccord, l'évaluation de la majorité ou, à défaut de majorité, l'évaluation intermédiaire, détermine la valeur vénale du bien au point de vue de la perception de l'impôt.

Article 120 (applicable depuis le 25.07.2004)

(remplacé par l'art. 34 de la loi-programme du 9 juil. 2004 (M.B., 15.07.2004 – éd. 2). Texte applicable depuis le 25 juil. 2004 (art. -))

Tant le receveur que la partie peut contester l'expertise en introduisant une action en justice. Cette action doit être intentée, à peine de déchéance, dans le délai d'un mois à compter de la date de la signification du rapport.

Article 121 (applicable depuis le 17.04.1936)

Si l'estimation contenue dans la déclaration est inférieure à l'évaluation fixée par l'expertise, il est réclamé, par voie de contrainte, au débiteur :

- 1° le supplément de droit ;
- 2° l'intérêt moratoire à compter de l'expiration du délai accordé par la loi pour le paiement des droits ;
- 3° l'amende prévue à l'article 127 ;
- 4° les frais de la procédure, le cas échéant.

Lesdits frais sont à la charge de la partie, lorsqu'une amende est exigible.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 122 (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 108 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Les significations et notifications à faire en vertu des dispositions de la présente section, soit aux parties ou aux experts, soit par les parties ou par les experts, peuvent avoir lieu par envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2. La notification vaut à compter du premier jour ouvrable qui suit la mise à disposition de celle-ci au moyen de la plateforme précitée lorsqu'elles sont faites aux parties ou aux experts. Lorsque ces mêmes significations et notifications sont faites par les parties ou par les experts, la notification vaut à compter du premier jour ouvrable qui suit l'accusé de réception conformément à l'article 162^{nonies}. Pour les héritiers, légataires ou donataires visés à l'article 162^{quinquies}, §

1^{er}, alinéa 3, qui n'ont pas choisi de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162 *quinquies*, § 1^{er}, alinéa 5, les significations et notifications peuvent avoir lieu par envoi recommandé sous pli fermé. Le dépôt de l'envoi auprès du prestataire du service postal universel ou d'un prestataire de services postaux vaut notification à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi.

Les significations et notifications à faire aux déclarants peuvent, quel que soit le nombre de ceux-ci, faire l'objet d'une seule lettre adressée au domicile élu dans la déclaration.

Article 122 (*applicable du 17.04.1936 au 31.12.2024*)

Les significations et notifications à faire en vertu des dispositions de la présente section, soit aux parties ou aux experts, soit par les parties ou par les experts, peuvent avoir lieu par lettre recommandée à la poste. Le dépôt du pli à la poste vaut notification à compter du lendemain.

Les significations et notifications à faire aux déclarants peuvent, quel que soit le nombre de ceux-ci, faire l'objet d'une seule lettre adressée au domicile élu dans la déclaration.

CHAPITRE XIII - Pénalités

Section Première - Amendes fiscales

Article 123¹ (*applicable depuis le 30.07.1960*)

(devenu l'art. 123¹ par l'art. 6 de la loi du 11 juil. 1960 (M.B., 20.07.1960). Texte applicable depuis le 30 juil. 1960 (art. -))

Lorsqu'une personne a commis plusieurs contraventions, elle doit cumulativement les amendes établies pour chacune d'elles.

Article 123² (*applicable depuis le 30.07.1960*)

(inséré par l'art. 6 de la loi du 11 juil. 1960 (M.B., 20.07.1960). Texte applicable depuis le 30 juil. 1960 (art. -))

Lorsque le dernier jour du délai prévu pour l'exécution d'une formalité ou pour un paiement est un jour de fermeture des bureaux, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour d'ouverture des bureaux qui suit l'expiration du délai.⁽¹⁾

Note :

(1) **Covid-19 - Mesures de tolérance administrative** : voir Communication de l'AGDP du 01.07.2020.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 124 (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 109 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Toute personne en retard de déposer la déclaration encourt individuellement une amende de 25 EUR par mois de retard, tout mois commencé étant compté comme entier. Le total de ces amendes ne peut être supérieur au dixième des droits dus par le contrevenant, ni être inférieur à 25 EUR.

Dans le cas où la déclaration omise a rapport à une succession ou à un objet non passible de droits, chaque contrevenant est mis en demeure de déposer la déclaration, par envoi recommandé, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162 *quater*, alinéa 2. Il est dû une amende de 25 euros par chaque contrevenant, après quinze jours à compter du premier jour ouvrable qui suit la mise à disposition de l'envoi recommandé.

Pour les héritiers, légataires ou donataires visés à l'article 162 *quinquies*, § 1^{er}, alinéa 3, qui n'ont pas choisi de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162 *quinquies*, § 1^{er}, alinéa 5, la mise en demeure de fournir la déclaration est adressée par envoi recommandé sous pli fermé. Après quinze jours à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi au contrevenant de la mise en demeure, il est dû une amende de 25 euros par chaque contrevenant.

Article 124 (applicable du 01.01.2002 au 31.12.2024)

(modifié par l'art. 2 de l'A.R. du 20 juil. 2000 (M.B., 30.08.2000 – éd. 1) err. (M.B., 08.03.2001 – éd. 2). Cet arrêté a été confirmé par l'art. 2, 10^o de la loi du 20 juin 2002 (M.B., 20.07.2002 - éd. 2). Modifié par l'art. 42, 5^o de l'A.R. du 13 juil. 2001 (M.B., 11.08.2001). Cet A.R. a été confirmé par l'art. 3, 6^o, de la loi du 26 juin 2002 (M.B., 20.07.2002 – éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2002 (art. 7, § 2))

Toute personne en retard de déposer la déclaration encourt individuellement une amende de 25 EUR par mois de retard, tout mois commencé étant compté comme entier. Le total de ces amendes ne peut être supérieur au dixième des droits dus par le contrevenant, ni être inférieur à 25 EUR.

Dans le cas où la déclaration omise a rapport à une succession ou à un objet non passibles de droits, il est dû

une amende de 25 EUR par chaque contrevenant, quinze jours après que celui-ci a été mis en demeure, par lettre recommandée à la poste, de déposer la déclaration.

Article 125 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

L'héritier, légataire ou donataire en retard de payer des droits dus sur une déclaration déposée ou une transaction acceptée encourt, si le paiement de l'impôt n'est pas effectué dans les quinze jours de la signification de la contrainte décernée à sa charge, une amende égale au dixième des droits dus.

Article 126 *(applicable depuis le 30.07.2018)*

(modifié par l'art. 106 de la loi du 11 juil. 2018 (M.B., 20.07.2018 – éd. 2). Texte applicable depuis le 30 juil. 2018 (art. -))

L'héritier, légataire ou donataire qui a omis de déclarer des immeubles situés en Belgique ou des rentes et créances inscrites dans les registres de la publicité hypothécaire tenus en Belgique acquitte, outre les droits, une somme égale à titre d'amende.

Lorsque l'omission porte sur d'autres biens, l'amende est égale à deux fois les droits.

Article 127 *(applicable depuis le 01.01.1990)*

(modifié par l'art. 222 de la loi du 22 déc. 1989 (M.B., 29.12.1989). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 1990 (art. 244))

Lorsqu'il est reconnu que la valeur déclarée de biens sujets à l'expertise prévue par l'article 111 est insuffisante et que l'insuffisance est équivalente ou supérieure au huitième du total des évaluations des biens contrôlés, telles qu'elles sont énoncées dans la déclaration, il est dû une amende égale aux droits supplémentaires.

Lorsqu'il s'agit, au contraire, de biens non sujets à l'expertise et qu'il est constaté que leur valeur n'a pas été déclarée conformément aux dispositions du présent Code, l'impôt doit être acquitté sur le montant de l'insuffisance ; en outre, il est encouru une amende égale à deux fois les droits.

Article 128 *(applicable depuis le 01.01.2014)*

(modifié par l'art. 5 de l'ordonnance du 13 janv. 2014 (M.B., 06.03.2014). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2014 (art. 6))

Une amende égale à deux fois les droits éludés est encourue par l'héritier, légataire ou donataire :

1° qui a celé ou mal déclaré au préjudice de l'État, un legs, une donation, un degré de parenté ou l'âge de la personne sur la tête de laquelle a été constitué un usufruit ;

2° qui a déclaré des dettes qui ne sont pas à charge de la succession ou qui dans le cas visé à l'article 42, VIII, deuxième phrase, a omis de signaler qu'une dette déclarée a été contractée en vue d'acquérir ou de conserver le logement familial ;

3° qui a fait, relativement au nombre d'enfants des successeurs du défunt, une déclaration reconnue inexacte ;

4° qui a omis de faire la déclaration visée par l'article 42, numéros VIII^{bis} et X, ou qui a fait une déclaration inexacte ou incomplète.

Article 129 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 22 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 130 (applicable depuis le 16.05.2016)

(modifié par l'art. 75 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Toute infraction aux articles 34, 95 à 97, 99 et 103¹ donne lieu à une amende de 250 à 500 EUR, toute infraction à l'article 46 à une amende de 25 à 250 EUR et toute infraction aux articles 98, 100, 101, 102¹ et 107 à une amende de 250 à 2.500 EUR. Ces amendes sont encourues individuellement par chacun des auteurs de l'infraction.

Le défaut de notification prévue à l'article 102³, dans le délai prescrit par cet article, est puni d'une amende de 500 à 10.000 EUR, qui est encourue solidairement par la personne morale et ceux qui, en son nom, ont mis le coffre à la disposition du tiers.

Les débiteurs de ces amendes sont, en outre, personnellement responsables des droits et, le cas échéant, des intérêts, amendes et frais qui n'auraient pu être recouverts par le fait de l'infraction.

Le montant des amendes est fixé, dans les limites susvisées, par le conseiller général compétent de l'administration générale de la documentation patrimoniale.

Article 131 (applicable depuis le 01.01.1990)

(remplacé par l'art. 223 de la loi du 22 déc. 1989 (M.B., 29.12.1989). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 1990 (art. 244))

Les parties sont libérées des amendes prévues aux articles 126 à 128 si elles prouvent qu'il n'y a pas eu de leur faute.

Article 132 (applicable depuis le 01.07.2020)

(rétabli par l'art. 33 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾⁽⁴⁾

Le fonctionnaire délégué par le Conseiller général compétent inflige, pour une infraction aux dispositions des articles 146^{sexies} à 146^{quaterdecies} ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, qui consiste en la fourniture incomplète des informations visées à l'article 146^{quater}, § 6/3, une amende de 1 250 euros à 12 500 euros. Pour de telles infractions commises avec intention frauduleuse ou intention de nuire, une amende de 2 500 euros à 25 000 euros est infligée.

Le fonctionnaire délégué par le Conseiller général compétent inflige, pour une infraction aux dispositions des articles 146^{sexies} à 146^{quaterdecies} ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, qui consiste à ne pas ou tardivement fournir les informations visées à l'article 146^{quater}, § 6/3, une amende de 5 000 euros à 50 000 euros. Pour de telles infractions commises avec intention frauduleuse ou intention de nuire, une amende de 12 500 euros à 100 000 euros est infligée.

Le Roi fixe l'échelle progressive des amendes administratives et règle les modalités d'application de celles-ci.

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) Ne s'applique pas aux cas décrits au deuxième alinéa de l'article 61 de la loi, s'ils sont introduits avant le 31 décembre 2020 (art. 62).

(3) **Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration** (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(4) Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus (*finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021*).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

Section II - Peines correctionnelles

Article 133 (*applicable depuis le 01.07.2017*)

(modifié par l'art. 14 de l'ordonnance du 13 juil. 2017 (M.B., 18.07.2017). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2017 (art. 17))

Sans préjudice des amendes fiscales, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 à 500.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'amende maximale pour la contravention aux dispositions relatives aux règles de procédure est de 12.500 euros.

Article 133 bis (*applicable depuis le 01.07.2017*)

(modifié par l'art. 15 de l'ordonnance du 13 juil. 2017 (M.B., 18.07.2017). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2017 (art. 17))

Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 250 à 500.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 133, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux. Dans le cas où ce faux certificat aura été établi ou utilisé dans le cadre d'une infraction à une règle de procédure, le maximum de l'amende est fixé à 12.500 euros.

Celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts du Trésor ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 à 500.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement. Dans le cas où ce faux certificat aura été établi ou utilisé dans le cadre d'une infraction à une règle de procédure, le maximum de l'amende est fixé à 12.500 euros.

Article 133 bis/1 (applicable depuis le 01.01.2020)

(inséré par l'art. 107 de la loi du 5 mai 2019 (M.B., 24.05.2019 – éd. 1). Texte applicable à la date fixée par le Roi et au plus tard le 1^{er} janv. 2020 (art. 200))

Lorsque l'infraction est commise dans le cadre du Livre II ou II bis et afin d'éviter qu'un condamné soit soumis à une peine déraisonnablement lourde, le juge tient compte, dans la fixation de la peine des amendes fiscales dues.

L'article 42, 3^o, du Code pénal n'est pas d'application aux avantages patrimoniaux tirés directement des infractions fiscales, aux biens et valeurs qui leur ont été substitués et aux revenus de ces avantages investis si l'action de l'administration fiscale est déclarée fondée et a donné lieu au paiement effectif de l'entièreté de cette action.

Article 133 ter (applicable depuis le 14.02.1981)

(inséré par l'art. 16 de la loi du 10 févr. 1981 (M.B., 14.02.1981). Texte applicable depuis le 14 févr. 1981 (art. 22))

§ 1^{er} En condamnant le titulaire d'une des professions suivantes :

1^o conseiller fiscal ;

2^o agent d'affaires ;

3^o expert en matière fiscale ou comptable ;

4^o ou toute autre profession qui a pour objet de tenir ou d'aider à tenir les écritures comptables d'un ou de plusieurs contribuables, que ce soit pour compte propre ou comme dirigeant, comme membre ou comme employé de société, association, groupement ou entreprise quelconque ;

5^o ou plus généralement la profession consistant à conseiller ou à aider un ou plusieurs contribuables dans

l'exécution des obligations définies par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution,

du chef de l'une des infractions visées aux articles 133 et 133*bis*, le jugement pourra lui interdire, pour une durée de trois mois à cinq ans, d'exercer directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, les professions susvisées.

Le juge pourra, en outre, en motivant sa décision sur ce point, ordonner la fermeture, pour une durée de trois mois à cinq ans, des établissements de la société, association, groupement ou entreprise dont le condamné est dirigeant, membre ou employé.

§ 2 L'interdiction et la fermeture visées au § 1^{er} produiront leurs effets à compter du jour où la condamnation sera définitive.

Article 133quater (applicable depuis le 01.07.2017)

(modifié par l'art. 16 de l'ordonnance du 13 juil. 2017 (M.B., 18.07.2017). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2017 (art. 17))

Celui qui, directement ou indirectement, enfreindra l'interdiction ou la fermeture prononcée en vertu de l'article 133*ter*, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 à 500.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement. Dans le cas où l'interdiction ou la fermeture aura été prononcée dans le cadre d'une infraction à une règle de procédure, le maximum de l'amende est fixé à 12.500 euros.

Article 133quinquies (applicable depuis le 20.08.1986)

(modifié par l'art. 93 de la loi du 4 août 1986 (M.B., 20.08.1986). Texte applicable depuis le 20 août 1986 (art. 116))

§ 1^{er} Toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal, y compris l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 133, 133*bis* et 133*quater*.

§ 2 (...)

§ 3 La loi du 5 mars 1952, modifiée par les lois des 22 décembre 1969 et 25 juin 1975, relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable aux infractions visées aux articles 133, 133*bis* et 133*quater*.

Article 133sexies (applicable depuis le 09.04.2018)

(modifié par l'art. 89 de la loi du 26 mars 2018 (M.B., 30.03.2018 – éd. 2). Texte applicable depuis le 9 avr. 2018 (art. -))

Les personnes physiques ou morales seront civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées en vertu des articles 133 à 133 *quater* contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, en droit ou en fait.

Article 133septies (applicable depuis le 14.02.1981)

(inséré par l'art. 16 de la loi du 10 févr. 1981 (M.B., 14.02.1981). Texte applicable depuis le 14 févr. 1981 (art. 22))

Le juge pourra ordonner que tout jugement ou arrêt portant condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée en vertu des articles 133, 133 *bis* et 133 *quater*, soit affiché dans les lieux qu'il détermine et soit publié, éventuellement par extrait selon le mode qu'il fixe, le tout aux frais du condamné.

Il pourra en être de même de toute décision prononcée en vertu de l'article 133 *ter*, portant interdiction d'exercer une activité professionnelle en Belgique ou ordonnant la fermeture d'établissements exploités dans le pays.

Article 133octies (applicable depuis le 14.02.1981)

(inséré par l'art. 16 de la loi du 10 févr. 1981 (M.B., 14.02.1981). Texte applicable depuis le 14 févr. 1981 (art. 22))

La violation du secret professionnel, tel qu'il est défini à l'article 146 *bis*, sera punie conformément aux articles 66, 67 et 458 du Code pénal.

Article 133nonies (applicable depuis le 01.01.2020)

(modifié par l'art. 108 de la loi du 5 mai 2019 (M.B., 24.05.2019 – éd. 1). Texte applicable à la date fixée par le Roi et au plus tard le 1^{er} janv. 2020 (art. 200))

§ 1^{er}. L'action publique est exercée par le ministère public.

§ 2. Le ministère public ne peut pas engager de poursuites s'il a pris connaissance des faits à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation dont il est question à l'article 29, § 2, du Code d'instruction criminelle.

Le ministère public décide d'intenter ou non les poursuites pénales des faits dont il a pris connaissance au cours de la concertation visée à l'article 29, § 3, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, dans les 3 mois de la dénonciation initiale visée à l'article 29, § 3, alinéa 1^{er}, du même Code.

§ 3. Sans préjudice de la concertation visée à l'article 29, § 3, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, le

procureur du Roi peut, s'il engage des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du conseiller général compétent. Le procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose. Le conseiller général répond à cette demande dans les quatre mois de la date de sa réception.

En aucun cas, la demande d'avis n'est suspensive de l'action publique.

Article 133 *decies* (applicable depuis le 16.05.2016)

(modifié par l'art. 77 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Sous peine de nullité de l'acte de procédure, les agents de l'Administration générale de la documentation patrimoniale et de l'Administration générale de l'inspection spéciale des impôts ne peuvent être entendus que comme témoins.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux fonctionnaires de ces administrations, détachés auprès du parquet en vertu de l'article 71 de la loi du 28 décembre 1992.

L'alinéa 1^{er} n'est pas non plus applicable aux fonctionnaires de ces administrations mis, en vertu de l'article 31 de la loi du 30 mars 1994 portant exécution du plan global en matière de fiscalité, à la disposition de la police fédérale.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux fonctionnaires qui prennent part à la concertation visée à l'article 29, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle.

CHAPITRE XIV - Restitution des droits

Article 134 (applicable depuis le 17.04.1936)

Les droits de succession et de mutation par décès, les intérêts et les amendes acquittés sont sujets à restitution :

1° lorsque la loi a été mal appliquée ;

2° lorsque l'existence de dettes rejetées pour défaut de justifications est établie dans les deux ans du paiement de l'impôt.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 135 (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 110 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Moyennant le dépôt d'une déclaration au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, indiquant le fait donnant lieu à la restitution, les droits, intérêts et amendes sont restituables :

- 1° lorsque, dans le cas de l'article 3, l'existence de l'absent vient à être légalement prouvée ;
- 2° lorsque, dans le cas de l'article 17, les pièces justificatives qui y sont prévues, ont été déposées chez le receveur, dans les deux ans du paiement de l'impôt effectué dans le royaume ;
- 3° lorsqu'il est prouvé qu'un bien meuble ou immeuble individuellement désigné a été porté par erreur à l'actif de la déclaration ;
- 4° lorsque, postérieurement à l'ouverture de la succession la consistance de celle-ci est diminuée, soit par l'arrivée d'une condition ou de tout autre événement, soit par la solution d'un litige en suite d'un jugement passé en force de chose jugée ou d'une transaction, à moins que la diminution d'actif ne soit la conséquence d'une résolution provenant de l'inexécution par les héritiers, légataires ou donataires, des conditions d'un contrat ;
- 5° lorsqu'il survient un changement dans la dévolution de l'hérédité de nature à diminuer le montant de l'impôt primitivement liquidé ;
- 6° lorsqu'il est établi qu'une erreur a été commise dans la déclaration :
 - a) quant au degré de parenté existant entre le défunt et ses héritiers, légataires ou donataires ;
 - b) quant à la dévolution légale ou testamentaire de la succession ;
 - c) quant à la qualité d'habitant du royaume dans le chef du défunt ;
- 7° lorsque, dans les cas prévus à l'article 49, l'intéressé parvient à établir la situation réelle et qu'il en résulte une diminution d'impôt ;
- 8° lorsque, dans le cas visé à l'article 60^{ter}, alinéa 2, l'application du tarif réduit est expressément demandée après le dépôt de la déclaration et la force majeure prouvée dans les deux ans du paiement de l'impôt.
- 9° lorsque l'agrément visé à l'article 59, 1°, est obtenu le jour du décès ou l'année qui le suit.

Pour les héritiers, légataires ou donataires visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, qui n'ont pas choisi de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article

162quinquies, § 1^{er}, alinéa 5, la déclaration visée à l'alinéa 1^{er} est introduite sous pli fermé.

Article 135⁽¹⁾ (applicable du 19.09.2019 au 31.12.2024)

(complété par l'art. 3 de l'ordonnance du 21 févr. 2019 (M.B., 19.03.2019). Texte applicable six mois après sa publication au M.B., soit le 19 sept. 2019 (art. 5))

Moyennant le dépôt d'une déclaration indiquant le fait donnant lieu à la restitution, les droits, intérêts et amendes sont restituables :

- 1° lorsque, dans le cas de l'article 3, l'existence de l'absent vient à être légalement prouvée ;
- 2° lorsque, dans le cas de l'article 17, les pièces justificatives qui y sont prévues, ont été déposées chez le receveur, dans les deux ans du paiement de l'impôt effectué dans le royaume ;
- 3° lorsqu'il est prouvé qu'un bien meuble ou immeuble individuellement désigné a été porté par erreur à l'actif de la déclaration ;
- 4° lorsque, postérieurement à l'ouverture de la succession la consistance de celle-ci est diminuée, soit par l'arrivée d'une condition ou de tout autre événement, soit par la solution d'un litige en suite d'un jugement passé en force de chose jugée ou d'une transaction, à moins que la diminution d'actif ne soit la conséquence d'une résolution provenant de l'inexécution par les héritiers, légataires ou donataires, des conditions d'un contrat ;
- 5° lorsqu'il survient un changement dans la dévolution de l'hérédité de nature à diminuer le montant de l'impôt primitivement liquidé ;
- 6° lorsqu'il est établi qu'une erreur a été commise dans la déclaration :
 - a) quant au degré de parenté existant entre le défunt et ses héritiers, légataires ou donataires ;
 - b) quant à la dévolution légale ou testamentaire de la succession ;
 - c) quant à la qualité d'habitant du royaume dans le chef du défunt ;
- 7° lorsque, dans les cas prévus à l'article 49, l'intéressé parvient à établir la situation réelle et qu'il en résulte une diminution d'impôt ;
- 8° lorsque, dans le cas visé à l'article 60ter, alinéa 2, l'application du tarif réduit est expressément demandée après le dépôt de la déclaration et la force majeure prouvée dans les deux ans du paiement de l'impôt.
- 9° lorsque l'agrément visé à l'article 59, 1°, est obtenu le jour du décès ou l'année qui le suit.

Note :

(1) Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale établit chaque année un rapport qui retrace l'évolution des recettes des droits de donation et de succession. Ce rapport contient :

- un aperçu global des recettes des droits de donation et de succession des cinq dernières années ;
- une évaluation de l'impact de la politique menée les cinq dernières années sur les recettes ;
- une estimation statistique des recettes pour les cinq prochaines années, compte tenu de la politique menée.

Le Gouvernement transmet le rapport au Parlement pour information (art. 4).

Article 136 (applicable depuis le 01.01.1986)

(complété par l'art. 15 de la loi du 1^{er} août 1985 (M.B., 06.08.1985). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 1986 (art. 18, § 1^{er}). Seul le texte en néerlandais a été modifié par l'art. 78 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016))

L'administration est autorisée à imputer les sommes sujettes à restitution sur celles qui seraient dues pour une autre cause à raison de la même succession.

Lorsque des droits de succession ont été acquittés au moyen de la dation en paiement de biens meubles par application de l'article 83-3, la restitution ne peut avoir lieu qu'en espèces.

CHAPITRE XV - Prescription

Article 137 (applicable depuis le 01.03.2021)

(5^o, abrogé par l'art. 23 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

Il y a prescription pour la demande :

1^o des droits, intérêts et amendes dus sur une déclaration, après deux ans à compter du jour du dépôt de la déclaration ;

2^o de l'action en expertise de biens sujets à pareil contrôle et des droits, intérêts et amendes en cas d'insuffisance d'évaluation desdits biens, après deux ans ; des droits, intérêts et amendes en cas d'insuffisance d'évaluation de biens non sujets à l'expertise, après dix ans ; le tout à compter du jour du dépôt de la déclaration ;

3^o des droits, intérêts et amendes dus en cas d'absence de déclaration, ou d'omission de biens dans la déclaration, après dix ans à compter du jour où le délai fixé pour le dépôt de la déclaration par l'article 40 est expiré. Si l'irrégularité porte sur un immeuble situé en Belgique ou sur des rentes et créances inscrites dans les registres de la publicité hypothécaire tenus en Belgique, ce délai est réduit à cinq ans.

En cas de décès en pays étranger, la prescription ne court que du jour de l'inscription de l'acte de décès aux registres de l'état civil du royaume ou du jour auquel l'administration a eu connaissance du décès par des actes enregistrés dans le royaume ;

4° des droits, intérêts et amendes, en cas d'inexactitude des faits indiqués dans la déclaration, autres que la valeur ou la consistance des biens, après cinq ans à compter du jour du dépôt de la déclaration ;

5° (...);

6° des amendes encourues pour contravention aux articles 34, 46, 95 à 103¹, et 107, après cinq ans à compter du jour où la contravention a été commise ;

7° de l'amende établie par l'article 125, après deux ans à compter de la date de la signification de la contrainte.

8° Des droits, intérêts et amendes, un an après la décision définitive sur une procédure de règlement des différends visée aux articles 3, 4, 6 10 ou 15 de la loi du 2 mai 2019 transposant la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'union européenne, pour autant que la personne concernée ait renoncé au droit à toute voie de recours interne et sauf dans le cas visé à l'article 15, § 4, alinéa 3, de la loi précitée.

Lorsqu'une offre de dation en paiement est faite conformément à l'article 83³, le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, 1°, ne prend cours, en ce qui concerne les sommes qui ne sont pas acquittées par suite du refus ou de l'acceptation partielle de l'offre, qu'à compter du jour où l'offre est refusée ou est acceptée seulement pour partie soit quant aux biens, soit quant à la valeur.

Article 138 (applicable depuis le 27.05.2019)

(complété par l'art. 25 de la loi du 2 mai 2019 (M.B., 17.05.2019). Texte applicable depuis le 27 mai 2019 (art. -))⁽¹⁾

Il y a prescription pour la demande en restitution des droits, intérêts et amendes, après cinq ans à compter du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle l'action est née.

En cas de décision définitive sur une procédure de règlement des différends visée aux articles 3, 4, 6 10 ou 15 de la loi du 2 mai 2019 transposant la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'union européenne, une nouvelle prescription est acquise après un an.

L'alinéa 2 s'applique seulement si, cumulativement :

1° La prescription visée à l'alinéa 1^{er} est acquise ou s'il reste moins d'un an avant qu'elle ne le soit ;

2° La personne concernée a renoncé au droit à toute voie de recours interne ;

3° L'article 15, § 4, alinéa 3 de la loi précitée ne s'applique pas.

Note :

(1) Champ d'application temporel : La présente loi s'applique à toute réclamation introduite à compter du 1^{er} juil. 2019 concernant des différends relatifs aux revenus ou aux capitaux perçus au cours d'une période imposable commençant le ou après le 1^{er} janv. 2018 (art. 26).

Article 139 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

La prescription de l'action en expertise et de la demande des droits, intérêts et amendes dus à raison de l'insuffisance est interrompue par la notification à la partie de la demande prévue à l'article 112.

Cette interruption produit ses effets jusqu'au jour du dépôt au greffe du rapport d'expertise.

Le recouvrement des droits, intérêts et amendes exigibles du chef de l'insuffisance reconnue par ledit rapport doit être poursuivi dans les deux ans du dépôt de celui-ci.

Article 140¹ *(applicable depuis le 17.01.1959)*

(initialement numéroté art. 140. Renuméroté en art. 140¹ et modifié par l'art. 38 de la loi du 23 déc. 1958 (M.B., 07.01.1959))

Les prescriptions pour le recouvrement des droits, intérêts et amendes, sont interrompues de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivants du Code civil. En ce cas, une nouvelle prescription, susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise deux ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a instance en justice.

La renonciation au temps couru de la prescription est assimilée, quant à ses effets, aux actes interruptifs visés à l'alinéa précédent.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 140² *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(remplacé par l'art. 111 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Les prescriptions pour la restitution des droits, intérêts et amendes sont interrompues par une demande motivée notifiée par envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article

162^{quater}, alinéa 2 au receveur qui a effectué la recette ou au conseiller général compétent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale; elles sont interrompues aussi de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivants du Code civil. Pour les héritiers, légataires ou donataires visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, qui n'ont pas choisi de communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier conformément à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 5, l'interruption de la prescription susvisée par une demande motivée est notifiée au même receveur par envoi recommandé sous pli fermé; elles sont interrompues aussi de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivants du Code civil.

Lorsque la prescription a été interrompue par un envoi recommandé au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, une nouvelle prescription de deux ans, susceptible d'être interrompue seulement de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivants du Code civil, est acquise deux ans à compter du premier jour ouvrable qui suit la date à laquelle la décision rejetant la demande a été mise à disposition de l'intéressé au moyen de la plateforme précitée. L'accusé de réception, conformément à l'article 162^{nonies}, vaut notification à compter du premier jour ouvrable qui suit la mise à disposition au moyen de la plateforme électronique sécurisée.

Lorsque la prescription a été interrompue par un envoi recommandé sous pli fermé, une nouvelle prescription de deux ans, susceptible d'être interrompue seulement de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivants du Code civil, est acquise deux ans à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi à l'intéressé, sous pli fermé, de la décision rejetant la demande. Le dépôt de l'envoi recommandé auprès du prestataire du service postal universel ou d'un prestataire de services postaux vaut notification à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi.

Article 140² (applicable du 16.05.2016 au 31.12.2024)

(modifié par l'art. 79 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Les prescriptions pour la restitution des droits, intérêts et amendes sont interrompues par une demande motivée notifiée par lettre recommandée à la poste au receveur qui a effectué la recette ou au conseiller général compétent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale ; elles sont interrompues aussi de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivants du Code civil.

Lorsque la prescription a été interrompue par la demande notifiée au receveur ou au conseiller général, une nouvelle prescription de deux ans, susceptible d'être interrompue seulement de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivants du Code civil, est acquise deux ans après la date à laquelle la décision rejetant la demande a été notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

Le dépôt des lettres à la poste vaut notification à compter du lendemain.

Article 140³ (applicable depuis le 09.04.2018)

(inséré par l'art. 90 de la loi du 26 mars 2018 (M.B., 30.03.2018 - éd. 2). Texte applicable depuis le 9 avr. 2018 (art. -))

Tout acte d'instruction ou de poursuite visé à l'article 22 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale relative aux infractions visées aux articles 133 et 133 *bis* suspend le cours de la prescription de l'action en recouvrement des droits, des intérêts et des amendes fiscales y afférents.

La suspension débute dès que l'action publique est mise en mouvement et se termine par l'abandon des poursuites pénales, l'extinction de l'action publique ou lorsque le jugement ou l'arrêt est coulé en force de chose jugée pour les infractions visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE XVI - Poursuites et instances

Article 141 *(applicable depuis le 01.05.2007)*

(modifié par l'art. 125 de la loi du 25 avr. 2007 (M.B., 08.05.2007 - éd. 3). Texte applicable depuis le 1^{er} mai 2007 (art. 131))

La solution des difficultés qui peuvent s'élever relativement à la perception ou au recouvrement des droits de succession et de mutation par décès avant l'introduction des instances appartient au Ministre des Finances ou au fonctionnaire délégué par lui.

Si après échanges de vues, le désaccord avec le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui persiste sur une difficulté visée à l'alinéa 1^{er}, le contribuable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Dans le cas où la difficulté concerne la valeur vénale d'un bien qui est soumis à l'expertise visée à l'article 111, la conciliation du service de conciliation fiscale ne peut plus être demandée ou se poursuivre à ce sujet dès lors que la demande d'expertise de contrôle est notifiée. Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception et au recouvrement des droits de succession pour lesquelles la conciliation du service de conciliation fiscale est exclue.

Le Ministre des Finances ou le fonctionnaire délégué par lui conclut les transactions avec les contribuables, pourvu qu'elles n'impliquent pas exemption ou modération d'impôt.

Dans les limites prévues par la loi, le montant des amendes fiscales proportionnelles prévues par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution, est fixé selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi.

Article 141 bis *(applicable depuis le 16.05.2016)*

(modifié par l'art. 80 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Dans les cas spéciaux, le conseiller général compétent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale compétent peut accorder, aux conditions qu'il détermine, l'exonération de tout ou partie des intérêts prévus par l'article 81.

Article 142¹ *(applicable depuis le 27.09.1947)*

(initialement numéroté art. 142. Renuméroté par l'art. 29 de l'arrêté du secrétaire général du 7 oct. 1942 (M.B., 14.11.1942) et par l'art. 31 du 13 août 1947 (M.B., 17.09.1947). Il a été mis fin, sans rétroactivité, à la validité temporaire de l'arrêté du secrétaire général du 7 oct. 1942 par l'art. 61, 6°, de la loi du 13 août 1947 (M.B., 17.09.1947) à dater de l'entrée en vigueur de cette loi. Texte applicable depuis le 27 sept. 1947 (art. -))

Les poursuites et instances à intenter par l'administration ou le contribuable pour obtenir le paiement ou la restitution des droits, intérêts et amendes, se font de la manière et selon les formes établies en matière d'enregistrement, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent code.

Toutefois, pour toutes les actions et poursuites intentées en vertu du code contre les héritiers, légataires ou donataires et contre les personnes désignées à l'article 74, toutes significations et notifications quelconques peuvent être faites au domicile élu dans la déclaration.

Article 142^{1/1} *(applicable depuis le 14.07.2016)*

(inséré par l'art. 73 de la loi-programme du 1^{er} juil. 2016 (M.B., 04.07.2016 – éd. 2). Texte applicable depuis le 14 juil. 2016 (art. -))

En cas de non-paiement d'une dette résultant de l'application du présent Code, le fonctionnaire chargé de la perception de cette dette peut demander auprès du Point de Contact Central de la Banque Nationale visé à l'article 322, § 3, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur le revenu 1992, les données disponibles relatives à ce débiteur sans les limitations de l'article 322, §§ 2 à 4, du même Code. L'autorisation visée ici est octroyée par un agent doté au minimum du grade de conseiller général.

Article 142² *(applicable depuis le 27.09.1947)*

(inséré par l'art. 29 de l'arrêté du secrétaire général du 7 oct. 1942 (M.B., 14.11.1942) et par l'art. 31 de la loi du 13 août 1947 (M.B., 17.09.1947). Il a été mis fin, sans rétroactivité, à la validité temporaire de l'arrêté du secrétaire général du 7 oct. 1942 par l'art. 61, 6°, de la loi du 13 août 1947 (M.B., 17.09.1947) à dater de l'entrée en vigueur de cette loi. Texte applicable depuis le 27 sept. 1947 (art. -))

Sans préjudice de ce qui est dit aux articles 81 et 82, les intérêts moratoires sur les sommes à recouvrer ou à restituer sont dus au taux et selon les règles fixés en matière civile.

Article 142³ *(applicable depuis le 06.04.1999)*

(inséré par l'art. 74 de la loi du 15 mars 1999 (M.B., 27.03.1999). Texte applicable depuis le 6 avr. 1999 (art. -))

Les délais d'opposition, d'appel et de cassation, ainsi que l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation sont suspensifs de l'exécution de la décision de justice.

Article 142⁴ *(applicable depuis le 10.01.2005)*

(remplacé par l'art. 383 de la loi-programme du 27 déc. 2004 (M.B., 31.12.2004 – éd. 2). Texte applicable depuis le 10 janv. 2005 (art. -))

La requête introduisant le pourvoi en cassation et la réponse au pourvoi peuvent être signées et déposées par un avocat.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

CHAPITRE XVII - Renseignements à fournir par l'Administration générale de la Documentation patrimoniale

Article 143 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 112 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Sans préjudice des lois particulières, les bureaux compétents de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale délivrent des copies ou des extraits des déclarations de succession au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2 :

1° à la demande des intéressés en nom direct, de leurs héritiers ou ayants cause ;

2° à la demande des tiers, moyennant une ordonnance du juge de paix.

Pour les héritiers, légataires ou donataires visés à l'article 162^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 3, qui n'ont pas choisi de

communiquer par voie électronique ainsi que pour ceux qui n'ont pas pu s'identifier ou d'un prestataire de services postaux à l'article 162 *quinquies*, § 1^{er}, alinéa 5, la délivrance s'effectue sous pli fermé.

La délivrance des pièces ci-dessus donne droit à une rétribution à fixer par le Ministre des Finances.

DROIT FUTUR (à partir du 01.11.2023 et 01.01.2024 (art. 3, 2°))

CHAPITRE XVII - Renseignements à fournir par l'Administration générale de la Documentation patrimoniale

Article 143 (applicable à partir du 01.11.2023 et du 01.01.2024 (art. 3, 2°) au 31.12.2024)

(al. 1^{er}, remplacé par l'art. 3, 1° et al. 2, remplacé par l'art. 3, 2° de la loi du 31 juil. 2023 (M.B., 24.08.2023). Texte applicable à partir du 1^{er} jour du 3^e mois qui suit celui de la publication de la loi au M.B., soit le 1^{er} nov. 2023 (art. 14, al. 1^{er}), à l'exception de l'art. 3, 2°, applicable à partir du 1^{er} janv. 2024 (art. 14, al. 1^{er}, 2°). Le Roi peut toutefois fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} (art. 14, al. 2))

Sans préjudice des lois particulières, les fonctionnaires de l'Administration générale de la documentation patrimoniale délivrent des copies ou des extraits des déclarations de succession :

1° à la demande d'un intéressé en nom direct, d'un de ses héritiers ou ayants cause ;

2° à la demande d'un tiers, moyennant une ordonnance du juge de paix.

La délivrance de ces pièces donne droit à une rétribution.

CHAPITRE XVII - Renseignements à fournir par l'Administration générale de la Documentation patrimoniale

(modifié par l'art. 108 de la loi du 11 juil. 2018 (M.B., 20.07.2018 – éd. 2). Texte applicable depuis le 30 juil. 2018 (art. -))

Article 143 (applicable du 30.07.2018 au 31.10.2023 et au 31.12.2023 (art. 3, 2°))

(modifié par l'art. 109 de la loi du 11 juil. 2018 (M.B., 20.07.2018 – éd. 2). Texte applicable depuis le 30 juil. 2018 (art. -))

Sans préjudice des lois particulières, les bureaux compétents de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale délivrent des copies ou des extraits des déclarations de succession :

1° à la demande des intéressés en nom direct, de leurs héritiers ou ayants cause ;

2° à la demande des tiers, moyennant une ordonnance du juge de paix.

La délivrance des pièces ci-dessus donne droit à une rétribution à fixer par le Ministre des Finances.

DROIT FUTUR (à partir du 01.11.2023 et 01.01.2024)

Article 144 (applicable à partir du 01.11.2023 et du 01.01.2024 (délégation au Roi))

(remplacé par l'art. 4 de la loi du 31 juil. 2023 (M.B., 24.08.2023). Texte applicable à partir du 1^{er} jour du 3^e mois qui suit celui de la publication de la loi au M.B., soit le 1^{er} nov. 2023 (art. 14, al. 1^{er}), à l'exception de l'art. 4, 1^o, a), (délégation au Roi) (1) applicable à partir du 1^{er} janv. 2024 (art. 14, al. 1^{er}, 3^o). Le Roi peut toutefois fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} (art. 14, al. 2))

Les fonctionnaires de l'Administration générale de la documentation patrimoniale sont tenus de faire connaître, sur sa simple demande, à toute personne, moyennant une rétribution, les titres de propriété des biens immeubles.

Note :

(1) L'article d'entrée en vigueur n'a pas été adapté aux amendements (remplacement intégral de l'article). Un erratum sera publié prochainement.

Article 144 (applicable du 30.07.2018 au 31.10.2023 et au 31.12.2023 (délégation au Roi))

(modifié par l'art. 110 de la loi du 11 juil. 2018 (M.B., 20.07.2018 – éd. 2). Texte applicable depuis le 30 juil. 2018 (art -))

Les bureaux compétents de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale sont tenus de faire connaître, sur sa simple demande, à toute personne, moyennant une rétribution à fixer par le Ministre des Finances, les titres de propriété des biens immeubles situés dans le ressort de leur bureau.

Le Roi peut déterminer que les titres de propriétés peuvent ou doivent être délivrés de manière dématérialisée, ainsi que les modalités de leur délivrance.

DROIT FUTUR (à partir du 01.11.2023)

Article 144/1 (applicable à partir du 01.11.2023)

(inséré par l'art 5 de la loi du 31 juil. 2023 (M.B., 24.08.2023). Texte applicable à partir du 1^{er} jour du 3^e mois qui suit celui de la publication de la loi au M.B., soit le 1^{er} nov. 2023 (art. 14, al. 1^{er}). Le Roi peut toutefois fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} (art. 14, al. 2))

§ 1^{er}. Les fonctionnaires de l'Administration générale de la documentation patrimoniale peuvent délivrer gratuitement des renseignements :

1° aux services administratifs de l'autorité fédérale, des entités fédérées, des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes, des intercommunales, des communes et des centres publics d'action sociale ;

2° aux parquets et greffes des cours et de toutes les juridictions ;

3° aux institutions ou organismes publics, à savoir, les institutions, sociétés, associations, établissements et services auxquels l'autorité fédérale, une entité fédérée ou une autorité locale participe, fournit une garantie, sur l'activité desquels une telle autorité exerce une surveillance ou dont le personnel de direction est désigné par une telle autorité, sur sa proposition ou moyennant son approbation.

§ 2. Cette délivrance est limitée aux renseignements nécessaires à l'exécution de dispositions légales.

Les renseignements fournis ne peuvent être conservés plus longtemps que le requiert la réalisation de l'objectif poursuivi par le traitement des données à caractère personnel.

DROIT FUTUR (à partir du 01.11.2023 et 01.01.2024)

Article 145 *(applicable à partir du 01.11.2023 et du 01.01.2024 (délégation au Roi))*

(remplacé par l'art. 6 de la loi du 31 juil. 2023 (M.B., 24.08.2023). Texte applicable à partir du 1^{er} jour du 3^e mois qui suit celui de la publication de la loi au M.B., soit le 1^{er} nov. 2023 (art. 14, al. 1^{er}), à l'exception de l'art. 6, 1^o, a) (délégation au Roi) ⁽¹⁾, applicable à partir du 1^{er} janv. 2024 (art. 14, al. 1^{er}, 4^o). Le Roi peut toutefois fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} (art. 14, al. 2))

Les fonctionnaires de l'Administration générale de la documentation patrimoniale sont tenus d'indiquer, moyennant une rétribution, sur la réquisition des héritiers, légataires ou donataires soit d'un époux décédé, soit d'un de ses représentants, les reprises et récompenses qui intéressent cet époux et qui procèdent de contrats translatifs ou déclaratifs de biens immeubles.

En ce cas, les fonctionnaires peuvent exiger que les requérants leur fassent connaître la date du mariage ainsi que le régime matrimonial de l'époux dont il y a lieu de rechercher les reprises et les récompenses.

Note :

(1) L'article d'entrée en vigueur n'a pas été adapté aux amendements (remplacement intégral de l'article). Un erratum sera publié prochainement.

Article 145 (applicable du 30.07.2018 au 31.10.2023 et au 31.12.2023 (délégation au Roi))

(modifié par l'art. 111 de la loi du 11 juil. 2018 (M.B., 20.07.2018 – éd. 2). Texte applicable depuis le 30 juil. 2018 (art. -))

Les bureaux compétents de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale sont tenus d'indiquer, moyennant une rétribution à fixer par le Ministre des Finances, sur la réquisition des héritiers, légataires ou donataires soit d'un époux décédé, soit d'un de ses représentants, les reprises et récompenses qui intéressent cet époux et qui procèdent de contrats translatifs ou déclaratifs de biens immeubles situés dans le ressort de leur bureau.

En ce cas, les bureaux peuvent exiger que les requérants leur fassent connaître la date du mariage ainsi que le régime matrimonial de l'époux dont il y a lieu de rechercher les reprises et les récompenses.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 146 (applicable à partir du 01.01.2025)

(remplacé par l'art. 113 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Les renseignements prévus aux articles 143 à 145 doivent être fournis également aux mandataires des intéressés, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162 *quater*, alinéa 2, pourvu qu'il soit justifié du mandat.

Lorsque le mandataire est une personne physique qui n'agit pas dans l'exercice de sa profession, pourvu qu'il soit justifié du mandat, les renseignements susvisés doivent être fournis sous pli fermé.

Article 146 (applicable du 17.04.1936 au 31.12.2024)

Les renseignements prévus aux articles 143 à 145 doivent être fournis également aux mandataires des intéressés, pourvu qu'il soit justifié du mandat.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2024)

Article 146/1 (applicable à partir du 01.01.2024)

(inséré par l'art. 7 de la loi du 31 juil. 2023 (M.B., 24.08.2023). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2024 (art. 14, al. 1^{er}, 5^o). Le Roi peut toutefois fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} (art. 14, al. 2))

Pour l'exécution du présent chapitre, le Roi peut déterminer :

1° les modalités de la demande, parmi lesquelles la mention, si le demandeur en a un, de son numéro d'identification dans le Registre national des personnes physiques, dans les registres de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale ou de la Banque-Carrefour des entreprises ;

2° les modalités de la délivrance ;

3° le montant des rétributions.

DROIT FUTUR (à partir du 01.11.2023)

Article 146bis (applicable à partir du 01.11.2023)

(al. 2, 3 et 4, remplacés par l'art. 8 de la loi du 31 juil. 2023 (M.B., 24.08.2023). Texte applicable à partir du 1^{er} jour du 3^e mois qui suit celui de la publication de la loi au M.B., soit le 1^{er} nov. 2023 (art. 14, al. 1^{er}). Le Roi peut toutefois fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} (art. 14, al. 2))

Celui qui intervient à quelque titre que ce soit, dans l'application des lois fiscales ou qui a accès dans les bureaux de l'Administration générale de la documentation patrimoniale, est tenu de garder, en dehors de l'exercice de ses fonctions, le secret le plus absolu au sujet de tout ce dont il a eu connaissance par suite de l'exécution de sa mission.

Les personnes appartenant aux services, institutions ou organismes publics auxquels des renseignements, copies ou extraits ont été délivrés conformément aux dispositions du présent chapitre, sont tenues au même secret et elles ne peuvent pas les utiliser en dehors du cadre des dispositions légales pour l'exécution desquelles ils ont été délivrés.

Les fonctionnaires de l'Administration générale de la documentation patrimoniale, restent dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils délivrent des renseignements, copies ou extraits conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 146bis (applicable du 16.05.2016 au 31.10.2023)

(modifié par l'art. 84 de la loi du 27 avr. 2016 (M.B., 06.05.2016). Texte applicable depuis le 16 mai 2016 (art. -))

Celui qui intervient à quelque titre que ce soit, dans l'application des lois fiscales ou qui a accès dans les bureaux de l'Administration générale de la documentation patrimoniale, est tenu de garder, en dehors de l'exercice de ses fonctions, le secret le plus absolu au sujet de tout ce dont il a eu connaissance par suite de l'exécution de sa mission.

Les fonctionnaires de l'Administration générale de la documentation patrimoniale, restent dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils communiquent aux autres services administratifs de l'Etat, y compris les parquets et les greffes des cours et de toutes les juridictions et aux établissements ou organismes publics, les renseignements qui sont nécessaires à ces services, établissements ou organismes pour assurer l'exécution des dispositions légales ou réglementaires dont ils sont chargés.

Les personnes appartenant aux services à qui l'Administration générale de la documentation patrimoniale, a fourni des renseignements d'ordre fiscal en application de l'alinéa précédent sont également tenues au même secret et elles ne peuvent utiliser les renseignements obtenus en dehors du cadre des dispositions légales pour l'exécution desquelles ils ont été fournis.

Par établissements ou organismes publics il faut entendre les institutions, sociétés, associations, établissements et offices à l'administration desquels l'Etat participe, auxquels l'Etat fournit une garantie, sur l'activité desquels l'Etat exerce une surveillance ou dont le personnel de direction est désigné par le gouvernement, sur sa proposition ou moyennant son approbation.

CHAPITRE XVIII - Dispositions communes à tous les impôts

(inséré par l'art. 8 de la loi du 17 août 2013 (M.B., 05.09.2013). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2013 (art. 21))

Article 146ter *(applicable depuis le 01.01.2013)*

(inséré par l'art. 9 de la loi du 17 août 2013 (M.B., 05.09.2013). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2013 (art. 21))

Toutes les administrations qui ressortissent du Service public fédéral Finances sont tenues de mettre à disposition de tous les agents dudit Service public régulièrement chargés de l'établissement ou du recouvrement des impôts tous les renseignements adéquats, pertinents et non excessifs en leur possession, qui contribuent à la poursuite de la mission de ces agents en vue de l'établissement ou du recouvrement de n'importe quel impôt établi par l'Etat.

Tout agent du Service public fédéral Finances, régulièrement chargé d'effectuer un contrôle ou une enquête, est de plein droit habilité à prendre, rechercher ou recueillir les renseignements adéquats, pertinents et non excessifs, qui contribuent à assurer l'établissement ou le recouvrement de n'importe quel autre impôt établi par l'Etat.

Tout renseignement, pièce, procès-verbal ou acte, découvert ou obtenu dans l'exercice de ses fonctions par un agent du Service public fédéral Finances, soit directement, soit par l'entremise d'un service administratif de l'Etat, y compris les parquets et les greffes des cours et tribunaux, les administrations des Communautés et des Régions de l'Etat belge, des provinces, des agglomérations et des communes, ainsi que les établissements et organismes publics, peut être invoqué par l'Etat pour la recherche de toute somme due en vertu des lois d'impôts.

Par établissements et organismes publics, il faut entendre les institutions, sociétés, associations, établissements et offices à l'administration desquels l'Etat, une Communauté ou une Région participe, auxquels l'Etat, une Communauté ou une Région fournit une garantie, sur l'activité desquels l'Etat, une Communauté ou une Région exerce une surveillance ou dont le personnel de direction est désigné par le gouvernement fédéral ou un gouvernement de Communauté ou de Région, sur sa proposition ou moyennant son approbation.

Article 146quater (applicable depuis le 01.01.2023)

(modifié par l'art. 14 de la loi du 21 déc. 2022 (M.B., 30.12.2022 - éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2023 (art. 18))

§ 1^{er}. Le présent article établit les règles et procédures selon lesquelles la Belgique et les autres Etats membres de l'Union européenne coopèrent entre eux aux fins d'échanger les informations vraisemblablement pertinentes pour l'administration et l'application de la législation interne de tous les Etats membres relative aux droits de succession et de mutation par décès.

Le présent article énonce également les dispositions régissant l'échange des informations visées à l'alinéa premier par voie électronique.

Le présent article n'affecte pas l'application des règles relatives à l'entraide judiciaire réciproque en matière pénale. Il ne porte pas non plus atteinte aux obligations dans les Etats membres en matière de coopération administrative plus étendue qui résulteraient d'autres instruments juridiques, y compris d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

§ 2. Aux fins du présent article, on entend par :

1° « directive » : la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE ;

2° « Etat membre » : un Etat membre de l'Union européenne ;

3° « bureau central de liaison » : le bureau qui a été désigné comme tel par l'autorité compétente et qui est le responsable privilégié des contacts avec les autres Etats membres dans le domaine de la coopération administrative ;

4° « service de liaison » : tout bureau autre que le bureau central de liaison qui a été désigné comme tel par l'autorité compétente pour échanger directement des informations en vertu du présent article ;

5° « fonctionnaire compétent » : tout fonctionnaire qui est autorisé par l'autorité compétente à échanger directement des informations en vertu du présent article ;

6° « autorité compétente belge » : l'autorité désignée en tant que telle par la Belgique. Le bureau central de liaison belge, les services de liaison belges et les fonctionnaires compétents belges sont également considérés comme l'autorité compétente belge par délégation ;

7° « autorité compétente étrangère » : l'autorité désignée en tant que telle par un Etat membre autre que la Belgique. Le bureau central de liaison, les services de liaison et les fonctionnaires compétents de cet Etat membre sont également considérés comme l'autorité compétente étrangère par délégation ;

8° « autorité requérante » : le bureau central de liaison, un service de liaison ou tout fonctionnaire compétent d'un Etat membre qui formule une demande d'assistance au nom de l'autorité compétente belge ou d'une autorité compétente étrangère ;

9° « autorité requise » : le bureau central de liaison, un service de liaison ou tout fonctionnaire compétent d'un Etat membre qui reçoit une demande d'assistance au nom de l'autorité compétente belge ou d'une autorité compétente étrangère ;

10° « enquête administrative » : l'ensemble des contrôles, vérifications et actions réalisés par les Etats membres dans l'exercice de leurs responsabilités en vue d'assurer la bonne application de la législation fiscale ;

11° « échange automatique » :

a) pour l'application des paragraphes 6, alinéa 1^{er}, 6/1, et 6/3, la communication systématique à un autre Etat membre, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés ;

b) pour l'application de toutes les dispositions du présent article autres que celles des paragraphes 6, alinéa 1^{er}, 6/1 et 6/3 précités, la communication systématique des informations prédéfinies conformément aux points a) et b).

12° « échange spontané » : la communication ponctuelle, à tout moment et sans demande préalable, d'informations à un autre Etat membre ;

13° « personne » :

a. une personne physique ;

b. une personne morale ;

c. lorsque la législation en vigueur le prévoit, une association de personnes à laquelle est reconnue la capacité d'accomplir des actes juridiques, mais qui ne possède pas le statut de personne morale ; ou

d. toute autre construction juridique quelles que soient sa nature et sa forme, dotée ou non de la personnalité

juridique, possédant ou gérant des actifs qui, y compris le revenu qui en dérive, sont soumis à l'un des impôts relevant de la directive ;

14° « par voie électronique » : au moyen d'équipements électroniques de traitement - y compris la compression numérique - et de stockage des données, par liaison filaire, radio, procédés optiques ou tout autre procédé électromagnétique ;

15° « réseau CCN » : la plate-forme commune fondée sur le réseau commun de communication, mise au point par l'Union européenne pour assurer toutes les transmissions par voie électronique entre autorités compétentes dans les domaines douanier et fiscal ;

16° « décision fiscale anticipée en matière transfrontière » : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu'il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d'un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

a) est émis, modifié ou renouvelé par le SPF Finances, que ces décisions soient effectivement utilisées ou non ;

b) est émis, modifié ou renouvelé, à l'intention d'une personne ou d'un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s'en prévaloir ;

c) porte sur l'interprétation ou l'application d'une disposition législative ou administrative concernant l'administration ou l'application du Code et des dispositions autonomes liées aux droits de succession ;

d) se rapporte à une opération transfrontière et

e) est établi préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle l'opération, la série d'opérations ou les activités ont eu lieu.

17° « opération transfrontière » telle que mentionnée au 16° : une opération ou une série d'opérations qui remplit une ou plusieurs des conditions suivantes :

a) dans lesquelles toutes les parties à l'opération ou à la série d'opérations ne sont pas résidentes fiscales sur le territoire belge ayant émis, modifié ou renouvelé la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ;

b) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations est résidente fiscale dans plus d'une juridiction simultanément ;

c) lorsque cette opération ou série d'opérations a une incidence transfrontière.

18° "entreprise associée", pour l'application du paragraphe 6/3: une personne qui est liée à une autre personne au moins de l'une des façons suivantes :

a) une personne participe à la gestion d'une autre personne lorsqu'elle est en mesure d'exercer une influence notable sur l'autre personne ;

b) une personne participe au contrôle d'une autre personne au moyen d'une participation qui dépasse 25 % des droits de vote ;

c) une personne participe au capital d'une autre personne au moyen d'un droit de propriété qui, directement ou indirectement, dépasse 25 % du capital ;

d) une personne a droit à 25 % ou plus des bénéfices d'une autre personne.

Si plusieurs personnes participent, comme indiqué aux points a) à d), à la gestion, au contrôle, au capital ou aux bénéfices d'une même personne, toutes les personnes concernées sont assimilées à des entreprises associées.

Si les mêmes personnes participent, comme indiqué aux points a) à d), à la gestion, au contrôle, au capital ou aux bénéfices de plusieurs personnes, toutes les personnes concernées sont assimilées à des entreprises associées.

Pour l'application du présent point, une personne qui agit avec une autre personne en ce qui concerne les droits de vote ou la détention de parts de capital d'une entité est considérée comme détenant une participation dans l'ensemble des droits de vote ou des parts de capital de ladite entité détenus par l'autre personne.

En ce qui concerne les participations indirectes, le respect des critères énoncés au point c) est déterminé en multipliant les taux de détention successivement aux différents niveaux. Une personne détenant plus de 50 % des droits de vote est réputée détenir 100 % de ces droits.

Une personne physique, son conjoint et ses ascendants ou descendants directs sont considérés comme une seule et unique personne.

19° "Contrôle conjoint": désigne une enquête administrative menée conjointement par les autorités compétentes de deux Etats membres ou plus, et liée à une ou plusieurs personnes présentant un intérêt commun ou complémentaire pour les autorités compétentes de ces Etats membres ;

20° "Violation de données": désigne une violation de la sécurité entraînant la destruction, la perte, l'altération ou tout incident occasionnant un accès inapproprié ou non autorisé, la divulgation ou l'utilisation d'informations, y compris, mais sans s'y limiter, de données à caractère personnel transmises, stockées ou traitées d'une autre manière, à la suite d'actes illicites délibérés, de négligences ou d'accidents. Une violation de données peut concerner la confidentialité, la disponibilité et l'intégrité des données.

§ 3. L'autorité compétente belge échange les informations avec les autorités compétentes étrangères.

§ 4. L'autorité compétente belge peut, dans un cas particulier, demander à une autorité compétente étrangère de lui communiquer toutes les informations visées au § 1^{er}, dont celle-ci dispose ou qu'elle a obtenues à la suite d'une enquête administrative. La demande peut comprendre une demande motivée portant sur une enquête administrative précise.

L'autorité compétente belge peut demander à l'autorité requérante de lui communiquer les documents

originaux.

§ 5. L'autorité compétente belge communique à une autorité compétente étrangère qui les lui demande dans un cas particulier, toutes les informations visées au § 1^{er}, dont elle dispose ou qu'elle a obtenues suite à l'exécution d'une enquête administrative nécessaire à l'obtention de ces informations.

Le cas échéant, l'autorité compétente belge avise l'autorité requérante des raisons pour lesquelles elle estime qu'une enquête administrative n'est pas nécessaire.

Pour obtenir les informations demandées ou pour procéder à l'enquête administrative demandée, l'autorité compétente belge suit les mêmes procédures que si elle agissait d'initiative ou à la demande d'une autre instance belge.

En cas de demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité compétente belge communique les documents originaux sauf si les dispositions belges s'y opposent.

Les communications sont effectuées par l'autorité compétente belge le plus rapidement possible, et au plus tard trois mois à compter de la date de réception de la demande. Toutefois, lorsque l'autorité compétente belge est déjà en possession des informations concernées, les communications sont effectuées dans un délai de deux mois suivant cette date. Pour certains cas particuliers l'autorité compétente belge et l'autorité requérante peuvent fixer d'un commun accord des délais différents.

L'autorité compétente belge accuse réception de la demande immédiatement à l'autorité requérante, si possible par voie électronique, et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables après l'avoir reçue.

L'autorité compétente belge notifie à l'autorité requérante les éventuelles lacunes constatées dans la demande ainsi que, le cas échéant, la nécessité de fournir d'autres renseignements de caractère général, dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande. Dans ce cas, les délais fixés à l'alinéa cinq débutent à la date à laquelle l'autorité compétente belge a reçu les renseignements complémentaires.

Lorsque l'autorité compétente belge n'est pas en mesure de répondre à la demande dans le délai prévu, elle informe l'autorité requérante immédiatement, et en tout état de cause dans les trois mois suivant la réception de la demande, des motifs qui expliquent le non-respect de ce délai ainsi que de la date à laquelle elle estime pouvoir y répondre. Ce délai ne peut excéder six mois à compter de la date de réception de la demande.

Lorsque l'autorité compétente belge ne dispose pas des informations demandées et n'est pas en mesure de répondre à la demande d'informations ou refuse d'y répondre pour les motifs visés au § 20, elle informe l'autorité requérante de ses raisons immédiatement, et en tout état de cause dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande.

§ 5/1. Aux fins d'une demande visée au paragraphe 4 et au paragraphe 5, les informations demandées sont réputées être vraisemblablement pertinentes lorsque, au moment de l'introduction de la demande, l'autorité requérante estime que, conformément à sa législation nationale, il existe une possibilité raisonnable que les informations demandées soient pertinentes pour les affaires fiscales d'un ou plusieurs contribuables, identifiés nommément ou autrement, et justifiées aux fins de l'enquête.

Dans le but de démontrer la pertinence vraisemblable des informations demandées, l'autorité compétente requérante fournit au moins à l'autorité requise les informations suivantes :

- a) la finalité fiscale des informations demandées ;
- b) la spécification des informations nécessaires à l'administration ou à l'application de son droit national.

§ 5/2. Une demande, telle que visée au paragraphe 4 et au paragraphe 5, peut concerner un groupe de contribuables qui ne peuvent pas être identifiés individuellement mais peuvent être désignés uniquement sur la base d'un ensemble commun de caractéristiques.

En pareils cas, l'autorité compétente requérante fournit les informations suivantes à l'autorité requise :

- a) une description détaillée du groupe ;
- b) une explication du droit applicable et des faits sur la base desquels il existe des raisons de penser que les contribuables du groupe n'ont pas respecté le droit applicable ;
- c) une explication de la manière dont les informations demandées contribueraient à déterminer le respect, par les contribuables du groupe, de leurs obligations ;
- d) le cas échéant, les faits et circonstances relatifs à l'intervention d'un tiers qui a activement contribué au non-respect potentiel du droit applicable par les contribuables du groupe.

§ 6. L'autorité compétente belge communique à l'autorité compétente étrangère, dans le cadre de l'échange automatique, toutes les informations dont elle dispose au sujet des personnes résidant dans cet autre Etat membre et qui concernent les catégories suivantes spécifiques de revenu et de capital au sens de la législation belge :

- a) revenus d'emploi ;
- b) tantièmes et jetons de présence ;
- c) produits d'assurance sur la vie non couverts par d'autres actes juridiques de l'Union concernant l'échange d'informations et d'autres mesures similaires ;
- d) pensions ;
- e) propriété et revenus de biens immobiliers ;
- f) redevances.

Pour les périodes imposables débutant le 1^{er} janvier 2024 ou après cette date, la communication des informations mentionnées au premier alinéa inclut le numéro d'identification fiscale (NIF) de résidents qui a été délivré par l'Etat membre de résidence.

La Belgique informe chaque année la Commission d'au minimum deux catégories de revenu et de capital mentionnées au premier alinéa, pour lesquelles ils communiquent des informations au sujet de résidents dans un autre Etat membre.

La communication des informations est effectuée au moins une fois par an, et au plus tard six mois après la fin de l'année civile au cours de laquelle les informations sont devenues disponibles.

Les « informations disponibles » désignent des informations figurant dans les dossiers fiscaux de l'Etat membre qui communique les informations et pouvant être consultées conformément aux procédures de collecte et de traitement des informations applicables dans cet Etat membre.

§ 6/1. Dans le cadre de l'échange automatique et obligatoire d'informations sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière, les conditions sont les suivantes :

1° l'autorité compétente belge communique, par échange automatique, des informations, aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24 lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière a été émise, modifiée ou renouvelée après le 31 décembre 2016.

2° l'autorité compétente belge communique également, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24, des informations aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière émises, modifiées ou renouvelées au cours d'une période commençant cinq ans avant le 1^{er} janvier 2017.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, cette communication est effectuée à condition que ces décisions fussent toujours valables au 1^{er} janvier 2014.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016, cette communication est effectuée, que ces décisions soient toujours valables ou non.

3° Les 1° et 2° ne sont pas applicables lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière concerne et implique exclusivement les affaires fiscales d'une ou de plusieurs personnes physiques.

4° L'échange d'informations est effectué comme suit :

a) pour les informations échangées en application du 1° : sans tarder après l'émission, la modification ou le renouvellement des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ou des accords préalables en matière de prix de transfert et au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ou les accords préalables en matière de prix de transfert ont été émis, modifiés ou renouvelés.

b) pour les informations échangées en application du 2° : avant le 1^{er} janvier 2018.

5° Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité compétente belge en application des 1° et 2°, comprennent les éléments suivants :

- a) l'identification de la personne, et, le cas échéant, du groupe de personnes auquel celle-ci appartient ;
- b) un résumé de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou de l'accord préalable en matière de prix de transfert, y compris une description des activités commerciales, opérations ou séries d'opérations concernées et toute autre information qui pourrait aider l'autorité compétente à évaluer un risque fiscal potentiel, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public.
- c) les dates de l'émission, de la modification ou du renouvellement de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ;
- d) la date de début de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée ;
- e) la date de la fin de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée ;
- f) le type de décision fiscale anticipée en matière transfrontière ;
- g) le montant de l'opération ou de la série d'opérations sur laquelle porte la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si un tel montant est visé dans la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ;
- h) l'identification des autres Etats membres, le cas échéant, qui seraient susceptibles d'être concernés par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ;
- i) l'identification, dans les autres Etats membres, le cas échéant, de toute personne susceptible d'être concernée par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière en indiquant à quels Etats membres les personnes concernées sont liées ;

6° Les informations définies au 5°, *a)*, *b)*, et *i)*, du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne.

7° L'autorité compétente belge accuse réception des informations, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente qui les lui a communiquées, sans tarder et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables. Cette mesure est applicable jusqu'à ce que le répertoire visé au § 24, alinéas 3 et 4, devienne opérationnel.

8° L'autorité compétente belge peut, conformément au § 4, et eu égard aux dispositions du § 24, alinéa 2, demander des informations complémentaires, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

§ 6/2. L'autorité compétente belge communique à la Commission européenne, annuellement et pour la

première fois avant le 1^{er} janvier 2018, des statistiques sur le volume des échanges automatiques en application des §§ 6 et 6/1 et, dans la mesure du possible, des informations sur les coûts et bénéfices, administratifs et autres, liés aux échanges qui ont eu lieu et aux changements éventuels, tant pour les administrations fiscales que pour des tiers.

§ 6/3. L'autorité belge compétente communique dans le délai prévu à l'alinéa 3 les données visées à l'alinéa 2, concernant les dispositifs transfrontières dont elle a été informée par l'intermédiaire ou le contribuable concerné conformément aux articles 146*sexies* à 146*terdecies*, par voie d'un échange automatique avec les autorités compétentes de tous les autres Etats membres.

Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité belge compétente en vertu de l'alinéa précédent comprennent les éléments suivants, le cas échéant :

1° l'identification des intermédiaires et des contribuables concernés, visés à l'article 146*sexies*, 4° et 5°, y compris leur nom, leur date et lieu de naissance (pour les personnes physiques), leur résidence fiscale, leur numéro fiscal d'identification et, le cas échéant, les personnes qui, conformément au paragraphe 2, 18°, sont des entreprises associées au contribuable concerné ;

2° des informations détaillées sur les marqueurs recensés visés à l'article 146*septies* selon lesquels le dispositif transfrontière doit faire l'objet d'une déclaration ;

3° un résumé du contenu du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, y compris une référence à la dénomination par laquelle il est communément connu, le cas échéant, et une description des activités commerciales ou dispositifs pertinents, présentée de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public ;

4° la date à laquelle la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration a été accomplie ou sera accomplie ;

5° des informations détaillées sur les dispositions nationales sur lesquelles se fonde le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

6° la valeur du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

7° l'identification de l'Etat membre du ou des contribuable(s) concerné(s) ainsi que de tout autre Etat membre susceptible d'être concerné par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

8° l'identification, dans les Etats membres, de toute autre personne susceptible d'être concernée par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration en indiquant à quels Etats membres cette personne est liée.

L'échange automatique est effectué dans un délai d'un mois à compter de la fin du trimestre au cours duquel les informations ont été transmises. Les premières informations sont communiquées le 31 octobre 2020 au plus tard.

Les informations visées à l'alinéa 2, 1°, 3° et 8° du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne. ⁽¹⁾

§ 7. Dans les cas suivants, l'autorité compétente belge communique spontanément à l'autorité compétente étrangère les informations visées au § 1^{er} :

1° l'autorité compétente belge a des raisons de présumer qu'il peut exister une perte d'impôt ou de taxe dans l'autre Etat membre ;

2° un contribuable obtient, en Belgique, une réduction ou une exonération de taxe ou d'impôt qui devrait entraîner pour lui une augmentation de taxe ou d'impôt ou un assujettissement à une taxe ou à l'impôt dans l'autre Etat membre ;

3° des affaires entre un contribuable en Belgique et un contribuable d'un autre Etat membre sont traitées dans un ou plusieurs pays, de manière à pouvoir entraîner une diminution de taxe ou d'impôt dans l'un ou l'autre Etat membre ou dans les deux ;

4° l'autorité compétente belge a des raisons de présumer qu'il peut exister une diminution de taxe ou d'impôt résultant de transferts fictifs de bénéficiaires à l'intérieur de groupes d'entreprises ;

5° l'autorité compétente belge, à la suite des informations communiquées par une autorité compétente étrangère, a recueilli des informations qui sont adéquates, pertinentes et non excessives pour l'établissement d'une taxe ou de l'impôt dans cet autre Etat membre.

L'autorité compétente belge peut communiquer spontanément à une autorité compétente étrangère les informations dont elle a connaissance et qui sont adéquates, pertinentes et non excessives à cet autorité compétente étrangère.

L'autorité compétente belge qui dispose d'informations visées à l'alinéa 1^{er} les communique à l'autorité compétente étrangère de tout Etat membre intéressé le plus rapidement possible, et au plus tard un mois après que lesdites informations sont disponibles.

§ 8. L'autorité compétente belge à laquelle des informations visées au § 7 sont communiquées en accuse réception, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente étrangère qui les lui a communiquées, immédiatement et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables après les avoir reçues.

§ 9. Aux fins de l'échange des informations visées au § 1^{er}, l'autorité compétente belge peut demander à une autorité compétente étrangère que des fonctionnaires habilités par la première et sous les conditions fixées par l'autorité compétente étrangère, puissent :

1° être présents, sur le territoire de l'Etat membre, dans les bureaux où les autorités administratives de l'Etat membre exécutent leurs tâches ;

2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire de l'autorité compétente étrangère ;

3° participer aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire de l'autre Etat membre en utilisant des moyens de communication électroniques, le cas échéant.

Dans les cas où des fonctionnaires habilités par la Belgique assistent aux enquêtes administratives ou y participent en recourant à des moyens de communication électroniques, ils peuvent interroger des personnes et examiner des documents, sous réserve des modalités de procédure définies par l'autorité compétente étrangère.

§ 10. Aux fins de l'échange des informations visées au § 1^{er}, l'autorité compétente d'un Etat membre peut demander à l'autorité compétente belge que des fonctionnaires habilités par la première et sous les conditions fixées par l'autorité compétente belge, puissent :

1° être présents, en Belgique, dans les bureaux où le SPF Finances exécute ses tâches ;

2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire belge ;

3° participer aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire belge en utilisant des moyens de communication électroniques, le cas échéant.

L'autorité compétente belge répond à la demande présentée conformément à l'alinéa 1^{er} dans un délai de 60 jours suivant la réception de la demande, afin de confirmer son accord ou de signifier à l'autorité compétente étrangère son refus motivé.

Lorsque les informations demandées figurent dans des documents auxquels les fonctionnaires de l'autorité compétente belge ont accès, les fonctionnaires de l'autorité requérante en reçoivent des copies.

Dans les cas où des fonctionnaires de l'autorité requérante assistent aux enquêtes administratives ou y participent en recourant à des moyens de communication électroniques, ils peuvent interroger des personnes et examiner des documents, sous réserve des modalités de procédure définies par l'autorité compétente belge.

Tout refus d'une personne faisant l'objet d'une enquête de se conformer aux mesures d'inspection des fonctionnaires de l'autorité requérante est considéré par l'autorité compétente belge comme un refus opposé à ses propres fonctionnaires.

Les fonctionnaires habilités par l'Etat membre requérant, présents en Belgique conformément à l'alinéa 1^{er}, doivent toujours être en mesure de présenter un mandat écrit précisant leur identité et leur qualité officielle.

§ 11. Lorsque la Belgique convient avec un ou plusieurs autres Etats membres de procéder, chacun sur leur propre territoire, à des contrôles simultanés en ce qui concerne une ou plusieurs personnes présentant pour eux un intérêt commun ou complémentaire, en vue d'échanger les informations ainsi obtenues, ce § s'applique.

L'autorité compétente belge identifie de manière indépendante les personnes qu'elle a l'intention de proposer pour un contrôle simultané. Elle informe l'autorité compétente étrangère des Etats membres concernés de tous les dossiers pour lesquels elle propose un contrôle simultané, en motivant son choix. Elle indique le délai

dans lequel le contrôle doit être réalisé.

Lorsqu'un contrôle simultané a été proposé à l'autorité compétente belge, celle-ci décide si elle souhaite participer au contrôle simultané. Elle confirme son accord à l'autorité compétente étrangère ayant proposé le contrôle ou lui signifie son refus en le motivant dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la proposition.

L'autorité compétente belge désigne un représentant chargé de superviser et de coordonner le contrôle.

§ 11/1. L'autorité compétente d'un ou de plusieurs Etats membres peut demander à l'autorité compétente belge de mener un contrôle conjoint. L'autorité compétente belge accepte ou refuse la demande de contrôle conjoint dans un délai de 60 jours à compter de la réception de celle-ci et motive sa décision en cas de refus.

Les contrôles conjoints sont menés de manière convenue au préalable et coordonnée, y compris en ce qui concerne le régime linguistique, par l'autorité compétente de l'Etat membre requérant, par l'autorité compétente belge et, le cas échéant, par les autorités compétentes des autres Etats membres requis, et conformément à la législation et aux exigences procédurales belge. L'autorité compétente belge désigne un représentant chargé de superviser et de coordonner le contrôle conjoint sur le territoire belge.

Les droits et obligations des fonctionnaires des Etats membres qui participent au contrôle conjoint sur le territoire belge, sont déterminés conformément à la législation belge. Tout en respectant cette législation, les fonctionnaires d'un autre Etat membre n'exercent aucun pouvoir qui irait au-delà des pouvoirs qui leur sont conférés par la législation de leur Etat membre.

Sans préjudice des alinéas 2 et 3 et aux fins des contrôles conjoints visés à l'alinéa 1^{er}, réalisés sur le territoire belge, les fonctionnaires d'autres Etats membres qui participent aux activités du contrôle conjoint sont autorisés à interroger des personnes et à examiner des documents en coopération avec les fonctionnaires de l'autorité compétente belge, sous réserve des modalités de procédure prévues en Belgique.

Sans préjudice des alinéas 2 et 3 et aux fins des contrôles conjoints visés à l'alinéa 1^{er}, réalisés sur le territoire belge, les éléments de preuve recueillis au cours des activités du contrôle conjoint sont évalués, y compris en ce qui concerne leur recevabilité, dans les mêmes conditions juridiques que celles qui s'appliqueraient dans le cas d'un contrôle classique effectué en Belgique par des fonctionnaires belges y compris au cours d'une procédure de réclamation, de réexamen ou de recours.

Sans préjudice des alinéas 2 et 3 et aux fins des contrôles conjoints visés à l'alinéa 1^{er}, réalisés sur le territoire belge, la ou les personnes faisant l'objet d'un contrôle conjoint ou affectées par celui-ci jouissent des mêmes droits et ont les mêmes obligations que ceux qui s'appliqueraient dans le cas d'un contrôle classique qui se déroulerait avec la seule participation des fonctionnaires belges y compris au cours d'une procédure de réclamation, de réexamen ou de recours.

Lorsque l'autorité compétente belge et l'autorité compétente d'un ou de plusieurs autres Etats membres mènent un contrôle conjoint, elles s'efforcent de convenir des faits et des circonstances pertinents pour le contrôle conjoint et de parvenir à un accord concernant la position fiscale de la ou des personnes ayant fait l'objet du contrôle sur la base des résultats de ce dernier. Les conclusions du contrôle conjoint sont intégrées dans un rapport final. Les questions sur lesquelles les autorités compétentes sont d'accord figurent dans les

conclusions du rapport final et sont prises en compte dans les instruments appropriés émis par les autorités compétentes des Etats membres participants à la suite de ce contrôle conjoint.

La ou les personnes ayant fait l'objet d'un contrôle sont informées des résultats du contrôle conjoint et reçoivent une copie du rapport final, dans les 60 jours suivant l'émission du rapport final.

§ 11/2. L'autorité compétente belge peut demander à l'autorité compétente d'un ou plusieurs États membres de mener un contrôle conjoint.

Les contrôles conjoints sont menés de manière convenue au préalable et coordonnée, y compris en ce qui concerne le régime linguistique, par les autorités compétentes concernées, et conformément à la législation et aux exigences procédurales de l'Etat membre dans lequel les activités de contrôle conjoint sont menées.

Les droits et obligations des fonctionnaires belges qui participent au contrôle conjoint sur le territoire d'un autre Etat membre, sont déterminés conformément à la législation de cet Etat membre. Tout en respectant cette législation, les fonctionnaires belges n'exercent aucun pouvoir qui irait au-delà des pouvoirs qui leur sont conférés par la législation belge.

Sans préjudice des alinéas 2 et 3 et aux fins des contrôles conjoints visés à l'alinéa 1^{er}, réalisés sur le territoire d'un autre Etat membre, les éléments de preuve recueillis au cours des activités du contrôle conjoint sont évalués, y compris en ce qui concerne leur recevabilité, dans les mêmes conditions juridiques que celles qui s'appliqueraient dans le cas d'un contrôle classique effectué en Belgique par des fonctionnaires belges.

Lorsque l'autorité compétente belge et l'autorité compétente d'un ou de plusieurs autres Etats membres mènent un contrôle conjoint, elles s'efforcent de convenir des faits et des circonstances pertinents pour le contrôle conjoint et de parvenir à un accord concernant la position fiscale de la ou des personnes ayant fait l'objet du contrôle sur la base des résultats de ce dernier. Les conclusions du contrôle conjoint sont intégrées dans un rapport final. Les questions sur lesquelles les autorités compétentes sont d'accord figurent dans les conclusions du rapport final et sont prises en compte dans les instruments appropriés émis par les autorités compétentes des Etats membres participants à la suite de ce contrôle conjoint.

La ou les personnes ayant fait l'objet d'un contrôle sont informées des résultats du contrôle conjoint et reçoivent une copie du rapport final, dans les 60 jours suivant l'émission du rapport final.

§ 12. L'autorité compétente belge peut demander à une autorité compétente étrangère de notifier, conformément aux règles régissant la notification des actes correspondants dans l'Etat membre requis, au destinataire, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives belges et concernant l'application en Belgique de la législation relative aux droits de succession et de mutation par décès.

La demande de notification indique le nom et l'adresse du destinataire ainsi que tout autre renseignement susceptible de faciliter son identification et mentionne l'objet de l'acte ou de la décision à notifier.

L'autorité compétente belge n'adresse une demande de notification que lorsqu'elle n'est pas en mesure de notifier conformément aux règles belges, ou lorsqu'une telle notification entraînerait des difficultés disproportionnées. L'autorité compétente belge peut notifier un document, par envoi recommandé ou par voie électronique, directement à une personne établie sur le territoire d'un autre Etat membre.

§ 13. A la demande d'une autorité compétente étrangère, l'autorité compétente belge notifie au destinataire, conformément aux règles belges régissant la notification des actes correspondants, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives de l'Etat membre requérant et concernant l'application sur son territoire de la législation relative aux droits de succession et de mutation par décès.

L'autorité compétente belge informe immédiatement l'autorité requérante de la suite qu'elle a donnée à la demande et en particulier de la date à laquelle la décision ou l'acte a été notifié au destinataire.

§ 14. Lorsqu'une autorité compétente étrangère a communiqué des informations en application des §§ 4 ou 8 et qu'un retour d'informations est demandé, l'autorité compétente belge qui a reçu les informations, fournit, sans préjudice des règles relatives au secret professionnel et à la protection des données applicables en Belgique, à l'autorité compétente étrangère qui les a communiquées, le plus rapidement possible et au plus tard trois mois après que les résultats de l'exploitation des informations reçues sont connus.

L'autorité compétente belge fournit une fois par an aux Etats membres concernés un retour d'informations sur l'échange automatique, selon les modalités pratiques convenues de manière bilatérale.

§ 15. L'autorité compétente belge qui a communiqué des informations en application des §§ 5 ou 7, peut demander à l'autorité compétente étrangère qui les a reçues, de lui donner son avis en retour sur celles-ci.

§ 16. Lorsqu'un service de liaison belge ou un fonctionnaire compétent belge reçoit une demande de coopération qui ne relève pas de la compétence qui lui est attribuée conformément à la législation belge ou à la politique belge, il la transmet sans délai au bureau central de liaison belge et en informe l'autorité compétente étrangère requérante. En pareil cas, la période prévue au § 5 commence le jour suivant celui où la demande est transmise au bureau central de liaison belge.

§ 17. Les informations dont dispose l'Etat belge en application du présent article sont couvertes par l'obligation de secret de l'article 146bis et bénéficient de la protection de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions.

Ces informations peuvent servir :

1° à l'établissement, à l'application et au contrôle des taxes et impôts visés à l'article 2 de la directive ainsi qu'à la T.V.A. et à d'autres taxes indirectes, ainsi qu'à l'application du droit belge ;

2° à l'établissement et au recouvrement d'autres taxes et droits relevant de l'article 3 de la loi du 9 janvier 2012 transposant la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, et pour établir et recouvrer des cotisations sociales obligatoires ;

3° à l'occasion de procédures judiciaires et administratives pouvant entraîner des sanctions, engagées à la suite d'infractions à la législation en matière fiscale, sans préjudice des règles générales et des dispositions légales régissant les droits des prévenus et des témoins dans le cadre de telles procédures.

Avec l'autorisation de l'autorité compétente étrangère qui a communiqué les informations conformément à la directive et pour autant que cela soit autorisé par la législation belge, les informations et documents reçus de cette autorité peuvent être utilisés à des fins autres que celles visées à l'alinéa 2.

Lorsque l'autorité compétente belge estime que les informations qu'elle a reçues d'une autorité compétente étrangère sont susceptibles d'être utiles à l'autorité compétente étrangère d'un troisième Etat membre pour les fins visées à l'alinéa 2, elle informe l'autorité compétente de l'Etat membre à l'origine des informations de son intention de communiquer ces informations à un troisième Etat membre. Si l'autorité compétente de l'Etat membre à l'origine des informations ne s'oppose pas dans un délai de dix jours à compter de la date de réception de la communication à cet échange d'informations, l'autorité compétente belge peut transmettre les informations à l'autorité compétente étrangère du troisième Etat membre à condition qu'elle respecte les règles et procédures fixées dans cet article.

Lorsque l'autorité compétente belge estime que les informations transmises par une autorité compétente étrangère peuvent être utiles pour les fins visées à l'alinéa 3, et que ces finalités n'ont pas fait l'objet, par l'autorité compétente de l'Etat membre d'où proviennent ces informations, d'une communication autorisant automatiquement l'utilisation de ces informations pour les fins visées par l'autorité compétente belge, elle demande pour ce faire, l'autorisation à l'autorité compétente de l'Etat membre d'où proviennent ces informations.

Les informations, rapports, attestations et tous autres documents, ou les copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers, obtenus par l'autorité requise et transmis à l'autorité compétente belge requérante conformément au présent article sont invoqués comme éléments de preuve par les instances compétentes belges au même titre que les informations, rapports, attestations et tous autres documents équivalents fournis par une autre instance belge.

§ 18. L'autorité compétente belge peut autoriser l'utilisation, dans l'Etat membre qui les reçoit, des informations communiquées conformément au présent article, à d'autres fins que celles visées au § 17, alinéa 2. L'autorité compétente belge donne l'autorisation à condition que leur utilisation soit possible en Belgique à des fins similaires.

L'autorité compétente belge communique aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres une liste des finalités, autres que celles visées au paragraphe 1^{er}, pour lesquelles, conformément à son droit national, des informations et documents peuvent être utilisés. L'autorité compétente qui reçoit les informations et les documents peut utiliser les informations et documents reçus sans obtenir l'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} pour l'une des finalités énumérées par l'autorité compétente belge.

L'autorité compétente belge peut autoriser l'utilisation des informations transmises par une autorité compétente étrangère à une autorité compétente d'un troisième Etat membre et qui proviennent de la Belgique, dans ce troisième Etat membre pour les fins visées au § 17, alinéa 3.

§ 19. Préalablement à la demande d'informations visée au § 4, l'autorité compétente belge doit d'abord avoir exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.

L'autorité compétente belge fournit à une autorité compétente étrangère les informations visées au § 5, à condition que l'autorité compétente étrangère ait déjà exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.

§ 20. L'autorité compétente belge n'est pas autorisée à procéder à des enquêtes ou de transmettre des informations dès lors que la réalisation de telles enquêtes ou la collecte des informations en question aux propres fins de la Belgique serait contraire à sa législation.

L'autorité compétente belge peut refuser de transmettre des informations lorsque :

1° l'Etat membre requérant n'est pas en mesure, pour des raisons juridiques, de fournir des informations similaires ;

2° si cela conduirait à divulguer un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial, ou une information dont la divulgation serait contraire à l'ordre public.

L'autorité compétente belge informe l'autorité requérante des motifs du rejet de la demande d'informations.

§ 21. L'autorité compétente belge met en œuvre son dispositif de collecte de renseignements afin d'obtenir les informations demandées, même si ces dernières ne lui sont pas nécessaires pour ses propres besoins fiscaux. Cette obligation s'applique sans préjudice du § 20, alinéas 1^{er} et 2, dont les dispositions ne sauraient en aucun cas être interprétées comme autorisant la Belgique à refuser de fournir des informations au seul motif que ces dernières ne présentent pour elle aucun intérêt.

Le § 20, alinéa 1^{er} et alinéa 2, 2°, ne saurait en aucun cas être interprété comme autorisant l'autorité compétente belge à refuser de fournir des informations au seul motif que ces informations sont détenues par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire, ou qu'elles se rapportent à une participation au capital d'une personne.

Nonobstant l'alinéa 2, l'autorité compétente belge peut refuser de transmettre des informations demandées lorsque celles-ci portent sur des périodes imposables antérieures au 1^{er} janvier 2011 et que la transmission de ces informations aurait pu être refusée sur la base de l'article 8, point 1^{er}, de la directive 77/799/CE si elle avait été demandée avant le 11 mars 2011.

§ 22. Lorsque l'autorité belge offre à un pays tiers une coopération plus étendue que celle prévue par la directive, elle ne peut pas refuser cette coopération étendue à un autre Etat membre souhaitant prendre part à une telle forme de coopération mutuelle plus étendue.

§ 23. Les demandes d'informations et d'enquêtes administratives introduites en vertu du § 4, ainsi que les réponses en vertu du § 5, les accusés de réception, les demandes de renseignements de caractère général et les déclarations d'incapacité ou de refus au titre du § 5 sont, dans la mesure du possible, transmis au moyen d'un formulaire type adopté par la Commission. Les formulaires types peuvent être accompagnés de rapports, d'attestations et de tous autres documents, ou de copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers.

Les formulaires types visés à l'alinéa 1^{er} comportent au moins les informations suivantes, que doit fournir

l'autorité requérante :

a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête et, dans le cas de demandes concernant un groupe visées au § 5/2, une description détaillée du groupe ;

b) la finalité fiscale des informations demandées.

L'autorité compétente belge peut, dans la mesure où ils sont connus et conformément à l'évolution de la situation internationale, fournir les noms et adresses de toutes les personnes dont il y a lieu de penser qu'elles sont en possession des informations demandées, ainsi que tout élément susceptible de faciliter la collecte des informations par l'autorité requise.

Les informations échangées spontanément et l'accusé de réception les concernant, au titre, respectivement, des §§ 7 et 8, les demandes de notification administrative au titre des §§ 12 et 13, les retours d'information au titre des §§ 14 et 15, les communications au titre des §§ 17, alinéa 2 et 18, et au § 25, alinéa 2, sont transmis à l'aide des formulaires types adoptés par la Commission.

Les échanges automatiques d'informations au titre des §§ 6 et 6/1 sont effectués dans un format informatique standard conçu pour faciliter cet échange automatique, adopté par la Commission.

§ 24. Les informations communiquées au titre du présent article sont, dans la mesure du possible, fournies par voie électronique au moyen du réseau CCN.

Les demandes de coopération, y compris les demandes de notification et les pièces annexées, peuvent être rédigées dans toute langue choisie d'un commun accord par l'autorité requise et l'autorité requérante. Lesdites demandes ne sont accompagnées d'une traduction dans l'une des langues officielles de la Belgique que dans des cas particuliers et à condition que l'autorité compétente belge motive sa demande de traduction.

Afin de satisfaire aux exigences de l'échange automatique prévu dans le § 6/1, 1° et 2, les informations qui doivent être communiquées sont enregistrées dans un répertoire central sécurisé destiné aux Etats membres concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal mis au point et fourni, au plus tard le 31 décembre 2017, par la Commission. Les autorités compétentes belges ont accès aux informations enregistrées dans ce répertoire.

Article 146quinquies (applicable depuis le 09.04.2018)

(inséré par l'art. 91 de la loi du 26 mars 2018 (M.B., 30.03.2018 - éd. 2). Texte applicable depuis le 9 avr. 2018 (art. -))

Les dispositions du présent Code ne font pas obstacle au droit pour l'État de demander la réparation du dommage pouvant consister dans le non-paiement des droits, des intérêts, des amendes fiscales et des accessoires, par la constitution de partie civile ou par l'action en responsabilité.

Article 146sexies (applicable depuis le 01.07.2020)

(inséré par l'art. 35 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾

Pour l'application des articles 132, 146*quater*, § 6/3, et 146*septies* à 146*quaterdecies*, on entend par ⁽²⁾:

1° « dispositif transfrontière » : un dispositif concernant plusieurs Etats membres ou un Etat membre et un pays tiers si l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

- a) tous les participants au dispositif ne sont pas résidents à des fins fiscales dans la même juridiction ;
- b) un ou plusieurs des participants au dispositif sont résidents à des fins fiscales dans plusieurs juridictions simultanément ;
- c) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable situé dans cette juridiction, le dispositif constituant une partie ou la totalité de l'activité de cet établissement stable ;
- d) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction sans être résidents à des fins fiscales ni créer d'établissement stable dans cette juridiction ;
- e) un tel dispositif peut avoir des conséquences sur l'échange automatique d'informations ou sur l'identification des bénéficiaires effectifs.

Un dispositif signifie également une série de dispositifs. Un dispositif peut comporter plusieurs étapes ou parties.

2° « dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration » : tout dispositif transfrontière comportant au moins l'un des marqueurs figurant à l'article 146*septies* ;

3° « marqueur » : une caractéristique ou particularité mentionnée à l'article 146*septies* d'un dispositif transfrontière qui indique un risque potentiel d'évasion fiscale ;

4° « intermédiaire » : toute personne qui conçoit, commercialise ou organise un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, le met à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou gère sa mise en œuvre.

Un intermédiaire est aussi une personne qui, compte tenu des faits et circonstances pertinents et sur la base des informations disponibles ainsi que de l'expertise en la matière et de la compréhension qui sont nécessaires pour fournir de tels services, sait ou pourrait raisonnablement être censée savoir qu'elle s'est engagée à fournir, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la commercialisation ou l'organisation d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou concernant sa mise à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre. Toute personne a le droit de fournir des éléments prouvant qu'elle ne savait pas et ne pouvait pas raisonnablement être censée savoir qu'elle participait à un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration. A cette fin, cette personne peut invoquer tous les faits et circonstances pertinents

ainsi que les informations disponibles et son expertise et sa compréhension en la matière.

Pour être un intermédiaire, une personne répond à l'une au moins des conditions supplémentaires suivantes :

- a) être résidente dans un Etat membre à des fins fiscales ;
- b) posséder dans un Etat membre un établissement stable par le biais duquel sont fournis les services concernant le dispositif ;
- c) être constituée dans un Etat membre ou régie par le droit d'un Etat membre ;
- d) être enregistrée auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil dans un Etat membre.

5° « contribuable concerné » : toute personne à qui un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, ou qui est disposée à mettre en œuvre un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou qui a mis en œuvre la première étape d'un tel dispositif ;

6° « dispositif commercialisable » : un dispositif transfrontière qui est conçu, commercialisé, prêt à être mis en œuvre, ou mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, sans avoir besoin d'être adapté de façon importante ;

7° « dispositif sur mesure » : tout dispositif transfrontière qui n'est pas un dispositif commercialisable.

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du 07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

(3) **Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration** (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(4) Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus (*finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021*).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

Article 146septies (*applicable depuis le 01.07.2020*)

(inséré par l'art. 36 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾

Les marqueurs d'un dispositif transfrontière visés à l'article 146sexies, 3°, peuvent être subdivisés en 5 catégories, la catégorie A étant les marqueurs généraux qui sont liés au « critère de l'avantage principal » visé à l'alinéa 2, la catégorie B étant les marqueurs spécifiques qui sont liés au « critère de l'avantage principal » précité, la catégorie C étant les marqueurs spécifiques liés aux opérations transfrontières, la catégorie D étant les marqueurs spécifiques concernant l'échange automatique d'informations et les bénéficiaires effectifs et la catégorie E étant les marqueurs spécifiques concernant les prix de transfert.⁽²⁾

Les marqueurs généraux de la catégorie A visés à l'alinéa 4, les marqueurs spécifiques de la catégorie B visés à l'alinéa 5 et les marqueurs spécifiques de la catégorie C visés à l'alinéa 6, 1°, b) premier tiret, c) et d) ne peuvent être pris en considération que s'il est établi que l'avantage principal ou l'un des avantages principaux qu'une personne peut raisonnablement s'attendre à retirer d'un dispositif, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, est l'obtention d'un avantage fiscal. C'est ce que l'on appelle le « critère de l'avantage principal ».

Dans le cadre du marqueur spécifique de la catégorie C, visé à l'alinéa 6, 1°, la présence d'une des conditions visées au même alinéa 6, 1°, b) premier tiret, c) et d) ne suffit pas à conclure que le dispositif satisfait au « critère de l'avantage principal » visé à l'alinéa 2.

Est considéré comme un marqueur général de catégorie A :

1° un dispositif où le contribuable concerné ou un participant au dispositif s'engage à respecter une clause de confidentialité selon laquelle il peut lui être demandé de ne pas divulguer à d'autres intermédiaires ou aux autorités fiscales comment le dispositif pourrait procurer un avantage fiscal ;

2° un dispositif où l'intermédiaire est en droit de percevoir des honoraires (ou des intérêts, une rémunération pour financer les coûts et d'autres frais) pour le dispositif et ces honoraires sont fixés par référence :

a) au montant de l'avantage fiscal découlant du dispositif ; ou

b) au fait qu'un avantage fiscal découle effectivement du dispositif. Cela inclurait une obligation pour l'intermédiaire de rembourser partiellement ou entièrement les honoraires si l'avantage fiscal escompté découlant du dispositif n'a pas été complètement ou partiellement généré.

3° un dispositif dont la documentation et/ou la structure sont en grande partie normalisées et qui est à la disposition de plus d'un contribuable concerné sans avoir besoin d'être adapté de façon importante pour être mis en œuvre.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie B :

1° un dispositif dans lequel un participant au dispositif prend artificiellement des mesures qui consistent à acquérir une société réalisant des pertes, à mettre fin à l'activité principale de cette société et à utiliser les pertes de celle-ci pour réduire sa charge fiscale, y compris par le transfert de ces pertes à une autre juridiction ou par l'accélération de l'utilisation de ces pertes ;

2° un dispositif qui a pour effet de convertir des revenus en capital, en dons ou en d'autres catégories de recettes qui sont taxées à un niveau inférieur ou ne sont pas taxées ;

3° un dispositif qui inclut des transactions circulaires ayant pour résultat un « carrousel » de fonds, à savoir au moyen d'entités interposées sans fonction commerciale primaire ou d'opérations qui se compensent ou s'annulent mutuellement ou qui ont d'autres caractéristiques similaires.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie C :

1° un dispositif qui prévoit la déduction des paiements transfrontières effectués entre deux ou plusieurs entreprises associées lorsque l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

a) le bénéficiaire ne réside à des fins fiscales dans aucune juridiction fiscale ;

b) même si le bénéficiaire réside à des fins fiscales dans une juridiction, cette juridiction :

- ne lève pas d'impôt sur les sociétés ou lève un impôt sur les sociétés à taux zéro ou presque nul ; ou

- figure sur une liste de juridictions de pays tiers qui ont été évaluées par les Etats membres collectivement ou dans le cadre de l'OCDE comme étant non coopératives ;

c) le paiement bénéficie d'une exonération fiscale totale dans la juridiction où le bénéficiaire réside à des fins fiscales ;

d) le paiement bénéficie d'un régime fiscal préférentiel dans la juridiction où le bénéficiaire réside à des fins fiscales.

2° des déductions pour le même amortissement d'un actif sont demandées dans plus d'une juridiction ;

3° un allègement au titre de la double imposition pour le même élément de revenu ou de capital est demandé dans plusieurs juridictions ;

4° il existe un dispositif qui inclut des transferts d'actifs et où il y a une différence importante dans le montant considéré comme étant payable en contrepartie des actifs dans ces juridictions concernées.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie D :

1° un dispositif susceptible d'avoir pour effet de porter atteinte à l'obligation de déclaration en vertu du droit mettant en œuvre la législation de l'Union ou tout accord équivalent concernant l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers, y compris des accords avec des pays tiers, ou qui tire parti de l'absence de telles dispositions ou de tels accords. De tels dispositifs incluent au moins ce qui suit :

a) l'utilisation d'un compte, d'un produit ou d'un investissement qui n'est pas ou dont l'objectif est de ne pas être un compte financier, mais qui possède des caractéristiques substantiellement similaires à celles d'un compte financier ;

b) le transfert de comptes ou d'actifs financiers vers des juridictions qui ne sont pas liées par l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers avec l'Etat de résidence du contribuable concerné, ou le recours à de telles juridictions ;

c) la requalification de revenus et de capitaux en produits ou en paiements qui ne sont pas soumis à l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

d) le transfert ou la conversion d'une institution financière, d'un compte financier ou des actifs qui s'y trouvent en institution financière, en compte financier ou en actifs qui ne sont pas à déclarer en vertu de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

e) le recours à des entités, constructions ou structures juridiques qui suppriment ou visent à supprimer la déclaration d'un ou plusieurs titulaires de compte ou personnes détenant le contrôle dans le cadre de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

f) les dispositifs qui portent atteinte aux procédures de diligence raisonnable utilisées par les institutions financières pour se conformer à leurs obligations de déclarer des informations sur les comptes financiers, ou qui exploitent les insuffisances de ces procédures, y compris le recours à des juridictions appliquant de manière inadéquate ou insuffisante la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, ou ayant des exigences insuffisantes en matière de transparence en ce qui concerne les personnes morales ou les

constructions juridiques ;

2° un dispositif faisant intervenir une chaîne de propriété formelle ou effective non transparente par le recours à des personnes, des constructions juridiques ou des structures :

a) qui n'exercent pas une activité économique substantielle s'appuyant sur des effectifs, des équipements, des ressources et des locaux suffisants ; et

b) qui sont constitués, gérés, contrôlés ou établis ou qui résident dans toute juridiction autre que la juridiction de résidence de l'un ou plusieurs des bénéficiaires effectifs des actifs détenus par ces personnes, constructions juridiques ou structures ; et

c) lorsque les bénéficiaires effectifs de ces personnes, constructions juridiques ou structures, tels que visés à l'article 4, 27°, de la loi relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces du 18 septembre 2017, sont rendus impossibles à identifier.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie E :

1° un dispositif qui prévoit l'utilisation de régimes de protection unilatéraux ;

2° un dispositif prévoyant le transfert d'actifs incorporels difficiles à évaluer. Le terme d' « actifs incorporels difficiles à évaluer » englobe des actifs incorporels ou des droits sur des actifs incorporels pour lesquels, au moment de leur transfert entre des entreprises associées :

a) il n'existe pas d'éléments de comparaison fiables ; et

b) au moment où l'opération a été conclue, les projections concernant les futurs flux de trésorerie ou revenus attendus de l'actif incorporel transféré, ou les hypothèses utilisées pour évaluer cet actif incorporel sont hautement incertaines, et il est donc difficile de prévoir dans quelle mesure l'actif incorporel débouchera finalement sur un succès au moment du transfert ;

3° un dispositif mettant en jeu un transfert transfrontière de fonctions et/ou de risques et/ou d'actifs au sein du groupe, si le bénéfice avant intérêts et impôts (ebit) annuel prévu, dans les trois ans suivant le transfert, du ou des cédants, est inférieur à 50 % du ebit annuel prévu de ce cédant ou de ces cédants si le transfert n'avait pas été effectué.

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du

07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

(3) Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(4) Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus (finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 146octies (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 114 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

§ 1^{er}. Chaque intermédiaire est tenu de transmettre, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162quater, alinéa 2, à l'autorité belge compétente, visée à l'article 146quater, § 2, 6°, les

informations visées à l'article 146^{quater}, § 6/3, dont il a connaissance, qu'il possède ou qu'il contrôle concernant les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, dans un délai de 30 jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain de la mise à disposition aux fins de mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ; ou

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est prêt à être mis en œuvre ; ou

- lorsque la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration a été accomplie.

Nonobstant l'alinéa 1^{er}, les intermédiaires visés à l'article 146^{septies}, 4^o, deuxième alinéa, sont également tenus de transmettre des informations relatives à un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration dans un délai de 30 jours commençant le lendemain du jour où ils ont fourni, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils.

§ 2. Quand l'intermédiaire doit informer les autorités compétentes de plusieurs Etats membres sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, il ne fournira ces informations à l'autorité belge compétente que si la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

1° l'Etat membre dans lequel l'intermédiaire est résident à des fins fiscales ;

2° l'Etat membre dans lequel l'intermédiaire possède un établissement stable par l'intermédiaire duquel les services concernant le dispositif sont fournis ;

3° l'Etat membre dans lequel l'intermédiaire est constitué ou par le droit duquel il est régi ;

4° l'Etat membre dans lequel l'intermédiaire est enregistré auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil.

Lorsque, en application de l'alinéa 1^{er}, il existe une obligation de déclaration multiple, l'intermédiaire est dispensé de la transmission des informations s'il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre Etat membre. ⁽¹⁾

Note :

(1) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du 07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

Article 146octies (applicable du 01.07.2020 au 31.12.2024)

(inséré par l'art. 37 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾

§ 1^{er}. Chaque intermédiaire est tenu de transmettre à l'autorité belge compétente, visée à l'article 146^{quater}, § 2, 6°, les informations visées à l'article 146^{quater}, § 6/3, dont il a connaissance, qu'il possède ou qu'il contrôle concernant les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, dans un délai de 30 jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain de la mise à disposition aux fins de mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ; ou
- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est prêt à être mis en œuvre ; ou
- lorsque la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration a été accomplie.

Nonobstant l'alinéa 1^{er}, les intermédiaires visés à l'article 146^{septies}, 4°, deuxième alinéa, sont également tenus de transmettre des informations relatives à un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration dans un délai de 30 jours commençant le lendemain du jour où ils ont fourni, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils.

§ 2. Quand l'intermédiaire doit informer les autorités compétentes de plusieurs Etats membres sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, il ne fournira ces informations à l'autorité belge compétente que si la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

- 1° l'Etat membre dans lequel l'intermédiaire est résident à des fins fiscales ;
- 2° l'Etat membre dans lequel l'intermédiaire possède un établissement stable par l'intermédiaire duquel les services concernant le dispositif sont fournis ;
- 3° l'Etat membre dans lequel l'intermédiaire est constitué ou par le droit duquel il est régi ;
- 4° l'Etat membre dans lequel l'intermédiaire est enregistré auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil.

Lorsque, en application de l'alinéa 1^{er}, il existe une obligation de déclaration multiple, l'intermédiaire est dispensé de la transmission des informations s'il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre Etat membre. ⁽²⁾

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au

plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du 07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

(3) **Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration** (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(4) **Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus** (finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 146nonies (applicable à partir du 01.01.2025)

(modifié par l'art. 115 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art.

219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Dans le cas d'un dispositif commercialisable, l'intermédiaire doit, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, établir tous les trois mois un rapport fournissant une mise à jour contenant les nouvelles informations devant faire l'objet d'une déclaration, visées à l'article 146^{quater}, § 6/3, 1^o, 4^o, 7^o et 8^o, qui sont devenues disponibles depuis la transmission du dernier rapport. ⁽¹⁾

Note :

(1) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du 07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

Article 146nonies (applicable du 01.07.2020 au 31.12.2024)

(inséré par l'art. 38 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1)) ⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾

Dans le cas d'un dispositif commercialisable, l'intermédiaire doit établir tous les trois mois un rapport fournissant une mise à jour contenant les nouvelles informations devant faire l'objet d'une déclaration, visées à l'article 146^{quater}, § 6/3, 1^o, 4^o, 7^o et 8^o, qui sont devenues disponibles depuis la transmission du dernier rapport. ⁽²⁾

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du 07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

(3) **Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration** (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE)

2020/876). il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(4) Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus (*finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021*).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

Article 146decies (applicable depuis le 01.07.2020)

(inséré par l'art. 39 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾

A la suite de la déclaration d'un dispositif transfrontière présentant au moins l'un des marqueurs spécifiques visés à l'article 146septies, un numéro de référence unique est attribué qui, à l'occasion de chaque déclaration ultérieure du même dispositif transfrontière, devra être communiqué, aussi bien pour les déclarations de chaque intermédiaire impliqué que par le contribuable concerné.

L'intermédiaire qui reçoit le numéro de référence unique des autorités compétentes doit immédiatement le communiquer, ainsi que le résumé concernant le dispositif rapporté, aux autres intermédiaires impliqués ainsi qu'au contribuable concerné. ⁽²⁾

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du 07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

(3) Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(4) Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus (finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

Article 146undecies (applicable depuis le 01.07.2020)

(inséré par l'art. 40 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾

Si plusieurs intermédiaires sont concernés par le même dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, tous les intermédiaires concernés doivent fournir des informations sur le dispositif transfrontière

devant faire l'objet d'une déclaration.

Un intermédiaire est dispensé de la transmission des informations s'il fournit une preuve écrite qu'un autre intermédiaire a déjà transmis les informations visées à l'article 146^{quater}, § 6/3, alinéa 2. ⁽²⁾

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du 07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

(3) **Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration** (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876) il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(4) **Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus** (finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour

soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

Article 146duodecies (applicable depuis le 01.07.2020)

(inséré par l'art. 41 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾

(Par son arrêt du 15.09.2022 (n° 103/2022), la Cour Constitutionnelle a annulé le § 3 de l'art. 146duodecies C. succ. inséré par la loi du 20.12.2019 « transposant la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration », en ce qu'il prévoit que l'intermédiaire qui est tenu au secret professionnel pénalement sanctionné ne peut pas se prévaloir du secret professionnel en ce qui concerne l'obligation de déclaration périodique relative aux dispositifs commercialisables au sens de l'art. 146nonies, C. succ.)

§ 1^{er}. Lorsqu'un intermédiaire est tenu au secret professionnel, il doit :

1° informer le ou les intermédiaires concernés, par écrit et de façon motivée, qu'il ne peut pas respecter l'obligation de déclaration, à la suite de quoi cette obligation de déclaration incombe automatiquement à l'autre intermédiaire ou aux autres intermédiaires ;

2° en l'absence d'un autre intermédiaire, informer par écrit et de façon motivée le ou les contribuables concernés de son ou de leur obligation de déclaration.

La dispense d'obligation de déclaration n'est effective qu'à partir du moment où un intermédiaire a rempli l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le contribuable concerné peut, par autorisation écrite, permettre à l'intermédiaire de satisfaire à l'obligation de déclaration visée à l'article 146octies.

Si le contribuable concerné ne donne pas l'autorisation, l'obligation de déclaration continue d'incomber au contribuable et l'intermédiaire fournit les informations nécessaires au respect de l'obligation de déclaration visée à l'article 146octies au contribuable concerné.

§ 3. Aucun secret professionnel visé au paragraphe 1^{er} ni aucune dispense de plein droit ne peut être invoqué concernant l'obligation de déclaration des dispositifs commercialisables qui donnent lieu à un rapport périodique conformément à l'article 146nonies.⁽²⁾

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique,

également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du 07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

(3) Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(4) Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus (finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

Article 146terdecies (applicable depuis le 01.07.2020)

(inséré par l'art. 42 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾

§ 1^{er}. Dans les cas suivants, l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné :

1° quand il n'y a pas d'intermédiaire impliqué dans la conception, la commercialisation, l'organisation, la mise à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre d'un dispositif transfrontière

devant faire l'objet d'une déclaration ;

2° lorsque l'intermédiaire est dispensé de l'obligation de fournir des informations conformément à l'article 146*duodecies*, § 1^{er} et qu'il a informé le ou les contribuable concernés de son ou de leur obligation de déclarer, conformément à l'article 146*duodecies*, § 1^{er}, 2° ;

3° lorsque ce dernier n'a pas accordé l'autorisation visée à l'article 146*duodecies*, § 2, alinéa 1^{er}.

§ 2. Dans le cas où, conformément au paragraphe 1^{er}, l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné, il doit fournir les informations dans un délai de trente jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est mis à la disposition du contribuable concerné ou ;

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est prêt à être mis en œuvre par le contribuable concerné ou ;

- à partir du moment où la première étape de sa mise en œuvre est accomplie en ce qui concerne le contribuable concerné.

§ 3. Lorsque le contribuable concerné a l'obligation de transmettre des informations concernant le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration aux autorités compétentes de plusieurs Etats membres, le contribuable concerné transmet ces informations à l'autorité belge compétente uniquement si la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

1° l'Etat membre dans lequel le contribuable concerné est résident à des fins fiscales ;

2° l'Etat membre dans lequel le contribuable concerné possède un établissement stable qui bénéficie du dispositif ;

3° l'Etat membre dans lequel le contribuable concerné perçoit des revenus ou réalise des bénéfices, bien qu'il ne soit pas résident à des fins fiscales d'un Etat membre et ne possède d'établissement stable dans aucun Etat membre ;

4° l'Etat membre dans lequel le contribuable concerné exerce une activité, bien qu'il ne soit pas résident à des fins fiscales d'un Etat membre et ne possède d'établissement stable dans aucun Etat membre.

Lorsque, en application de l'alinéa 1^{er}, il existe une obligation de déclaration multiple, le contribuable concerné est dispensé de la transmission des informations s'il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre Etat membre. ⁽²⁾

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au

plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du 07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

(3) **Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration** (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(4) **Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus** (finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

Article 146 quaterdecies (applicable depuis le 01.07.2020)

(inséré par l'art. 43 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾

Lorsque l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné et qu'il existe plusieurs contribuables

concernés, celui d'entre eux qui transmet les informations conformément à l'article 146 *terdecies* est celui qui occupe la première place dans la liste ci-après :

1° le contribuable concerné qui a arrêté avec l'intermédiaire le dispositif devant faire l'objet d'une déclaration ;

2° le contribuable concerné qui gère la mise en œuvre du dispositif.

Un contribuable concerné n'est dispensé de l'obligation de transmettre les informations que dans la mesure où il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations, visées à l'article 146 *quater*, § 6/3, ont déjà été transmises par un autre contribuable concerné. ⁽²⁾

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) L'arrêté royal d'exécution du 03.07.2020 (M.B., 14.07.2020) prévoit que le Ministre des finances ou le dirigeant désigné par lui détermine quelles données doivent, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être communiquées en anglais (art. 1^{er}) ainsi que le formulaire qui doit être utilisé par l'intermédiaire ou le contribuable concerné (art. 2). Le dirigeant visé à l'AR susmentionné est le dirigeant de l'administration générale compétent pour l'établissement des impôts sur les revenus (v. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel d'exécution du 07.07.2020 (M.B., 14.07.2020)).

(3) **Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration** (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(4) **Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus** (finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

Article 146quindecies (applicable depuis le 01.07.2020)

(inséré par l'art. 44 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾

Pour l'application des articles 146^{quater}, § 6/3, 146^{sexies} à 146^{quaterdecies} et des arrêtés d'exécution qui en découlent, le rapportage des informations, pour les parties que le Roi spécifie doit, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être fait en anglais.

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) **Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration** (finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(3) **Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021**

inclus (*finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021*).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

Article 146sexies (applicable depuis le 01.07.2020)

(inséré par l'art. 45 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾

Le Roi détermine le formulaire sur lequel l'intermédiaire ou le contribuable concerné doit se conformer aux obligations énoncées aux articles 146sexies à 146quindecies.

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) **Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration** (*finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020*).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(3) Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus (*finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021*).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

Article 146septdecies (*applicable depuis le 01.07.2020*)

(inséré par l'art. 46 de la loi du 20 déc. 2019 (M.B., 30.12.2019). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2020 (art. 61, al. 1))⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾

(Par son arrêt du 15.09.2022 (n° 103/2022), la Cour Constitutionnelle a annulé l'art. 146septdecies C. succ. inséré par la loi du 20.12.2019 « transposant la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ».)

L'administration fiscale peut exiger de l'(des) intermédiaire(s) concerné(s), dans le délai qu'elle a fixé, qui peut être prolongé pour des raisons légales, pour autant qu'elle estime que ces informations soient nécessaires afin d'assurer le respect des articles 146sexies à 146quaterdecies inclus, toutes les informations qui en application de l'article 146sexies à 146quaterdecies doivent être mentionnées à l'autorité belge compétente.

Note :

(1) Les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1^{er} juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020 (art. 61, al. 2).

(2) Tolérance administrative : Report des délais de déclaration en matière de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (*finances.belgium.be, Actualités, 03.06.2020*).

Une directive européenne (appelée DAC6) exige que les intermédiaires fiscaux déclarent au SPF Finances certains dispositifs fiscaux transfrontières. Cette obligation de déclaration devait prendre cours à partir du 01.07.2020.

Etant donné la situation actuelle et en raison d'un accord politique entre les États membres de l'UE sur un report (optionnel) de cette obligation (art. 27bis de la directive 2011/16/UE inséré par l'art. 1^{er} de la Directive (UE) 2020/876), il a été décidé d'accorder un report de six mois par le biais de la **tolérance administrative**. Concrètement, cela se traduit par les délais suivants en ce qui concerne les déclarations à adresser à l'autorité compétente belge :

- les dispositifs transfrontières à déclarer et dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25.06.2018 et le 30.06.2020, doivent être déclarés au plus tard le 28.02.2021.

- la période de 30 jours ne débutera qu'à partir du 01.01.2021 pour :

a) les dispositifs transfrontières à déclarer qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, sont soit mis à disposition pour la mise en œuvre, soit prêts pour la mise en œuvre, ou dont la première étape a été mise en œuvre ;

b) les intermédiaires qui, entre le 01.07.2020 et le 31.12.2020, fournissent, directement ou par l'intermédiaire

d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la proposition, la mise en place, la mise à disposition en vue de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière à déclarer.

Un premier rapport périodique concernant un dispositif « commercialisable » doit être communiqué au plus tard le 30.04.2021.

Le report des délais de déclaration s'applique tant aux impôts fédéraux qu'aux impôts régionaux pour lesquels le SPF Finances assure le service de l'impôt.

(3) Tolérance administrative : DAC 6 - Dispositifs à déclarer en janvier et février : report jusqu'au 28 février 2021 inclus (*finances.belgium.be, Actualités, 28.01.2021*).

Depuis le 04.01.2021, il est possible de déclarer des informations concernant les dispositifs dans le cadre de DAC 6 via le portail MyMinfin DAC 6 du SPF Finances.

A cause d'éventuelles difficultés de communication pendant cette phase de démarrage (qui sont liées à la crise sanitaire) entre les personnes ayant une obligation de déclaration et les contribuables concernés, l'administration appliquera une **tolérance administrative** pour les dispositifs à déclarer pendant les mois de janvier et février 2021, en accordant un report jusqu'au 28 février 2021 inclus. Les sanctions prévues pour soumission tardive ne seront pas appliquées pendant cette période.

LIVRE II - TAXE COMPENSATOIRE DES DROITS DE SUCCESSION

CHAPITRE I - Etablissement de la taxe

Article 147 (*applicable depuis le 01.07.2003*)

(remplacé par l'art. 49 de la loi du 2 mai 2002 (M.B., 18.10.2002 – éd. 2) err. (M.B., 19.10.2002 - éd. 2) republication (M.B., 11.12.2002). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2003 (art. 66))

Les associations sans but lucratif et les fondations privées sont assujetties, à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de leur constitution, à une taxe annuelle compensatoire des droits de succession.

Article 148 (*applicable depuis le 01.07.2003*)

(remplacé par l'art. 50 de la loi du 2 mai 2002 (M.B., 18.10.2002 – éd. 2) err. (M.B., 19.10.2002 – éd. 2) republication (M.B., 11.12.2002). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2003 (art. 66))

Sont soumises à la taxe :

1° les associations sans but lucratif créées après le 10 juillet 1921 ;

2° les institutions et associations sans but lucratif qui ont obtenu la personnalité juridique par les lois du 7

août 1919, du 12 mars et du 25 mai 1920 ;

3° les fondations privées ;

4° les associations internationales sans but lucratif.

Article 148bis (applicable depuis le 01.07.2003)

(remplacé par l'art. 51 de la loi du 2 mai 2002 (M.B., 18.10.2002 – éd. 2) err. (M.B., 19.10.2002 – éd. 2) republication (M.B., 11.12.2002). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2003 (art. 66))

Les institutions et associations sans but lucratif, les fondations privées et les associations internationales sans but lucratif dont l'ensemble des avoirs déterminé conformément à l'article 150 a une valeur dont le montant ne dépasse pas 25.000 EUR, ne sont pas soumises à la taxe.

Article 149 (applicable depuis le 01.01.2007)

(complété par l'art. 341 de la loi du 27 déc. 2006 (M.B., 28.12.2006 – éd. 3). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2007 (art. 346))

Sont exonérées de la taxe :

1° les caisses de compensation agréées pour allocations familiales et les caisses mutuelles agréées d'allocations familiales ;

2° les institutions et associations sans but lucratif qui ont obtenu la personnalité civile avant le 11 juillet 1921, autres que celles dont il s'agit au numéro 2 de l'article précédent ⁽¹⁾ ;

3° les caisses agréées de pension pour travailleurs indépendants ;

4° les pouvoirs organisateurs de l'enseignement communautaire ou de l'enseignement subventionné, pour les biens immobiliers exclusivement affectés à l'enseignement, et les associations sans but lucratif de gestion patrimoniale qui ont pour objet exclusif d'affecter des biens immobiliers à l'enseignement dispensé par les pouvoirs organisateurs précités ;

5° les associations sans but lucratif, les fondations privées ou les associations internationales sans but lucratif de gestion patrimoniale qui ont été agréées par l'autorité compétente en tant qu'associations de défense de la nature gérant des terrains et dont l'unique objectif est d'acquérir et de gérer un patrimoine naturel à des fins de conservation du patrimoine naturel de la Belgique, pour autant que ce patrimoine soit géré en tant que réserve naturelle et soit accessible au public, le cas échéant dans le cadre de visites accompagnées ;

5° les institutions de retraite professionnelle qui sont assujetties à l'impôt des sociétés. ⁽²⁾

Note :

(1) Par « article précédent », il y a lieu de lire l'art. 148 et non l'art. 148bis.

(2) Etant donné que la loi du 3 déc. 2006 (M.B., 14.12.2006) a également inséré un « 5° », le « 5° » inséré par la loi du 27 déc. 2006 (M.B., 28.12.2006), est en réalité un « 6° ».

CHAPITRE II - Assiette de la taxe

Article 150 (applicable depuis le 01.03.2021)

(modifié par l'art. 19 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

L'impôt est dû sur l'ensemble des avoirs de l'institution, de l'association sans but lucratif, de la fondation privée ou de l'association internationale sans but lucratif.

Toutefois, ne sont pas compris dans ces avoirs :

1° les intérêts, les termes de rente, les loyers et les fermages et, plus généralement, les fruits civils de toute nature, ainsi que les cotisations et souscriptions annuelles, qui, restant dus, ne sont pas capitalisés ;

2° les fruits naturels, perçus ou non ;

3° les liquidités et le fonds de roulement destinés à l'activité de l'association ou de la fondation pendant l'année ;

4° les biens immeubles situés à l'étranger ;

5° les titres émis par des sociétés, dont l'association ou la fondation est considérée comme propriétaire-émettant en vertu du Code des sociétés et des associations ou, si la société n'est pas régie par ce code, conformément aux dispositions du droit qui la régit, à la condition que les certificats soient assimilés aux titres auxquels ils se rapportent pour l'application du Code des impôts sur les revenus 1992, en vertu de l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 15 juillet 1998 relative à la certification de titres émis par des sociétés commerciales.

De l'ensemble des avoirs visé à l'alinéa 1^{er}, il ne peut être déduit aucune charge, à l'exception :

1° des termes d'emprunts hypothécaires non encore payés, à la condition que l'hypothèque soit constituée sur des biens de l'association ou de la fondation et garantisse au moins 50 % de la somme en principal de l'emprunt ;

2° des legs de sommes que l'association ou la fondation, en tant que légataire universel d'une succession, doit encore exécuter.

Les dispositions du livre I^{er} relatives à la base imposable et au règlement juridique des biens conditionnels et litigieux, à l'exception de l'article 21, III, sont applicables à l'impôt établi par l'article 147. Pour les instruments financiers admis à la négociation sur les marchés réglementés belges ou étrangers visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, et pour les systèmes multilatéraux de négociation belges ou étrangers, visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, de la même loi, la base imposable est constituée par leur valeur boursière. Par valeur boursière, on entend le cours de clôture d'un instrument financier, tel que celui-ci est disponible comme information sur le cours dans la presse spécialisée ou dans les sources électroniques spécialisées consultables. Les valeurs doivent être déclarées conformément à leur valeur boursière à la date de la première ouverture de la bourse durant les mois de janvier, février ou mars. Lorsqu'il n'y a aucune cotation à l'une de ces dates, les valeurs peuvent aussi être déclarées selon leur valeur boursière au premier jour qui suit au cours duquel une cotation est à nouveau établie. Si, à la date choisie, il existe une cotation pour certaines des valeurs à déclarer et aucune cotation pour d'autres, ces dernières valeurs doivent être déclarées selon leur valeur boursière au premier jour qui suit au cours duquel il existe une cotation. Le déclarant ne peut choisir qu'une des dates précitées, qui vaudra pour toutes les valeurs à déclarer. Le déclarant indique son choix dans la déclaration et mentionne en même temps la source qu'il a consultée pour les valeurs boursières indiquées.

Note :

La modification apportée à l'al. 4 a été republiée, dans un texte légèrement différent, par l'art. 39 de la loi du 2 mai 2019 (M.B., 15.05.2019). Cette seconde modification sera annulée ultérieurement par un nouveau texte législatif.

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

CHAPITRE III - Déclaration

Article 151 *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(modifié par l'art. 116 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Les associations sans but lucratif, les fondations privées et les associations internationales sans but lucratif soumises à la taxe sont tenues de déposer, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, dans les trois premiers mois de chaque année d'imposition, au bureau compétent de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale de leur siège, une déclaration faisant connaître la consistance et la valeur des biens à la date du premier janvier de l'année d'imposition.

En outre, les associations et les fondations précitées sont tenues de déposer une déclaration supplémentaire, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, dans les trois mois de la réalisation d'une condition ou de la solution d'un litige faisant entrer un bien dans leur patrimoine.

Lorsque les associations et les fondations précitées n'ont pas pu s'identifier au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, la déclaration visée aux alinéas 1^{er} et 2 est introduite sous pli fermé.

Lorsque le dernier jour du délai est un jour de fermeture des bureaux, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour d'ouverture des bureaux qui suit l'expiration du délai.

Sont applicables auxdites déclarations les dispositions des articles 42, numéros VI et VII, 43, 45 et 46.

CHAPITRE III - Déclaration

Article 151 (applicable du 30.07.2018 au 31.12.2024)

(modifié l'art. 112 de la loi du 11 juil. 2018 (M.B., 20.07.2018 - éd. 2). Texte applicable depuis le 30 juil. 2018 (art. -))

Les associations sans but lucratif, les fondations privées et les associations internationales sans but lucratif soumises à la taxe sont tenues de déposer, dans les trois premiers mois de chaque année d'imposition, au bureau compétent de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale de leur siège, une déclaration faisant connaître la consistance et la valeur des biens à la date du premier janvier de l'année d'imposition.

En outre, les associations et les fondations précitées sont tenues de déposer une déclaration supplémentaire dans les trois mois de la réalisation de la condition ou de la solution d'un litige faisant entrer un bien dans leur patrimoine.

Lorsque le dernier jour du délai est un jour de fermeture des bureaux, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour d'ouverture des bureaux qui suit l'expiration du délai.

Sont applicables auxdites déclarations les dispositions des articles 42, numéros VI et VII, 43, 45 et 46.

CHAPITRE IV - Liquidation et paiement de la taxe

Article 152 (applicable depuis le 01.01.2002)

(modifié par l'art. 12, 4° de l'A.R. du 13 juil. 2001 (M.B., 11.08.2001). Cet A.R. a été confirmé par l'art. 3, 6°, de la loi du 26 juin 2002 (M.B., 20.07.2002 – éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2002 (art. 45))

La taxe est fixée à 0,17 p.c.

Le montant de la taxe ainsi liquidée est, le cas échéant, arrondi au cent supérieur.

Article 153 *(applicable depuis le 01.03.2021)*

(modifié par l'art. 20 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

La taxe doit être acquittée au plus tard à l'expiration du délai prévu par l'article 151 pour le dépôt de la déclaration.

Si la taxe n'est pas payée dans ce délai, l'intérêt légal, au taux fixé en matière civile, est exigible de plein droit à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

Le Roi détermine le mode de paiement de toutes les sommes dues en vertu des dispositions du présent livre et des arrêtés d'exécution de celui-ci, autres que les amendes pénales.

Article 154 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Pour le calcul de l'intérêt, il est fait application de l'article 82.

Article 155 *(applicable du 01.01.1990)*

(abrogé par l'art. 226 de la loi du 22 déc. 1989 (M.B., 29.12.1989). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 1990 (art. 244))

(...)

Article 156 *(applicable depuis le 08.01.2018)*

(modifié par l'art. 31 de la loi du 25 déc. 2017 (M.B., 29.12.2017 – éd. 1). Texte applicable depuis le 8 janv. 2018 (art. -))

Lorsque la taxe annuelle ne dépasse pas 500 euros, l'association sans but lucratif, la fondation privée ou l'association internationale sans but lucratif a la faculté d'acquitter en une fois la taxe due pour trois années successives; la taxe ainsi payée est acquise définitivement à l'Etat.

Les associations et les fondations visées à l'alinéa 1^{er} qui usent de cette faculté sont dispensées de déposer une déclaration pour chacune des deux années suivantes.

Toutefois, si le patrimoine de l'association ou de la fondation a subi, au premier janvier de l'une ou l'autre des deux années pour lesquelles la taxe a été payée anticipativement, une augmentation de valeur ou d'actif, telle que la taxe afférente à cette augmentation atteigne au moins 25 euros, l'association ou la fondation est tenue, dans les trois premiers mois de ladite année, de déposer une déclaration et de payer l'impôt pour l'ensemble de son patrimoine imposable, sauf déduction de la taxe déjà payée.

Article 157 *(applicable depuis le 01.07.2003)*

(modifié par l'art. 55 de la loi du 2 mai 2002 (M.B., 18.10.2002 – éd. 2) err. (M.B., 19.10.2002 – éd. 2) republication (M.B., 11.12.2002). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2003 (art. 66))

L'administration est autorisée à imputer les sommes sujettes à restitution sur toute somme quelconque due par la même association sans but lucratif, fondation privée ou association internationale sans but lucratif en vertu des dispositions du présent livre.

CHAPITRE V - Dispositions diverses

Article 158 *(applicable depuis le 17.04.1936)*

Pour établir les insuffisances d'évaluation, le receveur peut requérir l'expertise en ce qui concerne les biens désignés à l'article 111 et suivant le mode et dans les formes prévues par les articles 113 à 122.

Selon les cas, le juge ou le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel l'association a son siège.

Article 158bis *(applicable depuis le 01.07.2003)*

(modifié par l'art. 56 de la loi du 2 mai 2002 (M.B., 18.10.2002 – éd. 2) err. (M.B., 19.10.2002 – éd. 2) republication (M.B., 11.12.2002). Texte applicable depuis le 1^{er} juil. 2003 (art. 66))

Toute association sans but lucratif, fondation privée ou association internationale sans but lucratif en retard de déposer la déclaration encourt une amende de 2,50 EUR par mois de retard, tout mois commencé étant compté comme entier.

Le total de ces amendes ne peut être supérieur au dixième de la taxe due, ni être inférieur à 2,50 EUR.

Article 158ter *(applicable depuis le 05.08.1993)*

(le texte de cet article, initialement numéroté art. 160, est devenu l'art. 158ter aux termes de l'art. 72 de la loi du 22 juil. 1993 (M.B., 26.07.1993). Texte applicable depuis le 5 août 1993 (art. -))

En cas d'omission de biens ou d'insuffisance d'estimation constatée dans la déclaration, il est encouru une amende égale à la taxe éludée.

Article 159 *(applicable depuis le 07.01.2007)*

(complété par l'art. 79 de la loi-programme (I) du 27 déc. 2006 (M.B., 28.12.2006 – éd. 3). Texte applicable depuis le 7 janv. 2007 (art. -))

Sont applicables à la taxe établie par l'article 147 les dispositions du livre premier relatives aux moyens de preuve des omissions de biens ou des insuffisances d'évaluation, aux prescriptions, à la restitution, aux frais de régie, aux poursuites et instances et aux peines correctionnelles.

Le montant maximum de l'amende pénale établie par le livre premier, à fixer entre un montant minimum et un montant maximum, est porté à 125.000,00 EUR pour son application dans le cadre de ce livre.

DROIT FUTUR (à partir du 01.11.2023 et 01.01.2024 (alinéa 2, 3 °))

Article 160 *(applicable à partir du 01.11.2023 et 01.01.2024 (alinéa 2, 3 °))*

(remplacé par l'art. 9 de la loi du 31 juil. 2023 (M.B., 24.08.2023). Texte applicable à partir du 1^{er} jour du 3^e mois qui suit celui de la publication de la loi au M.B., soit le 1^{er} nov. 2023 (art. 14, al. 1^{er}), à l'exception de l'alinéa 2, 3 °, applicable à partir du 1^{er} janv. 2024 (art. 14, al. 1^{er}, 6 °). Le Roi peut toutefois fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} (art. 14, al. 2))

Les fonctionnaires de l'Administration générale de la documentation patrimoniale peuvent délivrer des copies ou des extraits des déclarations annuelles en se conformant aux dispositions des [articles 143](#) et [146](#).

Le Roi peut déterminer :

1° les modalités de la demande, parmi lesquelles la mention, si le demandeur en a un, de son numéro d'identification dans le Registre national des personnes physiques, dans les registres de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale ou de la Banque-Carrefour des entreprises ;

2° les modalités de la délivrance ;

3° le montant de la rétribution pour la délivrance des copies ou extraits.

Article 160 (applicable du 05.08.1993 au 31.10.2023 et au 31.12.2023 (alinéa 2, 3°))

(cet article, initialement numéroté art. 162, est devenu l'art. 160 aux termes de l'art. 72 de la loi du 22 juil. 1993 (M.B., 26.07.1993). Texte applicable depuis le 5 août 1993 (art. -))

Les receveurs chargés du recouvrement de la taxe peuvent délivrer des copies ou des extraits des déclarations annuelles en se conformant aux dispositions des articles 143 et 146.

Article 160bis (applicable depuis le 21.08.2017)

(modifié et complété par l'art. 6 de la loi du 31 juil. 2017 (M.B., 11.08.2017 – éd. 2). Texte applicable depuis le 21 août 2017 (art. -))

§ 1^{er}. Le présent article établit les règles et procédures selon lesquelles la Belgique et les autres Etats membres de l'Union européenne coopèrent entre eux aux fins d'échanger les informations vraisemblablement pertinentes pour l'administration et l'application de la législation interne de tous les Etats membres relative à la taxe compensatoire des droits de succession.

Le présent article énonce également les dispositions régissant l'échange des informations visées à l'alinéa 1^{er} par voie électronique.

Le présent article n'affecte pas l'application des règles relatives à l'entraide judiciaire réciproque en matière pénale. Il ne porte pas non plus atteinte aux obligations dans les Etats membres en matière de coopération administrative plus étendue qui résulteraient d'autres instruments juridiques, y compris d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

§ 2. Aux fins du présent article, on entend par :

1° « directive » : la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE ;

2° « Etat membre » : un Etat membre de l'Union européenne ;

3° « bureau central de liaison » : le bureau qui a été désigné comme tel par l'autorité compétente et qui est le responsable privilégié des contacts avec les autres Etats membres dans le domaine de la coopération administrative ;

4° « service de liaison » : tout bureau autre que le bureau central de liaison qui a été désigné comme tel par l'autorité compétente pour échanger directement des informations en vertu du présent article ;

5° « fonctionnaire compétent » : tout fonctionnaire qui est autorisé par l'autorité compétente à échanger directement des informations en vertu du présent article ;

6° « autorité compétente belge » : l'autorité désignée en tant que telle par la Belgique. Le bureau central de liaison belge, les services de liaison belges et les fonctionnaires compétents belges sont également considérés comme l'autorité compétente belge par délégation ;

7° « autorité compétente étrangère » : l'autorité désignée en tant que telle par un Etat membre autre que la Belgique. Le bureau central de liaison, les services de liaison et les fonctionnaires compétents de cet Etat membre sont également considérés comme l'autorité compétente étrangère par délégation ;

8° « autorité requérante » : le bureau central de liaison, un service de liaison ou tout fonctionnaire compétent d'un Etat membre qui formule une demande d'assistance au nom de l'autorité compétente belge ou d'une autorité compétente étrangère ;

9° « autorité requise » : le bureau central de liaison, un service de liaison ou tout fonctionnaire compétent d'un Etat membre qui reçoit une demande d'assistance au nom de l'autorité compétente belge ou d'une autorité compétente étrangère ;

10° « enquête administrative » : l'ensemble des contrôles, vérifications et actions réalisés par les Etats membres dans l'exercice de leurs responsabilités en vue d'assurer la bonne application de la législation fiscale ;

11° « échange automatique » :

a) aux fins des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1, la communication systématique, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés, à un autre Etat membre ;

b) aux fins de toutes les dispositions du présent article autres que celles des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1, la communication systématique des informations prédéfinies fournies conformément au point *a)* ;

12° « échange spontané » : la communication ponctuelle, à tout moment et sans demande préalable, d'informations à un autre Etat membre ;

13° « personne » :

a. une personne physique ;

b. une personne morale ;

c. lorsque la législation en vigueur le prévoit, une association de personnes à laquelle est reconnue la capacité d'accomplir des actes juridiques, mais qui ne possède pas le statut de personne morale; ou

d. toute autre construction juridique quelles que soient sa nature et sa forme, dotée ou non de la personnalité juridique, possédant ou gérant des actifs qui, y compris le revenu qui en dérive, sont soumis à l'un des impôts relevant de la directive ;

14° « par voie électronique » : au moyen d'équipements électroniques de traitement - y compris la compression numérique - et de stockage des données, par liaison filaire, radio, procédés optiques ou tout autre procédé électromagnétique ;

15° « réseau CCN » : la plate-forme commune fondée sur le réseau commun de communication, mise au point par l'Union européenne pour assurer toutes les transmissions par voie électronique entre autorités compétentes dans les domaines douanier et fiscal.

16° « décision fiscale anticipée en matière transfrontière » : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu'il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d'un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

a) est émis, modifié ou renouvelé par le SPF Finances, que ces décisions soient effectivement utilisées ou non ;

b) est émis, modifié ou renouvelé, à l'intention d'une personne ou d'un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s'en prévaloir ;

c) porte sur l'interprétation ou l'application d'une disposition législative ou administrative concernant l'administration ou l'application du Code et des dispositions autonomes liées aux droits de succession ;

d) se rapporte à une opération transfrontière et

e) est établi préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle l'opération, la série d'opérations ou les activités ont eu lieu.

17° « opération transfrontière » telle que mentionnée au 16° : une opération ou une série d'opérations qui remplit une ou plusieurs des conditions suivantes :

a) dans lesquelles toutes les parties à l'opération ou à la série d'opérations ne sont pas résidentes fiscales sur le territoire belge ayant émis, modifié ou renouvelé la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ;

b) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations est résidente fiscale dans plus d'une juridiction simultanément ;

c) lorsque cette opération ou série d'opérations a une incidence transfrontière.

§ 3. L'autorité compétente belge échange les informations avec les autorités compétentes étrangères.

§ 4. L'autorité compétente belge peut, dans un cas particulier, demander à une autorité compétente étrangère de lui communiquer toutes les informations visées au § 1^{er}, dont celle-ci dispose ou qu'elle a obtenues à la suite d'une enquête administrative. La demande peut comprendre une demande motivée portant sur une enquête administrative précise.

L'autorité compétente belge peut demander à l'autorité requérante de lui communiquer les documents originaux.

§ 5. L'autorité compétente belge communique à une autorité compétente étrangère qui les lui demande dans un cas particulier, toutes les informations visées au § 1^{er}, dont elle dispose ou qu'elle a obtenues suite à l'exécution d'une enquête administrative nécessaire à l'obtention de ces informations.

Le cas échéant, l'autorité compétente belge avise l'autorité requérante des raisons pour lesquelles elle estime qu'une enquête administrative n'est pas nécessaire.

Pour obtenir les informations demandées ou pour procéder à l'enquête administrative demandée, l'autorité compétente belge suit les mêmes procédures que si elle agissait d'initiative ou à la demande d'une autre instance belge.

En cas de demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité compétente belge communique les documents originaux sauf si les dispositions belges s'y opposent.

Les communications sont effectuées par l'autorité compétente belge le plus rapidement possible, et au plus tard six mois à compter de la date de réception de la demande. Toutefois, lorsque l'autorité compétente belge est déjà en possession des informations concernées, les communications sont effectuées dans un délai de deux mois suivant cette date. Pour certains cas particuliers l'autorité compétente belge et l'autorité requérante peuvent fixer d'un commun accord des délais différents.

L'autorité compétente belge accuse réception de la demande immédiatement à l'autorité requérante, si possible par voie électronique, et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables après l'avoir reçue.

L'autorité compétente belge notifie à l'autorité requérante les éventuelles lacunes constatées dans la demande ainsi que, le cas échéant, la nécessité de fournir d'autres renseignements de caractère général, dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande. Dans ce cas, les délais fixés à l'alinéa cinq débutent à la date à laquelle l'autorité compétente belge a reçu les renseignements complémentaires.

Lorsque l'autorité compétente belge n'est pas en mesure de répondre à la demande dans le délai prévu, elle informe l'autorité requérante immédiatement, et en tout état de cause dans les trois mois suivant la réception de la demande, des motifs qui expliquent le non-respect de ce délai ainsi que de la date à laquelle elle estime pouvoir y répondre.

Lorsque l'autorité compétente belge ne dispose pas des informations demandées et n'est pas en mesure de répondre à la demande d'informations ou refuse d'y répondre pour les motifs visés au § 20, elle informe l'autorité requérante de ses raisons immédiatement, et en tout état de cause dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande.

§ 6. L'autorité compétente belge communique aux autorités compétentes étrangères, dans le cadre de l'échange automatique, les informations se rapportant aux périodes imposables à compter du 1^{er} janvier 2014 dont elle dispose au sujet des personnes résidant dans cet autre Etat membre et qui concernent des catégories spécifiques de revenu et de capital au sens de la législation belge :

1° rémunérations des travailleurs ;

2° rémunérations des dirigeants d'entreprise ;

3° produits d'assurance sur la vie non couverts par d'autres instruments juridiques communautaires concernant l'échange d'informations et d'autres mesures similaires ;

4° pensions ;

5° propriété et revenus des biens immobiliers.

La communication des informations est effectuée au moins une fois par an, et au plus tard six mois après la fin de l'année civile au cours de laquelle les informations sont devenues disponibles.

Les « informations disponibles » désignent des informations figurant dans les dossiers fiscaux de l'Etat membre qui communique les informations et pouvant être consultées conformément aux procédures de collecte et de traitement des informations applicables dans cet Etat membre.

§ 6/1. Dans le cadre de l'échange automatique et obligatoire d'informations sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière, les conditions sont les suivantes :

1° l'autorité compétente belge communique, par échange automatique, des informations, aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24 lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière a été émise, modifiée ou renouvelée après le 31 décembre 2016.

2° l'autorité compétente belge communique également, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24, des informations aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière émises, modifiées ou renouvelées au cours d'une période commençant cinq ans avant le 1^{er} janvier 2017.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, cette communication est effectuée à condition que ces décisions fussent toujours valables au 1^{er} janvier 2014.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016, cette communication est effectuée, que ces décisions soient toujours valables ou non.

3° Les 1° et 2° ne sont pas applicables lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière concerne et implique exclusivement les affaires fiscales d'une ou de plusieurs personnes physiques.

4° L'échange d'informations est effectué comme suit :

a) pour les informations échangées en application du 1° : au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ont été émises,

modifiées ou renouvelées ;

b) pour les informations échangées en application du 2° : avant le 1^{er} janvier 2018.

5° Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité compétente belge en application des 1° et 2°, comprennent les éléments suivants :

a) l'identification de la personne, et, le cas échéant, du groupe de personnes auquel celle-ci appartient ;

b) un résumé du contenu de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, y compris une description des activités commerciales, opérations ou série d'opérations concernées, présenté de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public ;

c) les dates de l'émission, de la modification ou du renouvellement de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ;

d) la date de début de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée ;

e) la date de la fin de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée ;

f) le type de décision fiscale anticipée en matière transfrontière ;

g) le montant de l'opération ou de la série d'opérations sur laquelle porte la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si un tel montant est visé dans la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ;

h) l'identification des autres Etats membres, le cas échéant, qui seraient susceptibles d'être concernés par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ;

i) l'identification, dans les autres Etats membres, le cas échéant, de toute personne susceptible d'être concernée par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière en indiquant à quels Etats membres les personnes concernées sont liées.

6° Les informations définies au 5°, *a)*, *b)*, et *i)*, du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne.

7° L'autorité compétente belge accuse réception des informations, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente qui les lui a communiquées, sans tarder et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables. Cette mesure est applicable jusqu'à ce que le répertoire visé au § 24, alinéas 3 et 4, devienne opérationnel.

8° L'autorité compétente belge peut, conformément au § 4, et eu égard aux dispositions du § 24, alinéa 2, demander des informations complémentaires, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

§ 6/2. L'autorité compétente belge communique à la Commission européenne, annuellement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 2018, des statistiques sur le volume des échanges automatiques en application des §§ 6 et 6/1 et, dans la mesure du possible, des informations sur les coûts et bénéfices, administratifs et autres, liés aux échanges qui ont eu lieu et aux changements éventuels, tant pour les administrations fiscales que pour des tiers.

§ 7. Dans les cas suivants, l'autorité compétente belge communique spontanément à l'autorité compétente étrangère les informations visées au § 1^{er} :

1° l'autorité compétente belge a des raisons de présumer qu'il peut exister une perte d'impôt ou de taxe dans l'autre Etat membre ;

2° un contribuable obtient, en Belgique, une réduction ou une exonération de taxe ou d'impôt qui devrait entraîner pour lui une augmentation de taxe ou d'impôt ou un assujettissement à une taxe ou à l'impôt dans l'autre Etat membre ;

3° des affaires entre un contribuable en Belgique et un contribuable d'un autre Etat membre sont traitées dans un ou plusieurs pays, de manière à pouvoir entraîner une diminution de taxe ou d'impôt dans l'un ou l'autre Etat membre ou dans les deux ;

4° l'autorité compétente belge a des raisons de présumer qu'il peut exister une diminution de taxe ou d'impôt résultant de transferts fictifs de bénéfices à l'intérieur de groupes d'entreprises ;

5° l'autorité compétente belge, à la suite des informations communiquées par une autorité compétente étrangère, a recueilli des informations qui sont adéquates, pertinentes et non excessives pour l'établissement d'une taxe ou de l'impôt dans cet autre Etat membre.

L'autorité compétente belge peut communiquer spontanément à une autorité compétente étrangère les informations dont elle a connaissance et qui sont adéquates, pertinentes et non excessives à cet autorité compétente étrangère.

L'autorité compétente belge qui dispose d'informations visées à l'alinéa 1^{er} les communique à l'autorité compétente étrangère de tout Etat membre intéressé le plus rapidement possible, et au plus tard un mois après que lesdites informations sont disponibles.

§ 8. L'autorité compétente belge à laquelle des informations visées au § 7 sont communiquées en accuse réception, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente étrangère qui les lui a communiquées, immédiatement et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables après les avoir reçues.

§ 9. L'autorité compétente belge peut convenir avec une autorité compétente étrangère, aux fins de l'échange d'informations visées au § 1^{er}, que les fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge peuvent, sous les conditions fixées par l'autorité compétente étrangère :

1° être présents dans les bureaux où les autorités administratives de l'Etat membre requis exécutent leurs

tâches ;

2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire de l'Etat membre requis.

§ 10. L'autorité compétente belge peut convenir avec une autorité compétente étrangère, aux fins de l'échange d'informations visées au § 1^{er}, que des fonctionnaires habilités par l'autorité compétente étrangère peuvent, sous les conditions fixées par l'autorité compétente belge :

1° être présents, en Belgique, dans les bureaux où le Service public fédéral Finances exécute ses tâches ;

2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire belge.

Lorsque les informations demandées figurent dans des documents auxquels les fonctionnaires de l'autorité compétente belge ont accès, les fonctionnaires de l'autorité requérante reçoivent des copies de ces documents.

En vertu de l'accord visé à l'alinéa 1^{er}, les fonctionnaires de l'autorité requérante qui assistent aux enquêtes administratives ne peuvent ni interroger des personnes et ni examiner des documents en Belgique.

Les fonctionnaires habilités par l'Etat membre requérant, présents en Belgique conformément à l'alinéa 1^{er}, doivent toujours être en mesure de présenter un mandat écrit précisant leur identité et leur qualité officielle.

§ 11. Lorsque la Belgique convient avec un ou plusieurs autres Etats membres de procéder, chacun sur leur propre territoire, à des contrôles simultanés en ce qui concerne une ou plusieurs personnes présentant pour eux un intérêt commun ou complémentaire, en vue d'échanger les informations ainsi obtenues, ce § s'applique.

L'autorité compétente belge identifie de manière indépendante les personnes qu'elle a l'intention de proposer pour un contrôle simultané. Elle informe l'autorité compétente étrangère des Etats membres concernés de tous les dossiers pour lesquels elle propose un contrôle simultané, en motivant son choix. Elle indique le délai dans lequel le contrôle doit être réalisé.

Lorsqu'un contrôle simultané a été proposé à l'autorité compétente belge, celle-ci décide si elle souhaite participer au contrôle simultané. Elle confirme son accord à l'autorité compétente étrangère ayant proposé le contrôle ou lui signifie son refus en le motivant.

L'autorité compétente belge désigne un représentant chargé de superviser et de coordonner le contrôle.

§ 12. L'autorité compétente belge peut demander à une autorité compétente étrangère de notifier, conformément aux règles régissant la notification des actes correspondants dans l'Etat membre requis, au destinataire, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives belges et concernant l'application en Belgique de la législation relative à la taxe compensatoire des droits de succession.

La demande de notification indique le nom et l'adresse du destinataire ainsi que tout autre renseignement susceptible de faciliter son identification et mentionne l'objet de l'acte ou de la décision à notifier.

L'autorité compétente belge n'adresse une demande de notification que lorsqu'elle n'est pas en mesure de notifier conformément aux règles belges, ou lorsqu'une telle notification entraînerait des difficultés disproportionnées. L'autorité compétente belge peut notifier un document, par envoi recommandé ou par voie électronique, directement à une personne établie sur le territoire d'un autre Etat membre.

§ 13. A la demande d'une autorité compétente étrangère, l'autorité compétente belge notifie au destinataire, conformément aux règles belges régissant la notification des actes correspondants, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives de l'Etat membre requérant et concernant l'application sur son territoire de la législation relative à la taxe compensatoire des droits de succession.

L'autorité compétente belge informe immédiatement l'autorité requérante de la suite qu'elle a donnée à la demande et en particulier de la date à laquelle la décision ou l'acte a été notifié au destinataire.

§ 14. Lorsqu'une autorité compétente étrangère a communiqué des informations en application des §§ 4 ou 8 et qu'un retour d'informations est demandé, l'autorité compétente belge qui a reçu les informations, fournit, sans préjudice des règles relatives au secret professionnel et à la protection des données applicables en Belgique, à l'autorité compétente étrangère qui les a communiquées, le plus rapidement possible et au plus tard trois mois après que les résultats de l'exploitation des informations reçues sont connus.

L'autorité compétente belge fournit une fois par an aux Etats membres concernés un retour d'informations sur l'échange automatique, selon les modalités pratiques convenues de manière bilatérale.

§ 15. L'autorité compétente belge qui a communiqué des informations en application des §§ 5 ou 7, peut demander à l'autorité compétente étrangère qui les a reçues, de lui donner son avis en retour sur celles-ci.

§ 16. Lorsqu'un service de liaison belge ou un fonctionnaire compétent belge reçoit une demande de coopération qui ne relève pas de la compétence qui lui est attribuée conformément à la législation belge ou à la politique belge, il la transmet sans délai au bureau central de liaison belge et en informe l'autorité compétente étrangère requérante. En pareil cas, la période prévue au § 5 commence le jour suivant celui où la demande est transmise au bureau central de liaison belge.

§ 17. Les informations dont dispose l'Etat belge en application du présent article sont couvertes par l'obligation de secret de l'article 146*bis* et bénéficient de la protection de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions.

Ces informations peuvent servir :

1° à l'administration et à l'application de la législation belge relative aux taxes et impôts visés à l'article 2 de la directive ;

2° à l'établissement et au recouvrement d'autres taxes et droits relevant de l'article 3 de la loi du 9 janvier 2012 transposant la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, et pour établir et recouvrer des cotisations sociales obligatoires ;

3° à l'occasion de procédures judiciaires et administratives pouvant entraîner des sanctions, engagées à la suite d'infractions à la législation en matière fiscale, sans préjudice des règles générales et des dispositions légales régissant les droits des prévenus et des témoins dans le cadre de telles procédures.

Avec l'autorisation de l'autorité compétente étrangère qui a communiqué les informations conformément à la directive et pour autant que cela soit autorisé par la législation belge, les informations et documents reçus de cette autorité peuvent être utilisés à des fins autres que celles visées à l'alinéa 2.

Lorsque l'autorité compétente belge estime que les informations qu'elle a reçues d'une autorité compétente étrangère sont susceptibles d'être utiles à l'autorité compétente étrangère d'un troisième Etat membre pour les fins visées à l'alinéa 2, elle informe l'autorité compétente de l'Etat membre à l'origine des informations de son intention de communiquer ces informations à un troisième Etat membre. Si l'autorité compétente de l'Etat membre à l'origine des informations ne s'oppose pas dans un délai de dix jours à compter de la date de réception de la communication à cet échange d'informations, l'autorité compétente belge peut transmettre les informations à l'autorité compétente étrangère du troisième Etat membre à condition qu'elle respecte les règles et procédures fixées dans cet article.

Lorsque l'autorité compétente belge estime que les informations transmises par une autorité compétente étrangère peuvent être utiles pour les fins visées à l'alinéa 3, elle demande pour ce faire, l'autorisation à l'autorité compétente de l'Etat membre d'où proviennent ces informations.

Les informations, rapports, attestations et tous autres documents, ou les copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers, obtenus par l'autorité requise et transmis à l'autorité compétente belge requérante conformément au présent article sont invoqués comme éléments de preuve par les instances compétentes belges au même titre que les informations, rapports, attestations et tous autres documents équivalents fournis par une autre instance belge.

§ 18. L'autorité compétente belge peut autoriser l'utilisation, dans l'Etat membre qui les reçoit, des informations communiquées conformément au présent article, à d'autres fins que celles visées au § 17, alinéa 2. L'autorité compétente belge donne l'autorisation à condition que leur utilisation soit possible en Belgique à des fins similaires.

Lorsque l'autorité étrangère considère que les informations qu'elle a reçues de l'autorité compétente belge sont susceptibles d'être utiles à l'autorité compétente étrangère d'un troisième Etat membre pour les fins visées au § 17, alinéa 2, l'autorité compétente belge peut autoriser cette autorité compétente étrangère à partager ces informations avec un troisième Etat. Si l'autorité compétente belge ne souhaite pas donner son autorisation, elle signifie son refus dans un délai de dix jours à compter de la date de réception de la communication par l'Etat membre qui souhaite partager les informations.

L'autorité compétente belge peut autoriser l'utilisation des informations transmises par une autorité compétente étrangère à une autorité compétente d'un troisième Etat membre et qui proviennent de la Belgique, dans ce troisième Etat membre pour les fins visées au § 17, alinéa 3.

§ 19. Préalablement à la demande d'informations visée au § 4, l'autorité compétente belge doit d'abord avoir exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations

demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.

L'autorité compétente belge fournit à une autorité compétente étrangère les informations visées au § 5, à condition que l'autorité compétente étrangère ait déjà exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.

§ 20. L'autorité compétente belge n'est pas autorisée à procéder à des enquêtes ou de transmettre des informations dès lors que la réalisation de telles enquêtes ou la collecte des informations en question aux propres fins de la Belgique serait contraire à sa législation.

L'autorité compétente belge peut refuser de transmettre des informations lorsque :

1° l'Etat membre requérant n'est pas en mesure, pour des raisons juridiques, de fournir des informations similaires ;

2° si cela conduirait à divulguer un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial, ou une information dont la divulgation serait contraire à l'ordre public.

L'autorité compétente belge informe l'autorité requérante des motifs du rejet de la demande d'informations.

§ 21. L'autorité compétente belge met en œuvre son dispositif de collecte de renseignements afin d'obtenir les informations demandées, même si ces dernières ne lui sont pas nécessaires pour ses propres besoins fiscaux. Cette obligation s'applique sans préjudice du § 20, alinéas 1^{er} et 2, dont les dispositions ne sauraient en aucun cas être interprétées comme autorisant la Belgique à refuser de fournir des informations au seul motif que ces dernières ne présentent pour elle aucun intérêt.

Le § 20, alinéa 1^{er} et alinéa 2, 2°, ne saurait en aucun cas être interprété comme autorisant l'autorité compétente belge à refuser de fournir des informations au seul motif que ces informations sont détenues par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire, ou qu'elles se rapportent à une participation au capital d'une personne.

Nonobstant l'alinéa 2, l'autorité compétente belge peut refuser de transmettre des informations demandées lorsque celles-ci portent sur des périodes imposables antérieures au 1^{er} janvier 2011 et que la transmission de ces informations aurait pu être refusée sur la base de l'article 8, point 1^{er}, de la directive 77/799/CE si elle avait été demandée avant le 11 mars 2011.

§ 22. Lorsque l'autorité belge offre à un pays tiers une coopération plus étendue que celle prévue par la directive, elle ne peut pas refuser cette coopération étendue à un autre Etat membre souhaitant prendre part à une telle forme de coopération mutuelle plus étendue.

§ 23. Les demandes d'informations et d'enquêtes administratives introduites en vertu du § 4 ainsi que les réponses en vertu du § 5, les accusés de réception, les demandes de renseignements de caractère général et les déclarations d'incapacité ou de refus au titre du § 5 sont, dans la mesure du possible, transmis au moyen d'un formulaire type adopté par la Commission. Les formulaires types peuvent être accompagnés de rapports, d'attestations et de tous autres documents, ou de copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers.

Les formulaires types visés à l'alinéa 1^{er} comportent au moins les informations ci-après, que doit fournir l'autorité requérante :

- a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ;
- b) la finalité fiscale des informations demandées.

L'autorité compétente belge peut, dans la mesure où ils sont connus et conformément à l'évolution de la situation internationale, fournir les noms et adresses de toutes les personnes dont il y a lieu de penser qu'elles sont en possession des informations demandées, ainsi que tout élément susceptible de faciliter la collecte des informations par l'autorité requise.

Les informations échangées spontanément et l'accusé de réception les concernant, au titre, respectivement, des §§ 7 et 8, les demandes de notification administrative au titre des §§ 12 et 13, et les retours d'information au titre des §§ 14 et 15, sont transmis à l'aide du formulaire type arrêté par la Commission.

Les échanges automatiques d'informations au titre du § 6 sont effectués dans un format informatique standard conçu par la Commission pour faciliter l'échange automatique d'informations et basé sur le format informatique existant en application de l'article 9 de la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, qui doit être utilisé pour tous les types d'échanges automatiques d'informations.

§ 24. Les informations communiquées au titre du présent article sont, dans la mesure du possible, fournies par voie électronique au moyen du réseau CCN.

Les demandes de coopération, y compris les demandes de notification et les pièces annexées, peuvent être rédigées dans toute langue choisie d'un commun accord par l'autorité requise et l'autorité requérante. Lesdites demandes ne sont accompagnées d'une traduction dans l'une des langues officielles de la Belgique que dans des cas particuliers et à condition que l'autorité compétente belge motive sa demande de traduction.

Afin de satisfaire aux exigences de l'échange automatique prévu dans le § 6/1, points 1^o et 2, les informations qui doivent être communiquées sont enregistrées dans un répertoire central sécurisé destiné aux Etats membres concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal mis au point et fourni, au plus tard le 31 décembre 2017, par la Commission. Les autorités compétentes belges ont accès aux informations enregistrées dans ce répertoire.

Avant que ce répertoire central sécurisé ne soit opérationnel, l'échange automatique prévu au § 6/1, 1^o et 2^o, est effectué conformément à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe et selon les modalités pratiques applicables.

§ 25. Lorsque des informations vraisemblablement pertinentes pour l'administration et l'application de la législation belge relative à la taxe compensatoire des droits de succession sont communiquées par un pays tiers à l'autorité compétente belge, cette dernière peut, dans la mesure où un accord avec ce pays tiers l'autorise, transmettre ces informations aux autorités compétentes des Etats membres auxquels ces informations pourraient être utiles et à toute autorité compétente étrangère qui en fait la demande.

L'autorité compétente belge peut, en tenant compte de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions, transmettre à un pays tiers les informations obtenues en application du présent article, pour autant que l'ensemble des conditions suivantes soient remplies :

a) l'autorité compétente étrangère de l'Etat membre d'où proviennent les informations a donné son accord préalable ;

b) le pays tiers concerné s'est engagé à coopérer pour réunir des éléments prouvant le caractère irrégulier ou illégal des opérations qui paraissent être contraires ou constituer une infraction à la législation fiscale.

LIVRE II *bis* - (...)

(titre abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

Article 161 *(applicable depuis le 01.01.2020)*

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...)

Article 161 *bis* *(applicable depuis le 01.01.2020)*

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...)

Article 161 *ter* *(applicable depuis le 01.01.2020)*

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...)

Article 161quater (applicable depuis le 01.01.2020)

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...)

Article 161quinquies (applicable depuis le 01.01.2020)

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...)

Article 161sexies (applicable depuis le 01.01.2020)

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...)

Article 161septies (applicable depuis le 01.01.2020)

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...)

Article 161octies (applicable depuis le 01.01.2020)

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...)

Article 161 nonies *(applicable depuis le 01.01.2020)*

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...)

Article 162 *(applicable depuis le 01.01.2020)*

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...)

Article 162/1 *(applicable depuis le 01.01.2020)*

(abrogé par l'art. 109 de la loi du 13 avr. 2019 (M.B., 30.04.2019 – éd. 1). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2020 (art. 139, al. 1^{er}) et disposition transitoire (art. 138). Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2))

(...).

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

**Livre III - Dématérialisation des relations entre le Service Public Fédéral
Finances, les héritiers, légataires, donataires et certains tiers**

(rétabli par l'art. 117 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art.

219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Article 162bis (applicable à partir du 01.01.2025)

(rétabli par l'art. 118 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Pour l'application des dispositions du présent Code, des dispositions légales particulières relatives aux droits de succession ou des arrêtés pris pour leur exécution on entend par :

1° envoi recommandé : la lettre, accompagnée ou non d'un accusé de réception, déposée auprès du prestataire du service postal universel ou d'un prestataire de services postaux et transmise électroniquement ou non par ce dernier à un destinataire préalablement désigné, qui a une valeur juridique dans la mesure où elle permet d'obtenir la preuve de la date d'envoi et la réception du courrier par le destinataire ;

2° eBox : le service proposé aux personnes physiques par le Service Public Fédéral Stratégie et Appui (BOSA) en matière d'Agenda numérique et aux titulaires d'un numéro d'entreprise par l'Office national de sécurité sociale, institué par la loi du 27 février 2019 relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox, permettant aux destinataires d'échanger des messages électroniques avec le Service Public Fédéral Finances ;

3° message : toutes les communications écrites concernant des droits et obligations repris dans le présent Code, des dispositions légales particulières relatives aux droits de succession ou dans des arrêtés pris pour leur exécution, en ce compris les lettres, formulaires et envois de données, indépendamment du support utilisé ;

4° cachet électronique avancé : un cachet électronique au sens de l'article 36 du Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

Livre III - (...) (applicable du 01.01.2011 au 31.12.2024)

(Livre III abrogé par l'art. 95 de la loi du 21 déc. 2013 (M.B., 31.12.2013 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2011 (art. 95))⁽¹⁾

Article 162bis (applicable du 01.01.2011 au 31.12.2024)

(abrogé par l'art. 95 de la loi du 21 déc. 2013 (M.B., 31.12.2013 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2011 (art. 95))

(...)⁽¹⁾

Note :

(1) Les dispositions du Livre III restent toutefois d'application pour les taxes perçues jusqu'au 31 déc. 2010 (art. 95).

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025), sauf le **§ 1^{er}** qui est déjà applicable depuis le **01.04.2021**⁽¹⁾

Article 162ter (applicable depuis le 07.02.2022 (§ 1^{er}) et à partir du 01.01.2025 (§ 2))

(modifié par l'art. 111 de la loi du 21 janv. 2022 (M.B., 28.01.2022 - éd. 1). Texte (§ 1^{er}) applicable depuis le 7 févr. 2022 (art. -) et (§ 2) à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}, de loi du 26.01.2021))

§ 1^{er}. Chaque message transmis sous pli fermé au Service Public Fédéral Finances, dans le cadre de l'application du présent Code, des dispositions légales particulières relatives aux droits de succession ou des arrêtés pris pour leur exécution est reproduit, enregistré et conservé par l'administration qui établit les droits de succession, selon une technique de l'informatique ou de la télématique.

L'image ainsi numérisée du message transmis au Service Public Fédéral Finances, obtenue au moyen d'une technique de l'informatique ou de la télématique, a, pour l'application du présent Code, des dispositions légales particulières relatives aux droits de succession ou des arrêtés pris pour leur exécution, force probante pour autant qu'elle soit la copie fidèle et durable de l'écrit dont elle est issue et qu'elle soit munie d'un cachet électronique avancé qui répond aux exigences mentionnées dans l'article 36 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

Dans ce cas, la destruction de l'original papier est autorisée.

Le Roi détermine quels documents papier doivent être conservés, même après avoir été numérisés.

§ 2. Chaque message transmis par l'administration en charge de l'établissement des droits de succession, aux héritiers, légataires, donataires en matière de taxe compensatoire des droits de succession et aux tiers, dans le cadre de l'application des dispositions du Code des dispositions légales particulières relatives aux droits de succession ou des arrêtés pris pour leur exécution, est généré par voie électronique et mis à disposition sur la plateforme sécurisée visée à l'article 162quater, alinéa 2.

Lorsqu'en application de l'article 162sexies, alinéa 4, le Service Public Fédéral Finances doit communiquer par voie papier, chaque matérialisation sous pli fermé d'un message transmis dans le cadre de l'application des dispositions du présent Code, des dispositions légales particulières relatives aux droits de succession ou des

arrêtés pris pour leur exécution, par l'administration en charge de l'établissement des droits de succession, a la même force probante que l'original électronique pour autant que cette matérialisation sous pli fermé contienne la référence unique à un cachet électronique avancé qui répond aux exigences visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Chaque matérialisation sous pli fermé correspond au contenu de l'original électronique du message conservé sur la plateforme sécurisée.

Note :

(1) Le paragraphe 1^{er} entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la publication de loi du 26.01.2021 (M.B., 10.02.2021) au M.B. (art. 224 de loi du 26.01.2021).

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 162quater (applicable à partir du 01.01.2025)

(rétabli par l'art. 120 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Dans la limite des conditions prévues par les articles 162quinquies à 162septies et dans le cadre de ses compétences, le Service Public Fédéral Finances est autorisé à communiquer par voie électronique.

Pour la mise en œuvre des dispositions des articles 162quinquies à 162septies précités, le Service public fédéral Finances met à disposition des héritiers, légataires, donataires, des personnes physiques, des personnes morales, et de certains tiers, des services électroniques au moyen d'une plateforme électronique sécurisée, qui, au moyen de techniques de sécurisation adaptées, garantissent l'origine, l'intégrité du contenu, l'horodatage ainsi que la conservation du message envoyé.

Article 162quater (applicable du 01.01.2011 au 31.12.2024)

(abrogé par l'art. 95 de la loi du 21 déc. 2013 (M.B., 31.12.2013 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2011 (art. 95))

(...)^(*)

Note :

(1) Les dispositions du Livre III restent toutefois d'application pour les taxes perçues jusqu'au 31 déc. 2010 (art. 95).

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 162quinquies (applicable à partir du 01.01.2025)

(rétabli par l'art. 121 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

§ 1^{er}. Chaque message au Service Public Fédéral Finances qui émane des héritiers, légataires, donataires est transmis au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2 à l'exception de chaque message qui est rédigé sur place conformément à l'article 105, alinéa 4.

Sauf si des dispositions légales ou réglementaires en disposent autrement, chaque message au Service Public Fédéral Finances qui émane d'un tiers concernant des droits et obligations en matière de droits de succession d'un héritier, légataire ou donataire avec lequel il a été ou non directement ou indirectement en relation, est également transmis au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2.

Les héritiers, légataires, donataires, visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui sont des personnes physiques ainsi que les tiers, personnes physiques, visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, peuvent, continuer à faire usage d'un pli fermé pour autant qu'ils n'aient pas explicitement choisi de communiquer avec le Service Public Fédéral Finances par voie électronique.

Le choix des contribuables et des tiers visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, de communiquer ou non avec le Service Public Fédéral Finances par voie électronique se fait par l'activation ou la désactivation de l'eBox.

Les héritiers, légataires, donataires, visés à l'alinéa 1^{er}, qui sont des personnes morales, de même que les tiers visés au paragraphe 2 qui agissent dans l'exercice de leur profession, sont dispensés de l'obligation d'utiliser la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, lorsqu'ils n'ont pas pu s'identifier sur cette plateforme sécurisée. Dans ce cas, chaque message est envoyé sous pli fermé.

§ 2. Les tiers qui agissent dans l'exercice de leur profession sont obligés d'envoyer chaque message au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2.

Toutefois, si des dispositions légales ou réglementaires stipulent explicitement l'obligation d'utiliser un support papier, la voie électronique ne peut pas être utilisée.

§ 3. Le Roi détermine :

1° les modalités relatives à l'accès à la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162^{quater}, alinéa 2, et son utilisation ;

2° les cas dans lesquels l'identification sur la plateforme sécurisée visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, ne sera pas possible.

Article 162quinquies (applicable du 01.01.2011 au 31.12.2024)

(abrogé par l'art. 95 de la loi du 21 déc. 2013 (M.B., 31.12.2013 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2011 (art. 95))

(...)⁽¹⁾

Note :

(1) Les dispositions du Livre III restent toutefois d'application pour les taxes perçues jusqu'au 31 déc. 2010 (art. 95).

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 162sexies *(applicable à partir du 01.01.2025)*

(rétabli par l'art. 122 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Sauf si des dispositions légales ou réglementaires en disposent autrement, chaque message du Service Public Fédéral Finances est transmis aux héritiers, légataires, donataires, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162*quater*, alinéa 2 à l'exception de chaque message qui est rédigé sur place conformément à l'article 105, alinéa 4.

Sauf si des dispositions légales ou réglementaires en disposent autrement, chaque message du Service Public Fédéral Finances est également transmis aux tiers, avec lequel l'héritier, le légataire ou le donataire a été ou non directement ou indirectement en relation, au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162*quater*, alinéa 2.

Lorsqu'un envoi recommandé est exigé par les dispositions du présent Code, des dispositions légales particulières ou des arrêtés pris pour leur exécution, par dérogation à l'article 162bis, 1^o et en application de l'article 7 de la loi du 27 février 2019 relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox, la notification au moyen de l'eBox indiquant que le message est mis à disposition par le Service Public Fédéral Finances sur la plateforme électronique sécurisée, vaut envoi recommandé du message, avec ou sans accusé de réception.

Les héritiers, légataires, donataires, qui, bien qu'étant, conformément à l'article 162*quinquies*, § 1^{er}, alinéa 3, dispensés de l'obligation d'utiliser la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162*quater*, alinéa 2, ont néanmoins choisi de communiquer avec le Service Public Fédéral Finances par voie électronique, reçoivent également chaque message au moyen de la plateforme sécurisée visée à l'article 162*quater*, alinéa 2.

Les héritiers, légataires, donataires qui, conformément à l'article 162*quinquies*, § 1^{er}, alinéa 3, ont été dispensés de l'obligation d'utiliser la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162*quater*, alinéa 2, et qui n'ont pas choisi de communiquer par voie électronique, ainsi que les personnes qui, conformément à l'article

162quinquies, § 1^{er}, alinéa 5, n'ont pas pu s'identifier sur la plateforme électronique sécurisée, reçoivent également chaque message sous pli fermé.

Le Roi détermine les modalités d'application de la procédure visée à l'alinéa 1^{er}.

Article 162sexies (applicable du 01.01.2011 au 31.12.2024)

(abrogé par l'art. 95 de la loi du 21 déc. 2013 (M.B., 31.12.2013 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2011 (art. 95))

(...)⁽¹⁾

Note :

(1) Les dispositions du Livre III restent toutefois d'application pour les taxes perçues jusqu'au 31 déc. 2010 (art. 95).

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 162septies (applicable à partir du 01.01.2025)

(rétabli par l'art. 123 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Lorsque, en exécution des articles 162quinquies et 162sexies, le message ne peut pas être transmis au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162quater, alinéa 2, pour cause de force majeure notamment en raison d'un dysfonctionnement technique de la plateforme, de l'un de ses composants et/ou des services électroniques de ladite plateforme, le message sera transmis soit au moyen d'une procédure équivalente disposant des mêmes garanties que la procédure électronique en matière d'origine, d'intégrité du contenu, d'horodatage ainsi que de conservation du message envoyé, soit sous pli fermé.

Le Roi peut prolonger le délai applicable si un cas de force majeure a empêché le contribuable de respecter un délai qui est d'application pour l'accomplissement de droits et d'obligations repris dans ce Code, des dispositions légales particulières relatives aux droits de successions ou des arrêtés pris pour leur exécution.

Le Roi détermine :

1° la date d'effet du message transmis au moyen de la procédure équivalente prévue à l'alinéa 1^{er} ;

2° les modalités relatives à l'utilisation des méthodes d'envoi alternatives ;

3° les modalités du recours à la voie papier.

Article 162septies (applicable du 01.01.2011 au 31.12.2024)

(abrogé par l'art. 95 de la loi du 21 déc. 2013 (M.B., 31.12.2013 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2011 (art. 95))

(...)⁽¹⁾

Note :

(1) Les dispositions du Livre III restent toutefois d'application pour les taxes perçues jusqu'au 31 déc. 2010 (art. 95).

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 162octies (applicable à partir du 01.01.2025)

(rétabli par l'art. 124 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Chaque message transmis sous pli fermé est assimilé à un message transmis au moyen de la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 162quater, alinéa 2 et est considéré avoir les mêmes effets juridiques que ceux prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables à chaque message transmis par voie électronique.

Les dispositions du présent Code, des dispositions légales particulières relatives aux droits de succession et des arrêtés pris pour leur exécution s'appliquent à chaque message.

Article 162octies (applicable du 01.01.2011 au 31.12.2024)

(abrogé par l'art. 95 de la loi du 21 déc. 2013 (M.B., 31.12.2013 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2011 (art. 95))

(...)⁽¹⁾

Note :

(1) Les dispositions du Livre III restent toutefois d'application pour les taxes perçues jusqu'au 31 déc. 2010 (art. 95).

DROIT FUTUR (À PARTIR DU 01.01.2025)

Article 162nonies (applicable à partir du 01.01.2025)

(rétabli par l'art. 125 de la loi du 26 janv. 2021 (M.B., 10.02.2021). Texte applicable à partir du 1^{er} janv. 2025 (art. 219, al. 1^{er}). Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2))

Chaque message transmis conformément à l'article 162quinquies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, par les héritiers, légataires, donataires et les tiers fait l'objet d'un accusé de réception automatique électronique. La date de l'accusé de réception vaut date de réception du message par le Service Public Fédéral Finances.

Chaque message envoyé conformément à l'article 162sexies, contient une date de mise à disposition du message, laquelle fait courir certains délais pour l'accomplissement des droits et obligations repris dans le présent Code, dans des dispositions légales particulières relatives aux droits de succession ou dans les arrêtés pris pour leur exécution.

Article 162nonies (applicable du 01.01.2011 au 31.12.2024)

(abrogé par l'art. 95 de la loi du 21 déc. 2013 (M.B., 31.12.2013 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2011 (art. 95))

(...)⁽¹⁾

Note :

(1) Les dispositions du Livre III restent toutefois d'application pour les taxes perçues jusqu'au 31 déc. 2010 (art. 95).

Article 162decies (applicable depuis le 01.01.2011)

(abrogé par l'art. 95 de la loi du 21 déc. 2013 (M.B., 31.12.2013 - éd. 2). Texte applicable depuis le 1^{er} janv. 2011 (art. 95))

(...)⁽¹⁾

Note :

(1) Les dispositions du Livre III restent toutefois d'application pour les taxes perçues jusqu'au 31 déc. 2010 (art. 95).

(...) (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 24 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

Article 163 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 24 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

(...) (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

Section première – (...) (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogée par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

Article 164 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 165 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 166 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 167 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 168 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 169 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 170 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 171 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 172 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 173 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 174 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 175 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 176 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 177 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 178 (applicable depuis le 01.03.2021)

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Section II – (...) *(applicable depuis le 01.03.2021)*

(abrogée par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

Article 179 *(applicable depuis le 01.03.2021)*

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 180 *(applicable depuis le 01.03.2021)*

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 181 *(applicable depuis le 01.03.2021)*

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)

Article 183 *(applicable depuis le 01.03.2021)*

(abrogé par l'art. 25 de la loi du 7 févr. 2021 (M.B., 19.02.2021). Texte applicable depuis le 1^{er} mars 2021 (art. -))

(...)